

VERS

LA PROCHAINE PHASE D'EXPANSION



**VERS LA
PROCHAINE
PHASE
D'EXPANSION**



TRANSFORMATION

Au cours de l'exercice 2018, nous avons annoncé la plus grande acquisition de notre histoire : celle de la société Compañía Española de Sistemas Aeronauticos, S.A. (« CESA »), ainsi que celle de Beaver Aerospace & Defense Inc. (« Beaver »). La combinaison de ces deux acquisitions apportera des avantages stratégiques d'envergure et nous propulsera vers notre prochaine phase d'expansion. Elles renforceront davantage notre position de chef de file et notre présence mondiale dans le marché des systèmes hydrauliques et d'actionnement, des systèmes de trains d'atterrissage et des produits connexes.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Nos programmes pour lesquels nous détenons la propriété intellectuelle progressent tel que prévu. Les ventes de ces programmes ont représenté une part grandissante des revenus totaux, soit près de 35 % du volume d'affaires de la Société. Ce pourcentage grimpera davantage en raison de l'acquisition prochaine de CESA et de Beaver.

EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE

Nous cherchons sans cesse à améliorer l'efficacité de nos activités d'exploitation. Nous avons d'ailleurs démontré notre grande capacité à repérer et à tirer profit des occasions de ventes croisées et de synergies opérationnelles. Nous nous attendons à le faire une fois de plus grâce à l'intégration prochaine des activités de CESA et de Beaver et à l'internalisation des procédés de traitement de surface du Boeing 777.

MISE À PROFIT DES INVESTISSEMENTS ET DE LA CAPACITÉ

Nous sommes en très bonne position pour tirer parti de nos investissements passés et signer de nouveaux contrats pour plusieurs programmes d'aéronefs. Nous disposons des équipes spécialisées, des ressources et de la capacité disponible nécessaires à notre croissance. Nous voulons mettre à profit notre offre de produits et services pleinement intégrée, notre équipement de pointe et notre réseau international qui s'étend sur deux continents.

HÉROUX DEVTEK 

www.herouxdevtek.com

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)

	2018	2017	2016	2015	2014
RÉSULTATS D'EXPLOITATION					
Ventes	386,6	406,5	406,8	364,9	272,0
Résultat opérationnel	23,4	35,6	37,8	6,6	15,6
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	30,3	35,9	39,3	29,4	22,5
BAlIA ajusté ⁽¹⁾	56,9	61,4	64,1	47,8	35,8
Résultat net	13,7	31,8	26,6	3,2	9,2
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	24,2	26,4	27,7	19,4	15,3
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	56,1	56,1	6,8	46,2	26,0
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	50,8	33,0	(66,3)	(15,0)	11,0

SITUATION FINANCIÈRE

Trésorerie et équivalents de trésorerie	93,2	42,5	19,3	35,1	47,3
Fonds de roulement	201,9	165,1	150,5	109,7	160,8
Total de l'actif	632,2	607,3	609,4	575,5	514,0
Dette à long terme ⁽²⁾	132,0	134,8	147,2	114,2	150,5
Capitaux propres	379,0	355,9	331,1	293,5	240,1

DONNÉES PAR ACTION

Bénéfice par action – de base et dilué	0,38	0,88	0,74	0,09	0,29
Bénéfice par action ajusté ⁽¹⁾	0,67	0,73	0,77	0,55	0,48
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué en milliers)	36 332	36 284	36 119	35 016	31 662

RATIOS FINANCIERS

Marge du BAlIA ajusté ⁽¹⁾	14,7 %	15,1 %	15,7 %	13,1 %	13,2 %
Ratio du fonds de roulement	2,86	2,58	2,34	1,75	2,59
Dette nette / capitaux propres ⁽³⁾	0,10	0,26	0,39	0,27	0,43

● RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

● BAlIA AJUSTÉ ⁽¹⁾

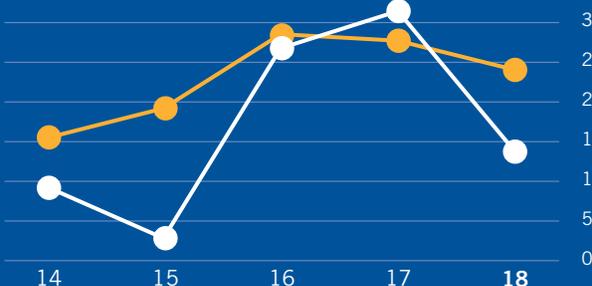
(en millions de dollars)



● RÉSULTAT NET

● RÉSULTAT NET AJUSTÉ ⁽¹⁾

(en millions de dollars)



(1) Mesures non conformes aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée "Mesures non conformes aux IFRS" de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour des définitions et un rapprochement aux normes IFRS les plus comparables.

(2) Incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés.

(3) Défini comme la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

CHERS ACTIONNAIRES,

J'AI LE PRIVILÈGE DE SIÉGER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE HÉROUX-DEVTEK DEPUIS PRÈS DE DEUX DÉCENNIES. DANS CE CADRE, J'AI REGARDÉ GILLES LABBÉ ET SON ÉQUIPE BÂTIR UNE ENTREPRISE MONDIALE EXTRAORDINAIRE. J'AI EU L'HONNEUR DE PARTICIPER AUX DISCUSSIONS STRATÉGIQUES QUI ONT CONTRIBUÉ À LA CROISSANCE ET À LA PROSPÉRITÉ DE CETTE SOCIÉTÉ REMARQUABLE. FÊTANT SES 75 ANS D'EXISTENCE DEPUIS LA FONDATION DE SON PRÉDÉCESSEUR, HÉROUX-DEVTEK EST RECONNUE À JUSTE TITRE COMME L'UNE DES GRANDES RÉUSSITES CANADIENNES.



En tant que président du conseil pour la première année, j'aimerais souligner l'importance de la gouvernance d'entreprise. Selon moi, le bon fonctionnement du conseil est l'assise d'une bonne gouvernance d'entreprise. D'ailleurs, la réussite de Héroux-Devtek tient en grande partie du dialogue continu entre le conseil et la direction. Il convient de noter qu'à l'exclusion de notre président et chef de la direction, tous les membres de notre conseil sont indépendants. De plus, nos administrateurs proviennent essentiellement du secteur industriel et possèdent une riche expérience connexe. Par leur compréhension du marché de l'aérospatiale et leurs connaissances générales des affaires, ils constituent des conseillers de choix.

Nous voyons la dernière année comme une période de transition, en raison des effets de la réduction de la cadence de production annoncée par quelques fabricants d'équipement d'origine pour certains programmes d'aéronefs. Les événements survenus dans l'année ont mis en évidence la capacité de Héroux-Devtek à réagir rapidement et à s'adapter au contexte changeant.

Soulignons l'annonce de deux acquisitions stratégiques, soit celle de la Compañía Española de Sistemas Aeronauticos (« CESA »), une filiale d'Airbus établie en Espagne, et de Beaver Aerospace & Defense Inc., au Michigan. Les deux transactions sont en instance d'approbation par les autorités réglementaires. Ces acquisitions hautement stratégiques nous permettront d'élargir notre gamme de produits et d'accroître notre clientèle.

Nous occupons une place privilégiée dans le secteur de l'aérospatiale. Nous avons un excellent bilan et nous générons des flux de trésorerie solides. Compte tenu de son carnet de commandes pluriannuel provenant de chefs de file mondiaux parmi les fabricants d'aéronefs, de la demande soutenue d'avions et de l'augmentation des budgets consacrés à la défense dans le monde, Héroux-Devtek constitue, selon moi, une excellente valeur pour les actionnaires à long terme.

Je suis extrêmement fier de travailler en étroite collaboration avec l'un des plus grands fabricants de systèmes de trains d'atterrissage dans le monde – un sentiment partagé par tous les membres du groupe Héroux-Devtek. Je suis ravi de faire partie d'un conseil très engagé qui se consacre à la réussite de la Société à long terme.

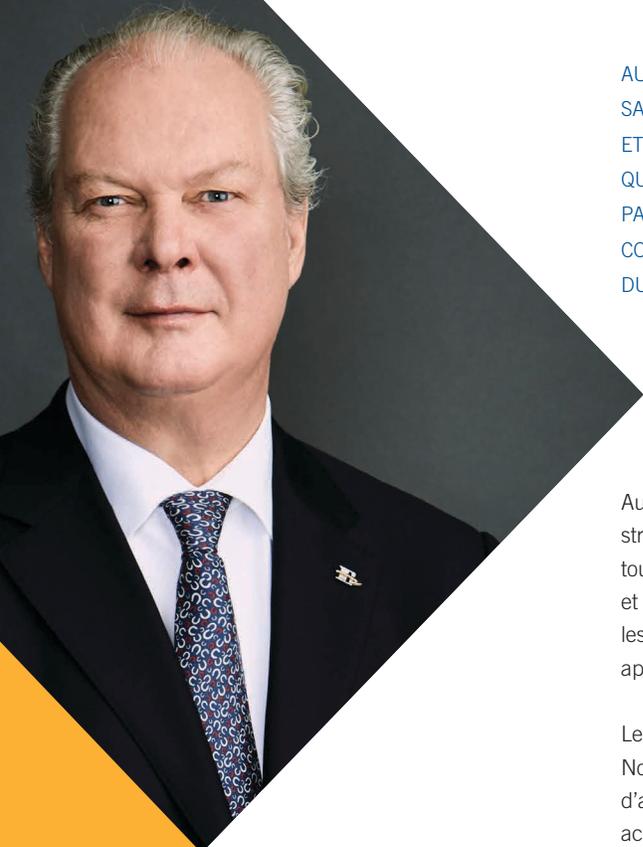
Notre succès est le fruit de l'engagement de tous, c'est pourquoi je saisis l'occasion pour exprimer la gratitude du conseil envers chacun des employés de Héroux-Devtek. Je sais que leurs compétences et leur dévouement continueront d'assurer toujours plus de succès et de nouvelles réalisations encore plus grandes.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'B. Robbins'.

Brian A. Robbins
Président du Conseil

MESSAGE DU PRÉSIDENT

AU COURS DU DERNIER EXERCICE, HÉROUX-DEVTEK A FAIT DE GRANDS PROGRÈS EN VUE DE SA PROCHAINE PHASE D'EXPANSION, PAR L'ANNONCE DE DEUX ACQUISITIONS STRATÉGIQUES ET PAR LA POURSUITE DE L'OPTIMISATION DE SON RÉSEAU DE CALIBRE MONDIAL. PLUS QUE JAMAIS, NOUS SOMMES EN TRÈS BONNE POSITION POUR FAIRE CROÎTRE NOTRE PART DU MARCHÉ MONDIAL DE L'AÉROSPATIALE. VU SES CAPACITÉS ACCRUES, LA SOCIÉTÉ CONTINUERA DE CHERCHER DES OCCASIONS DE FAIRE VALOIR SES ATOUTS DE CHEF DE FILE DU SECTEUR ET DE CRÉER DE LA VALEUR DURABLE POUR SES ACTIONNAIRES.



Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et
chef de la direction

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, Héroux-Devtek a poursuivi l'exécution de sa stratégie commerciale visant à bâtir un avenir durable pour la Société. Nous avons respecté toutes les échéances de livraison du contrat d'envergure portant sur les appareils Boeing 777 et 777X. Nous avons également fait avancer l'exécution de grands contrats octroyés dans les années précédentes, y compris plusieurs mandats valides pour la durée de vie utile des appareils pour lesquels nous détenons la propriété intellectuelle.

Les résultats financiers de l'exercice 2018 sont relativement en ligne avec nos attentes. Nous avons eu des livraisons importantes liées au programme Boeing 777, dont 13 trains d'atterrissage au quatrième trimestre, portant le total des livraisons à 42 pour l'exercice. Les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie disponibles records, qui permettent à Héroux-Devtek d'améliorer sa situation financière déjà saine.

Grâce à cette solidité financière, nous avons pu jeter les fondations de notre prochaine phase d'expansion. Par l'annonce de deux importantes acquisitions l'an dernier, qui sont toujours en instance d'approbation par les autorités réglementaires au moment de la rédaction de ces lignes, Héroux-Devtek consolide sa réputation comme l'un des plus grands concepteurs et fabricants de systèmes de trains d'atterrissage, d'actionnement et de systèmes hydrauliques du secteur de l'aérospatiale dans le monde.

Ces ajouts à notre réseau international renforceront l'attrait de nos capacités pleinement intégrées de classe mondiale, qui nous permettent d'offrir une gamme complète de solutions, allant de la conception initiale et du développement à l'entretien des flottes existantes par nos produits et services vendus sur le marché secondaire.

SOLIDES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET EXCELLENTE SITUATION FINANCIÈRE

Héroux-Devtek a clos l'exercice 2018 avec des ventes de 386,6 millions de dollars, soit un léger recul par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution découle de la fin prévue d'un contrat pour un client fournissant des produits à un fabricant d'équipement d'origine sur le marché de l'aérospatiale commerciale, en partie compensée par l'accélération de la cadence de livraison des systèmes complets de trains d'atterrissage à Boeing pour son programme d'appareils 777. Les ventes de programmes pour lesquels nous détenons la propriété intellectuelle ont continué de générer une part grandissante des revenus totaux, représentant près de 35 % du volume d'affaires de la Société.

Le résultat opérationnel s'est chiffré à 23,4 millions de dollars, tandis que le BAIIA ajusté* s'est élevé à 56,9 millions de dollars, représentant une marge du BAIIA ajusté* de 14,7 %, relativement stable par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net a atteint 13,7 millions de dollars, et le résultat net ajusté*, 24,2 millions de dollars, soit 0,67 \$ par action.

Les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 56,1 millions de dollars, qui ont produit de solides flux de trésorerie disponibles* de 50,8 millions de dollars et ont aidé Héroux-Devtek à améliorer une situation financière déjà saine à la fin de l'exercice. En attendant la clôture des acquisitions, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffrait à 93,2 millions de dollars, et notre capacité d'emprunt disponible se situait à près de 146 millions de dollars sur notre facilité de crédit autorisée de 200 millions de dollars.

Au 31 mars 2018, notre carnet de commandes fermes, qui ne regroupe que les mandats pour lesquels nous avons reçu des bons de commande, se chiffrait à 466 millions de dollars et demeurait bien diversifié.

ACQUISITIONS HAUTEMENT STRATÉGIQUES QUI ACCROISSENT NOTRE PRÉSENCE MONDIALE

Héroux-Devtek a annoncé deux acquisitions d'importance qui renforceront sa position de chef de file et sa présence mondiale dans le marché des systèmes de trains d'atterrissage et des produits connexes.

Nous avons d'abord conclu une entente visant l'acquisition de la société espagnole Compañía Española de Sistemas Aeronauticos, S.A. (« CESA »), une filiale d'Airbus SE. CESA est l'un des plus grands fournisseurs européens de systèmes hydrauliques et électromécaniques du secteur de l'aérospatiale. Ses principales gammes de produits comprennent des systèmes d'actionnement et hydrauliques, ainsi que des systèmes de trains d'atterrissage. CESA offre des produits et services intégrés à un large éventail de clients et de programmes d'aéronefs incluant la conception et le développement, l'ingénierie, la certification, la fabrication et l'assemblage de composants et le soutien de la flotte. Ses ventes annuelles s'élèvent à environ 94 millions d'euros (environ 149 millions de dollars canadiens).

* Mesures financières non conformes aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour connaître les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.



➤

HÉROUX-DEVTEK A ANNONCÉ DEUX ACQUISITIONS D'IMPORTANCE QUI RENFORCERONT SA POSITION DE CHEF DE FILE ET SA PRÉSENCE MONDIALE DANS LE MARCHÉ DES SYSTÈMES DE TRAINS D'ATTERRISSEMENT ET DES PRODUITS CONNEXES.

➤



Cette acquisition, la plus grande de l'histoire de Héroux-Devtek, apporte des avantages stratégiques d'envergure :

- Elle accroît grandement notre présence en Europe, notamment par une relation directe avec Airbus, qui pourrait permettre de nouvelles occasions d'affaires. D'ailleurs, Airbus représente environ 50 % des ventes de CESA.
- CESA permet l'expansion des activités dans des domaines complémentaires, soit les systèmes d'actionnement et hydrauliques.
- Elle diversifie la clientèle de Héroux-Devtek sur le plan géographique et entre divers programmes d'aéronefs clés.
- Elle ajoute un important portefeuille de droits de propriété intellectuelle et des sources d'approvisionnement exclusives de CESA.
- Nous comptons créer des synergies grâce aux possibilités de ventes croisées en tirant parti de notre clientèle sur plusieurs continents et aux gains d'efficacité dans les activités d'approvisionnement et de développement des technologies. Cette acquisition consolide également notre présence sur le marché secondaire.

La seconde acquisition, Beaver Aerospace & Defense Inc. (« Beaver »), est un fabricant verticalement intégré basé au Michigan qui possède un portefeuille grandissant de produits de conception maison. Il conçoit et fabrique des vis à billes sur mesure faites de divers matériaux selon les besoins du client et les conditions d'utilisation prévues, en plus de concevoir, de fabriquer, d'assembler et de mettre à l'essai des actionneurs électromécaniques. Ses ventes annuelles étaient d'environ 30 millions de dollars américains (environ 38 millions de dollars canadiens) l'an dernier.

Cette acquisition élargira notre offre de produits actuelle tout en accentuant notre présence en Amérique du Nord. Elle complète très bien les activités de Héroux-Devtek et de CESA. À l'instar de nos projets avec CESA, nous nous attendons à tirer parti des relations de Beaver avec les grands fabricants d'équipement d'origine du milieu, surtout dans le secteur de la défense aux États-Unis, tout en profitant d'occasions de ventes croisées et de gains d'efficacité opérationnelle.

ÉVOLUTION FAVORABLE DU MARCHÉ

Selon les prévisions de l'industrie, le transport aérien de passagers devrait enregistrer une croissance d'environ 6 % durant l'année civile 2018. Cette hausse projetée, légèrement au-dessus de la moyenne historique, devrait donner une nouvelle impulsion au secteur de l'aérospatiale commerciale.

Pour l'année civile 2017, les fabricants d'avions commerciaux gros porteurs ont enregistré une autre année record sur le plan des livraisons de nouveaux aéronefs, tout en continuant d'ajuster la cadence de production de certains modèles en prévision du lancement de versions plus économes en carburant au cours des prochaines années. Ces mesures visent entre

autres le programme du Boeing 777, compte tenu de la transition prochaine vers la version 777X. Le volume global de nouvelles commandes a augmenté, ce qui permet aux fabricants de conserver des carnets de commandes bien garnis.

Dans le segment des jets d'affaires, les livraisons d'appareils ont augmenté légèrement durant l'année civile 2017. Héroux-Devtek demeure bien positionnée sur ce marché à moyen terme en raison de la demande croissante projetée de certains modèles dont elle a conçu les trains d'atterrissage.

Dans le marché de l'aérospatiale liée à la défense, le gouvernement américain propose d'augmenter son financement pour l'exercice 2019, et potentiellement au-delà, ce qui pourrait favoriser certains programmes. De plus, les engagements du Canada et de plusieurs nations européennes à augmenter le financement de leur défense sont de bon augure pour Héroux-Devtek, vu sa présence de part et d'autre de l'Atlantique.

PERSPECTIVES

Héroux-Devtek a jeté les fondations de sa prochaine phase d'expansion. Ces acquisitions permettront de tirer profit d'une clientèle sur plusieurs continents, tout en maximisant les gains d'efficacité et la souplesse de sa vaste capacité de fabrication. De plus, sa capacité à générer des flux de trésorerie disponibles lui permettra d'investir avec confiance dans des occasions de création de valeur avantageuses pour les actionnaires.

Pour l'exercice qui prendra fin le 31 mars 2019, abstraction faite de la contribution potentielle des acquisitions en cours, nous projetons que les ventes demeureront relativement stables, puisque la diminution des activités provenant d'un contrat avec l'Armée de l'air américaine sera compensée par les volumes croissants d'autres clients du secteur de la défense et l'augmentation des livraisons liées au contrat des Boeing 777 et 777X.

Au nom de la haute direction, je remercie sincèrement tous nos employés pour leur dévouement constant et leur professionnalisme. En tant que fournisseur de fabricants d'équipement d'origine de calibre mondial, nous devons offrir à nos clients rien de moins que la perfection, ainsi que le savoir-faire de nos équipes nous permettant d'être constamment à la hauteur. Je remercie également nos partenaires d'affaires et nos fournisseurs, dont la contribution est essentielle à notre réussite. J'exprime enfin toute ma gratitude à notre conseil d'administration pour son encadrement, et à vous, chers actionnaires, pour votre soutien constant.



Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction



HÉROUX-DEVTEK A JETÉ LES FONDATIONS DE SA PROCHAINE PHASE D'EXPANSION. CES ACQUISITIONS PERMETTRONT DE TIRER PROFIT D'UNE CLIENTÈLE SUR PLUSIEURS CONTINENTS, TOUT EN MAXIMISANT LES GAINS D'EFFICACITÉ ET LA SOUPLASSE DE SA VASTE CAPACITÉ DE FABRICATION.



Programme F-18 de Beavert

LA PROCHAINE PHASE D'EXPANSION

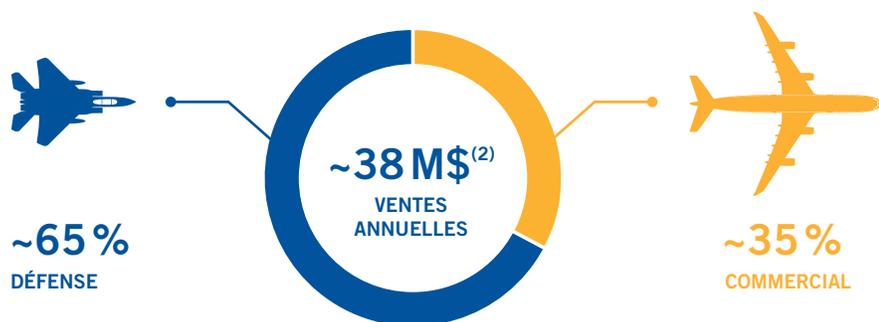
HÉROUX-DEVTEK A ANNONCÉ DEUX ACQUISITIONS HAUTEMENT STRATÉGIQUES QUI RENFORCERONT SA POSITION DE CHEF DE FILE ET SA PRÉSENCE MONDIALE DANS LE MARCHÉ DES SYSTÈMES DE TRAINS D'ATERRISSAGE ET DES PRODUITS CONNEXES.



BEAVER EN UN COUP D'ŒIL



- Fondée en 1952, Beaver exploite trois usines totalisant 82 200 pi² à Livonia, au Michigan
- Relations solides de longue date avec les grands fabricants d'équipement d'origine et leurs fournisseurs
- Entreprise verticalement intégrée possédant un portefeuille grandissant de produits de conception maison
- La clôture de l'acquisition de Beaver devrait avoir lieu au cours du premier trimestre de l'exercice 2019⁽¹⁾



(1) Sous réserve des ajustements de clôture habituels et de certaines approbations réglementaires.

(2) Les ventes et la répartition correspondent aux données fournies lors de l'annonce de l'acquisition de Beaver, le 27 février 2018.



NOTRE PRÉSENCE MONDIALE

CANADA

1. Longueuil
2. St-Hubert
3. Laval
4. Toronto
5. Kitchener
6. Cambridge

ÉTATS-UNIS

7. Strongsville
8. Livonia
9. Springfield
10. Wichita
11. Everett

ROYAUME-UNI

12. Bolton
13. Runcorn
14. Nottingham

ESPAGNE

15. Madrid
16. Seville



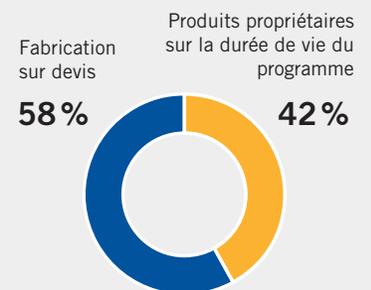
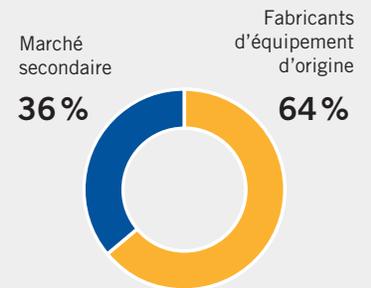
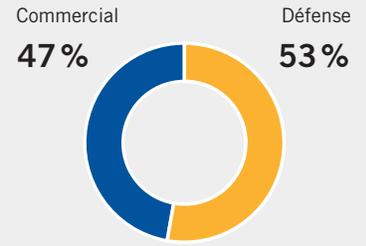
CESA EN UN COUP D'ŒIL



- Créée en 1989, CESA exploite un parc industriel de pointe d'une superficie de 366 000 pi² à Madrid et de l'équipement qui requiert des investissements minimes
- Conçoit, fabrique, assemble et met à l'essai des composantes de grande valeur pour les secteurs commercial et de la défense
- Le processus réglementaire ayant pris plus de temps que prévu⁽³⁾, nous nous attendons maintenant à ce que la clôture de l'acquisition de CESA ait lieu au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019



Ventes pro forma, en incluant CESA⁽⁵⁾



(5) Les ventes et la répartition correspondent aux données fournies lors de l'annonce de l'acquisition de CESA, le 2 octobre 2017. Les ventes pro forma ne tiennent pas compte de Beaver.

(3) La transaction est conditionnelle à certaines approbations, notamment l'autorisation du Conseil des ministres du gouvernement espagnol.

(4) Les ventes et la répartition correspondent aux données fournies lors de l'annonce de l'acquisition de CESA, le 2 octobre 2017. Les taux de change utilisés sont ceux en vigueur au 31 mars 2018.

REVUE DE L'EXPLOITATION

AU COURS DE L'EXERCICE 2018, MALGRÉ CERTAINS DÉFIS À COURT TERME, NOUS AVONS FRANCHI PLUSIEURS JALONS IMPORTANTS, NOTAMMENT LES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LE CADRE DU CONTRAT PORTANT SUR LES APPAREILS BOEING 777 ET 777X, LES ENTENTES D'ACQUISITION DE CESA ET DE BEAVER, ET LA PROGRESSION DES PROGRAMMES DE CONCEPTION ET DE MISE AU POINT. JE REVIENDRAI SUR QUELQUES-UNS DES PRINCIPAUX FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE QUI NOUS POSITIONNENT BIEN POUR L'AVENIR, ET QUI SOULIGNENT LA POSITION DE CHEF DE FILE DE HÉROUX-DEVTEK DANS LE SECTEUR MONDIAL DE L'AÉROSPATIALE.



Martin Brassard
Vice-président exécutif
et chef de l'exploitation

LE DERNIER PROCÉDÉ DE TRAITEMENT DE SURFACE POUR LE CONTRAT PORTANT SUR LES APPAREILS 777 ET 777X DEVRAIT ÊTRE APPROUVÉ AU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2019

Au cours de l'automne 2017, nous avons reçu la certification de Boeing à l'égard d'un procédé additionnel de traitement de surface à notre installation de Strongsville, en Ohio. Nous prévoyons obtenir l'approbation de Boeing concernant le dernier procédé de traitement de surface au premier trimestre de l'exercice 2019, ce qui sera une réussite importante pour la Société.

L'internalisation de ce procédé auprès de nos fournisseurs externes pour sa réalisation à l'interne se fera graduellement à partir du deuxième trimestre de l'exercice 2019 et devrait se terminer à la fin de cet exercice. En conséquence, nous prévoyons que l'effet de l'amélioration des marges sera pleinement réalisé à l'exercice 2020.

Une fois le procédé ramené à l'interne, nous en aurons le plein contrôle, ce qui veut dire que nous pourrons plus aisément contrôler les coûts, la qualité et les exigences de livraison. Grâce à notre expertise interne, nous pourrons tirer le maximum de nos investissements dans les installations de finition et d'assemblage de Héroux-Devtek à Strongsville, en Ohio. Comme toujours, le soutien de nos fournisseurs a été remarquable et fût hautement apprécié.

TRANSITION AU PROGRAMME DE L'APPAREIL BOEING 777X

En plus du travail effectué en vue de l'approbation du dernier procédé de traitement de surface pour l'appareil Boeing 777, notre équipe a aussi fabriqué une nouvelle configuration pour le train d'atterrissage de l'appareil 777X, sans dévier du calendrier de production pour l'appareil 777. En effet, durant l'exercice 2018, nous avons livré 42 trains d'atterrissage pour l'appareil 777 et prévoyons livrer le premier train d'atterrissage complet de



Boeing 777X



l'appareil 777X au premier trimestre de l'exercice 2019, conformément au calendrier du client. Voilà un autre grand jalon de notre participation aux programmes des appareils 777 et 777X. Ces efforts concertés ont été source de grande fierté au sein de toute l'équipe.

VERS LA PROCHAINE PHASE D'EXPANSION

Nous sommes ravis de la clôture prochaine des acquisitions de CESA et de Beaver afin de démarrer le processus d'intégration. Nous avons complété avec succès plusieurs acquisitions dans le passé et nous avons une solide expérience lorsqu'il s'agit d'identifier et profiter d'occasions de ventes croisées et de synergies opérationnelles. Par exemple, nos investissements dans nos installations de Runcorn R.-U. en 2017 ont permis d'améliorer le service à la clientèle et l'efficacité opérationnelle au-delà de nos attentes. D'ailleurs, nos clients nous ont dit être impressionnés par nos efforts et nos installations à la fine pointe de la technologie. Voilà qui prouve notre capacité à intégrer parfaitement les activités des entreprises acquises aux normes de classe mondiale d'Héroux-Devtek. Nous sommes fiers de nos employés engagés et dynamiques, qui ont travaillé sans relâche sur ces projets.



L'intégration réussie des installations de Runcorn a permis de grandement améliorer l'efficacité.



PRÊTS POUR LA CROISSANCE

De nombreux programmes intégrant des produits propriétaires de Héroux-Devtek sont sur la bonne voie et avancent comme prévu, incluant le CH-53K, le F-35, le Gripen et le KF-X. De plus, nous avons récemment signé un contrat amendé avec Dassault Aviation pour la conception et la fabrication d'un train d'atterrissage pour l'appareil Falcon 6X, ce qui démontre la confiance de nos clients envers nos capacités. Ces programmes sont tous très prometteurs et devraient générer de fortes ventes dans les années à venir.

Au mois de mars 2017, l'Armée de l'air américaine a décidé de ne pas renouveler nos services. Par contre, nous avons pu récupérer une partie du contrat précédent au mois de mai 2018 grâce à la signature d'un contrat de quatre ans avec AAR Corporation d'une valeur estimée à plus de 65 millions de dollars. Cette entente confirme de nouveau le statut de Héroux-Devtek en tant que chef de file mondial du marché de l'entretien et de la réparation des trains d'atterrissage d'avions de défense et souligne la diversité de nos activités sur le marché mondial de l'aérospatiale de la défense.

De plus, nous avons travaillé énergiquement pour obtenir de nouveaux contrats en vue de capitaliser sur notre offre de produits et services pleinement intégrée, notre équipement de pointe et un réseau international qui s'étend sur deux continents. Nous avons les équipes spécialisées, les ressources et les capacités pour faire croître nos activités.

Il n'y a qu'à ajouter à cela la réputation et les antécédents de premier ordre de Héroux-Devtek sur le marché mondial de l'aérospatiale pour constater que la Société est bien positionnée pour tirer profit de ses investissements passés et signer de nouveaux contrats pour plusieurs programmes d'aéronefs. Nous concentrons maintenant nos efforts sur notre prochaine phase d'expansion.

Enfin, merci aux équipes de nos diverses installations qui ont su mettre de l'avant notre expertise et consolider notre réputation à l'échelle mondiale. Nous vous en sommes des plus reconnaissants.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Brassard'.

Martin Brassard
Vice-président exécutif
et chef de l'exploitation

RAPPORT DE GESTION

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU GÉNÉRAL	15
<i>Déclarations prospectives</i>	15
<i>Faits saillants de l'exercice</i>	16
<i>Survol de l'entreprise</i>	17
<i>Ententes visant l'acquisition de CESA et de Beaver</i>	18
<i>Perspectives économiques</i>	19
<i>Indicateurs de rendement clés</i>	21
<i>Prévisions</i>	22
<i>Gestion du risque</i>	23
<i>Opérations sur devises</i>	28
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	30
<i>Mesures financières non conformes aux IFRS</i>	35
FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	36
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	36
<i>Prêts des autorités gouvernementales</i>	37
<i>Évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</i>	38
<i>Flux de trésorerie disponibles</i>	40
<i>Besoins en liquidités</i>	41
SITUATION FINANCIÈRE	41
<i>Structure du capital</i>	41
<i>Capital émis</i>	42
<i>Bilans consolidés</i>	43
<i>Régimes de retraite</i>	44
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	44
<i>Instruments financiers dérivés</i>	44
<i>Principales estimations et hypothèses comptables</i>	46
<i>Contrôles et procédures</i>	47
<i>Modifications futures des méthodes comptables</i>	48
<i>Principales données financières</i>	49
<i>Renseignements supplémentaires et information continue</i>	50

APERÇU GÉNÉRAL

Le rapport de gestion vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales («Héroux-Devtek», la «Société» ou la «direction») entre le 31 mars 2017 et le 31 mars 2018. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2018 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Ce rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018, qui sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»), et doit être lu en parallèle avec ceux-ci. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans ce rapport sont exprimés en milliers de dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société pour les périodes auxquelles il est fait référence dans la présente. Les données financières pour les trimestres clos les 31 mars 2018 et 2017 n'ont pas été auditées.

Mesures financières conformes et non conformes aux IFRS

Ce rapport de gestion contient des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont définies et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section *Résultats d'exploitation*.

Importance relative de l'information

La direction détermine qu'une information est importante si elle croit que la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la Société pourrait vraisemblablement être influencée ou modifiée advenant l'omission ou l'inexactitude de cette information, et divulgue l'information importante en conséquence.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

La présente analyse contient des déclarations prospectives concernant principalement, mais sans s'y limiter, le rendement financier futur de Héroux-Devtek, ses attentes, ses objectifs ou des événements susceptibles de survenir. Ces déclarations se retrouvent principalement, mais non exclusivement, aux rubriques intitulées «Prévisions» et «Perspectives économiques» et peuvent en général être identifiées par l'utilisation de mots comme «viser», «anticiper», «hypothèse», «croire», «continuer», «s'attendre», «envisager», «projection», «prévision», «avoir l'intention de», «planifier», «prévoir», «devrait» ou encore par l'utilisation du futur ou du conditionnel. En raison de leur nature prévisionnelle, ces déclarations sont soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que les événements ou le rendement réel de la Société diffèrent grandement de ceux indiqués ou sous-entendus par ces déclarations prospectives.

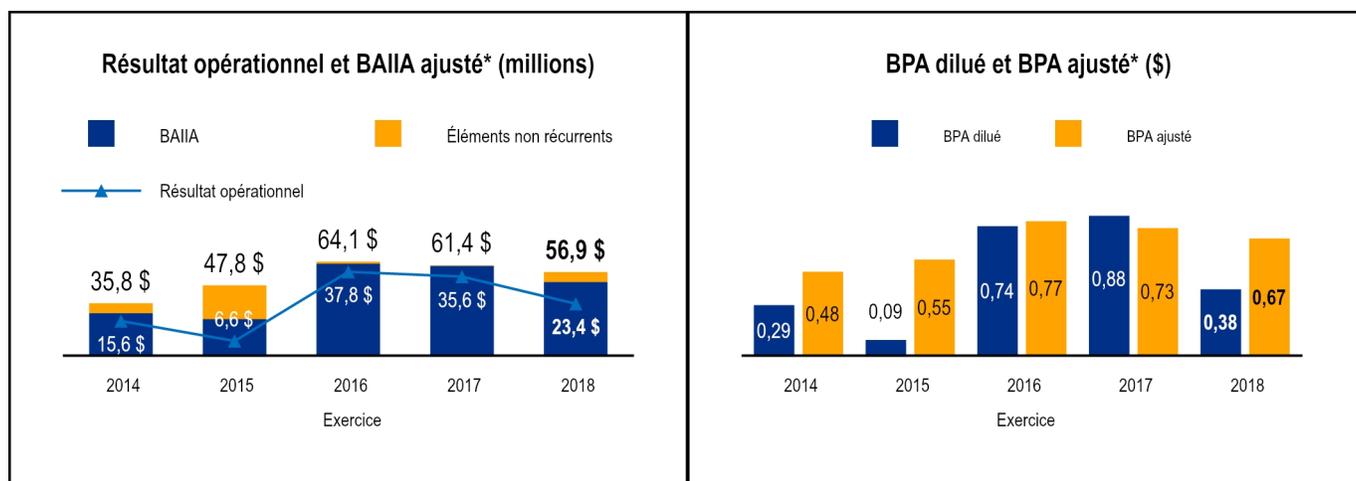
Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'incidence des conditions économiques mondiales; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des marchandises; le rendement financier et opérationnel des fournisseurs et des clients; les variations des taux de change ou d'intérêt; et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Pour de plus amples détails, veuillez consulter la rubrique intitulée «Gestion du risque» du présent rapport de gestion. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance indue aux déclarations de nature prospective.

Ces déclarations prospectives sont fournies par Héroux-Devtek dans le but d'assister les lecteurs avec leur compréhension de la performance financière de la Société et de l'évaluation par la direction des projets et activités à venir. Le lecteur est prié de noter que ces déclarations pourraient ne pas être appropriées pour d'autres fins.

Bien que la direction de la Société estime que les attentes reflétées par les déclarations prospectives soient raisonnables, et bien que ces attentes soient fondées sur les renseignements disponibles au moment où elle a formulé lesdites déclarations, rien ne peut garantir que ces attentes se concrétiseront et le lecteur est averti qu'un écart peut survenir entre les résultats réels et les prévisions. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, sont expressément qualifiées dans leur intégralité par cette déclaration de mise en garde. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE

Exercices	2018	2017
Ventes	386 564 \$	406 536 \$
Résultat opérationnel	23 378	35 552
Résultat opérationnel ajusté*	30 325	35 880
BAIIA ajusté*	56 904	61 448
Résultat net	13 674	31 768
Résultat net ajusté*	24 213	26 353
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	56 122	56 148
Flux de trésorerie disponibles*	50 811	32 979
<i>En dollars par action</i>		
BPA – de base et dilué	0,38 \$	0,88 \$
BPA ajusté*	0,67	0,73
<i>En millions de dollars</i>		
Carnet de commandes fermes**	466 \$	405 \$



* Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

** Représente les commandes fermes au 31 mars de chaque exercice.

Événements importants

- La Société a réalisé des ventes de 386,6 millions de dollars, et dégagé un résultat opérationnel de 23,4 millions de dollars ainsi qu'un BAIIA ajusté de 56,9 millions de dollars au cours de l'exercice 2018 comparativement à des ventes de 406,5 millions de dollars, un résultat opérationnel de 35,6 millions de dollars et un BAIIA ajusté de 61,4 millions de dollars au cours de l'exercice 2017. Voir la section traitant des résultats d'exploitation pour de plus amples renseignements.
- Le carnet de commandes est passé à 466,0 millions de dollars, en hausse par rapport à 405,0 millions de dollars au 31 mars 2017.
- Héroux-Devtek a généré des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 56,1 millions de dollars et des flux de trésorerie disponibles records de 50,8 millions de dollars au cours de l'exercice 2018, comparativement à 56,1 millions de dollars et 33,0 millions de dollars au cours de l'exercice 2017.
- Au cours de l'exercice, la Société a annoncé la conclusion de deux ententes d'acquisition stratégique :
 - * En octobre 2017, Héroux-Devtek a conclu une entente visant l'acquisition de Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A., important fabricant européen de systèmes d'actionnement, de systèmes hydrauliques et de systèmes de trains d'atterrissage.
 - * En février 2018, la Société a conclu une entente visant l'acquisition de Beaver Aerospace and Defense, fabricant américain de systèmes de vis à rotule et de systèmes d'actionnement, ainsi que de sa filiale en propriété exclusive PowerTHRU Inc.
 Les deux acquisitions sont actuellement en attente des approbations réglementaires. Se reporter à la rubrique «Ententes visant l'acquisition de CESA et de Beaver» pour de plus amples renseignements.

- En mars 2018, par suite du non renouvellement des services fournis à l'armée de l'air américaine annoncé le 27 mars 2017, la Société a annoncé des ajustements d'effectifs visant une soixantaine d'employés à son usine de Longueuil. Cette initiative, qui sera complétée au cours de la présente année civile, a donné lieu à la comptabilisation d'une charge non récurrente de 5,0 millions de dollars au quatrième trimestre.
- Le 16 mai 2018, après la fin de l'exercice financier, Héroux-Devtek a annoncé la signature d'un contrat avec AAR Corporation visant la remise à neuf d'ensembles de trains d'atterrissage de l'avion KC-135, la fabrication de pièces de rechange pour les avions C-130 et KC-135 et la fabrication d'autres composants de trains d'atterrissage, tous à l'appui d'un contrat récemment accordé à AAR par l'armée de l'air américaine. La valeur totale du contrat pourrait dépasser 65 millions de dollars.

SURVOL DE L'ENTREPRISE

Profil

Héroux-Devtek inc. (TSX : HRX) est une entreprise internationale qui se spécialise dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage et d'actionnement destinés au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. Héroux-Devtek est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale au chapitre des ventes et dessert les secteurs commercial et de la défense.

Dans le secteur commercial, la Société est active dans les marchés des gros porteurs commerciaux et des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Du côté de la défense, la Société fournit des pièces et des services destinés à d'importants programmes d'avions militaires aux États-Unis et en Europe. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et exploite des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et St-Hubert); à Kitchener, Cambridge et Toronto, en Ontario; à Springfield et Cleveland, dans l'Ohio; à Wichita, au Kansas; à Everett, dans l'état de Washington; et à Bolton, Runcorn et Nottingham au Royaume-Uni. Toutes les installations se consacrent à la conception et la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto, qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur, et des cabinets pour des systèmes de radars aéroportés, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions, et de l'usine de Bolton qui fabrique des filtres à fluides destinés aux moteurs d'aéronefs.

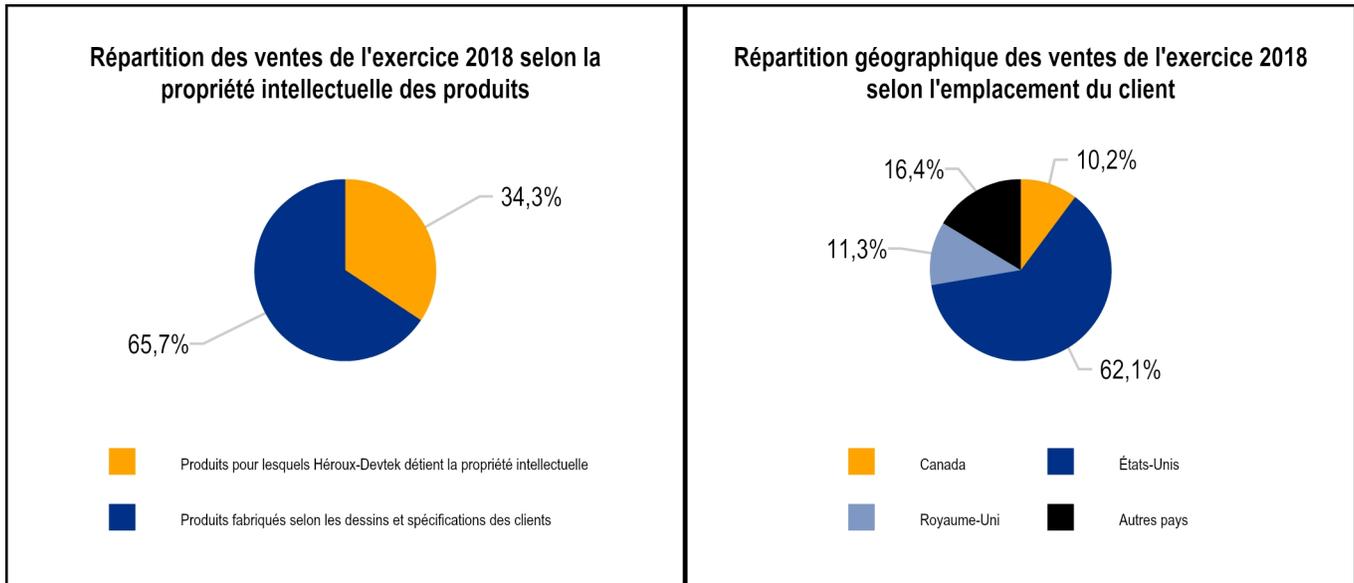
Héroux-Devtek vend ses produits à des fabricants d'équipement d'origine («OEM») comme Boeing, Lockheed Martin, Leonardo Helicopters et BAE Systems, à des fournisseurs de premier niveau comme Safran Landing Systems, ainsi qu'à des utilisateurs finaux sur le marché secondaire où son plus grand client est l'armée de l'air américaine. Au cours de l'exercice 2018, les ventes réalisées auprès de ces six clients ont représenté environ 60 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, deux des clients de la Société représentent 26 % et 11 % de ses ventes consolidées. En mars 2017, l'armée de l'air américaine a retenu la soumission d'un concurrent pour un contrat global de logistique basé sur la performance ayant trait à la réparation et l'entretien des trains d'atterrissage. Par conséquent, Héroux-Devtek prévoit que ses ventes connexes diminueront progressivement au cours de l'exercice 2019, bien que ceci soit en partie contrebalancé par le contrat signé avec AAR Corporation en mai 2018, dont l'étendue comprend une partie du volume d'affaires que Héroux-Devtek avait avec l'armée de l'air américaine.

Historique

C'est en 1942 que la Société a été fondée sous la dénomination de Héroux Machine Parts Limited, laquelle est devenue par la suite Héroux inc. La Société a fait son entrée en bourse en 1986. En 2000, elle a procédé à l'acquisition de Devtek Corporation et a changé de nom en faveur de Héroux-Devtek Inc.

Le 28 avril 2010, la Société a complété l'acquisition d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale All Tool Inc., deux sociétés privées américaines basées à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio, qui fabriquent des produits de trains d'atterrissage destinés principalement à l'industrie de la défense aérospatiale.

Le 3 février 2014, la Société a acquis APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et APPH Wichita, Inc., basée aux États-Unis (collectivement «Royaume-Uni et Wichita»). Les activités d'exploitation du Royaume-Uni et Wichita sont des fournisseurs intégrés de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes et assemblages hydrauliques destinés aux OEM et au marché des pièces de rechange. Leurs principales activités sont basées à Runcorn, Nottingham et Bolton, au Royaume-Uni, et à Wichita, au Kansas.



ENTENTES VISANT L'ACQUISITION DE CESA ET DE BEAVER

Entente visant l'acquisition de CESA

Le 2 octobre 2017, la Société a annoncé la conclusion d'une entente visant l'acquisition de Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A. («CESA»), filiale d'Airbus SE, pour un montant de 140 millions d'euros (222 millions de dollars) (la «transaction»). CESA, dont le siège social est situé à Madrid, en Espagne, compte parmi les grands fournisseurs européens de systèmes de mécanique des fluides et de systèmes électromécaniques pour l'industrie aéronautique avec des ventes annuelles s'élevant à environ 94 millions d'euros (149 millions de dollars). Ses principales gammes de produits sont les systèmes de trains d'atterrissage, les systèmes d'actionnement et les systèmes hydrauliques. Il s'agit d'une acquisition stratégique relative qui élargira considérablement la portée de la Société en Europe et lui donnera accès à une relation d'affaires directe et bien établie avec Airbus.

CESA fournit une offre de produits et services intégrés qui comprend la conception et le développement d'ingénierie, la certification, la fabrication, l'assemblage et le soutien à la flotte auprès d'une gamme étendue de clients et de programmes d'avions. Elle entretient des relations bien établies avec des clients sur plusieurs plateformes clés. Elle exerce ses activités dans un complexe industriel de pointe d'une superficie de 366 000 pieds carrés à Madrid, ainsi que d'autres installations à Seville. CESA compte sur une main-d'œuvre qualifiée d'environ 340 employés.

La transaction sera financée au moyen de ce qui suit :

- un emprunt à terme subordonné non garanti de 50,0 millions de dollars d'une durée de sept ans consenti par le Fonds de solidarité FTQ;
- la prise en charge d'une dette d'environ 46,0 millions de dollars;
- la facilité de crédit existante de la Société, dont le montant confirmé sera augmenté pour être porté à 250,0 millions de dollars;
- le solde de trésorerie disponible de la Société.

La clôture de la transaction devrait avoir lieu au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019 de Héroux-Devtek, sous réserve de certaines approbations, notamment l'autorisation du Conseil des ministres du gouvernement espagnol. La transaction expose la Société à de nouveaux risques de change et de taux d'intérêt. Pour plus de détails sur ces risques et les instruments financiers dérivés que la Société a acquis pour les atténuer, se reporter à la rubrique intitulée «Instruments financiers dérivés» dans la section *Renseignements supplémentaires*.

Entente visant l'acquisition de Beaver

Le 27 février 2018, la Société a annoncé la conclusion d'une entente visant l'acquisition auprès de Phillips Service Industries Inc. des actions de Beaver Aerospace & Defense Inc. et de sa filiale en propriété exclusive PowerTHRU Inc. («Beaver»), au prix d'achat d'environ 23,5 millions de dollars américains (30 millions de dollars).

Fondé en 1952, Beaver est un fabricant intégré verticalement avec des ventes annuelles d'environ 30 millions de dollars américains (38 millions de dollars) et dont le portefeuille de produits conçus par l'entreprise est en croissance. Il assure la conception et la fabrication de vis à rotule sur mesure à partir d'une variété de matériaux selon les exigences des clients et des applications et assure la conception, la fabrication,

l'assemblage ainsi que les tests des actionneurs électromécaniques. Beaver possède trois installations d'une superficie totale de 82 200 pieds carrés à Livonia, au Michigan, et emploie environ 100 personnes.

L'acquisition sera financée au moyen de la facilité de crédit renouvelable existante de la Société, et la clôture de l'acquisition devrait avoir lieu au cours du premier trimestre de l'exercice 2019 de la Société, sous réserve des ajustements de clôture habituels et de certaines approbations réglementaires.

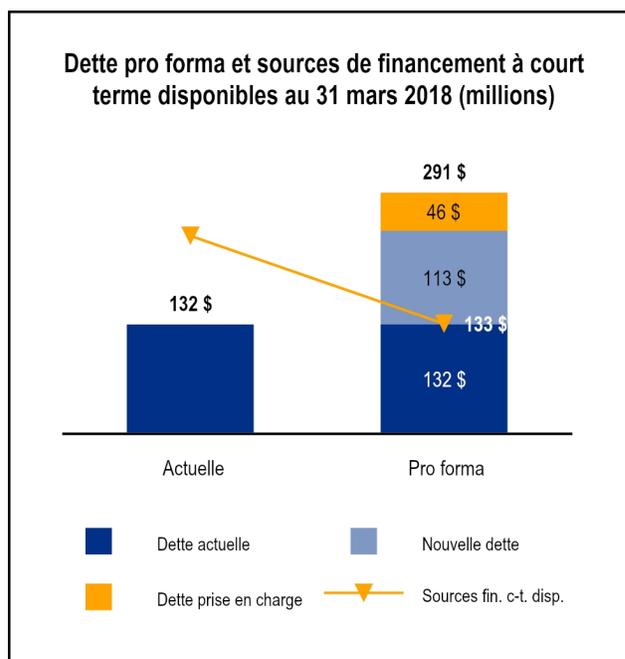
Financement des acquisitions

Au 31 mars 2018, la situation financière de Héroux-Devtek était très saine avec des sources de financement à court terme disponibles totalisant 239,0 millions de dollars, comprenant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 93,2 millions de dollars et un montant de 145,8 millions de dollars disponible à même la facilité de crédit, alors que la dette à long terme s'élevait à 132,0 millions de dollars.

Le graphique ci-contre présente la dette nette pro forma de la Société au 31 mars 2018, établie en utilisant les hypothèses suivantes :

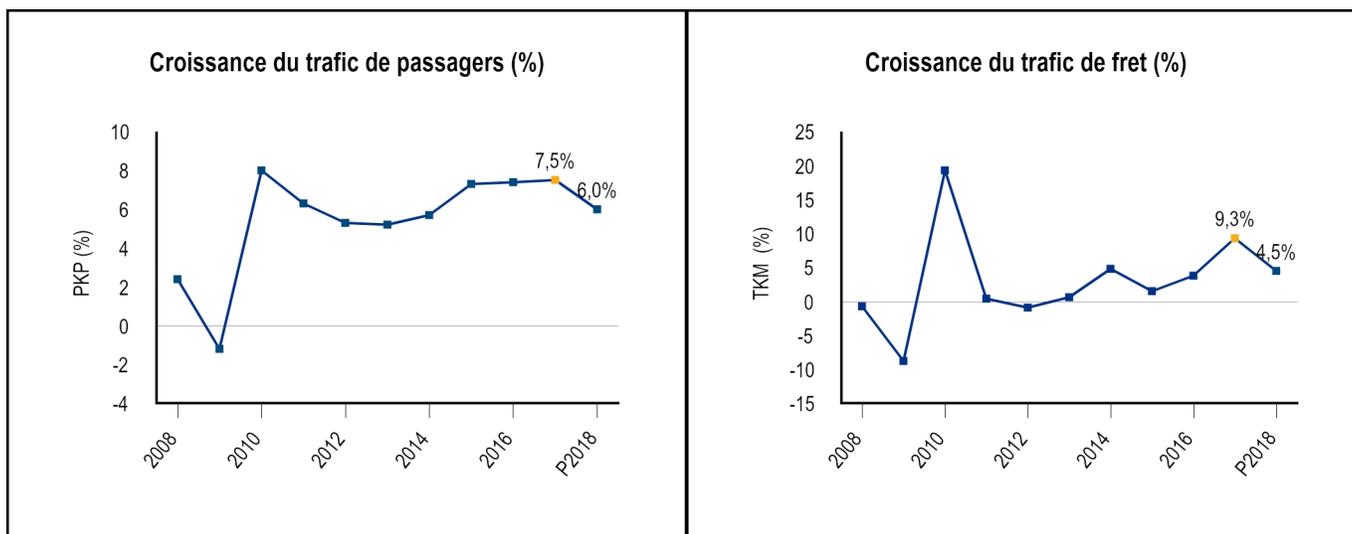
- Les acquisitions sont conclues le 31 mars 2018, selon le prix et les modalités de financement décrits ci-dessus.
- La totalité du solde de trésorerie est utilisé pour financer les transactions.
- Le montant disponible de la facilité de crédit est augmenté et s'établit à 250 millions de dollars, comme il est décrit précédemment.

Cette information financière pro forma est présentée à titre indicatif afin d'aider à prévoir la situation financière de la Société une fois les acquisitions réalisées, et ne se prête pas à d'autres fins. Se reporter à la rubrique intitulée «Déclarations prospectives» pour d'autres points à considérer relativement à ces projections.



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES¹

Dans le marché de l'aérospatiale commerciale, la demande restera soutenue dans les volumes des passagers et du fret au cours de l'année civile 2018, selon les plus récentes prévisions de l'International Air Transport Association («IATA»). Le trafic de passagers, exprimé en passagers-kilomètres payants («PKP»), a augmenté de 7,2 % sur douze mois au cours du premier trimestre de l'année civile 2018 et devrait augmenter de 6,0 % sur toute l'année civile, ce qui est supérieur à la croissance annuelle moyenne de 5,6 % enregistrée au cours des 20 dernières années. Ce rendement découlera de la croissance solide du PIB, qui devrait atteindre 3,9 % selon le Fonds monétaire international. D'autre part, le volume de fret aérien, mesuré en tonnes-kilomètres de marchandises («TKM»), a augmenté de 5,4 % au premier trimestre de l'année civile 2018 et devrait augmenter de 4,5 % sur toute l'année civile, ce qui correspond largement à sa moyenne sur cinq ans².



Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus procèdent à des ajustements des cadences de production de plusieurs programmes d'envergure jusqu'à la fin de l'année civile 2020, en prévision du lancement de certaines versions plus économes en carburant d'appareils existants. Au premier trimestre de l'année civile 2018, les deux sociétés ont enregistré un volume de nouvelles commandes plus élevé sur douze mois et leurs carnets de commandes demeurent solides. Les nouvelles commandes du marché pour des appareils à couloir unique demeurent plus solides, alors que celles pour les appareils à double allée, une catégorie qui comprend les programmes des Boeing 777 et 777X, sont relativement moins importantes³.

Selon les données publiées par la General Aviation Manufacturers Association («GAMA»), les expéditions d'avions dans le marché des jets d'affaires ont légèrement augmenté au cours de l'année civile 2017 et ont progressé de 1,5 % au premier trimestre de l'année civile 2018. À plus long terme, même si le nombre de mises en service de nouveaux jets devait augmenter de façon modérée, la tendance actuelle visant les plus gros avions d'affaires long-courriers devrait se poursuivre⁴.

Dans le marché de l'aérospatiale lié à la défense, la nouvelle administration américaine a fait part de son intention d'accroître le financement du département de la Défense («DoD») au cours des prochaines années. En soutien à ces déclarations, le budget initial du Président pour l'exercice 2019 prévoit une augmentation du financement de 12,1 % par rapport au financement annualisé reconduit pour l'exercice 2018 prévu dans le Bipartisan Budget Act of 2018. Au Canada, la nouvelle politique de défense prévoit une augmentation des dépenses en matière de défense, qui devraient passer de 18,9 milliards de dollars au cours de l'exercice 2017 à 32,7 milliards de dollars à l'exercice 2027. L'Europe consacre également plus de fonds à la défense, comme en fait foi la hausse globale des dépenses de 4,1 % des membres de l'OTAN pour 2017 (libellées en dollars américains, en supposant des prix et des taux de change constants) dans le but d'atteindre une cible de dépenses en matière de défense fixée à 2 % du PIB⁵.

Les activités de la Société au Royaume-Uni accroissent la diversification géographique de son portefeuille dans le secteur de la défense, réduisant ainsi son exposition relative au marché américain. En outre, l'équilibre que la Société maintient dans son portefeuille lié au secteur de la défense entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, de concert avec les programmes d'envergure auxquels elle participe, apporte également une certaine stabilité.

¹⁾ Se reporter à la rubrique intitulée «Déclarations prospectives» dans la section Aperçu général pour de plus amples informations au sujet des déclarations prospectives et des risques qui y sont associés.

²⁾ Source : IATA, Performance économique du transport aérien, décembre 2017; Fonds monétaire international, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018

³⁾ Sources : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 15 janvier 2018, 18 octobre 2017, 12 juillet 2016 et 24 février 2016. Communiqués de presse de Boeing publiés les 25 avril 2018, 9 janvier 2018 et 21 janvier 2016.

⁴⁾ Source : Communiqués de presse de la GAMA publiés les 10 mai 2018 et 21 février 2018; Business Jet Aviation Forecast de Honeywell, octobre 2017; Prévisions de marché en matière d'aviation commerciale de Jetcraft, octobre 2017.

⁵⁾ Sources : Communiqué de presse du DoD publié le 12 février 2018; Rapport annuel 2017 du secrétaire général de l'OTAN, 15 mars 2018; Communiqué de presse de l'Institut international d'études stratégiques publié le 15 février 2018.

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l'aide des éléments suivants :

- la rentabilité
- les liquidités
- la croissance et la position concurrentielle
- la situation financière

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés («IRC»). Le tableau qui suit présente ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer :

ÉLÉMENT DE RENDEMENT	IRC	MESURES
Rentabilité	Marge brute	Rendement des activités de fabrication
	Résultat opérationnel ajusté ¹	Rendement opérationnel
	Résultat net ajusté ¹	Rentabilité globale
	BPA ajusté ¹	Rentabilité globale et rendement pour les actionnaires
	Rendement sur l'actif net utilisé («RANU»)	Rendement du capital investi
Liquidités	BAIIA ajusté ¹	Génération de liquidités globale
	Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	Génération de liquidités d'exploitation
	Flux de trésorerie disponibles ¹	Génération de liquidités nettes
Croissance et position concurrentielle	Ventes	Croissance
	Carnet de commandes fermes	Commandes fermes en cours
Situation financière	Fonds de roulement	Liquidités disponibles
	Ratio de la dette nette/BAIIA	Endettement
	Ratio de la dette nette/capitaux propres	Structure de capital globale

¹⁾ *Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.*

En plus des mesures susmentionnées, la Société utilise à l'interne d'autres mesures comme l'utilisation de la capacité de production, de même que les livraisons en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité afin de mesurer la satisfaction de la clientèle.

Le régime de rémunération incitative offert par Héroux-Devtek à ses dirigeants repose en partie sur l'atteinte d'objectifs globaux ou divisionnels établis en regard de certaines des mesures énumérées plus haut, notamment le résultat opérationnel, le RANU, le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté. La rémunération incitative repose aussi sur l'atteinte d'objectifs individuels et, en ce qui concerne la rémunération fondée sur des actions, sur le rendement du cours de l'action.

PRÉVISIONS

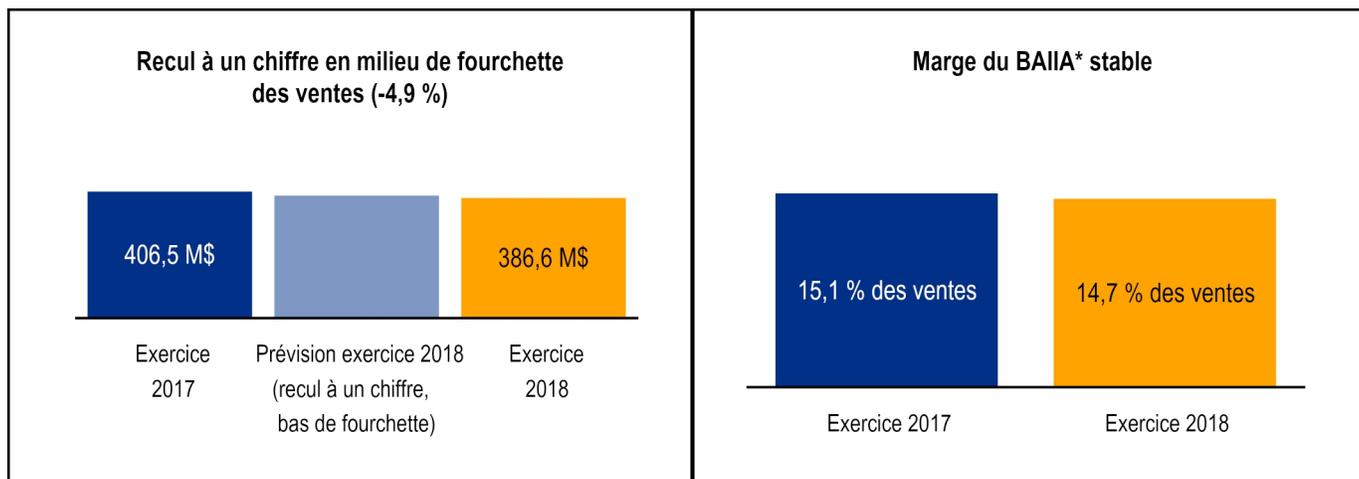
Consultez la mise en garde dans la rubrique intitulée «Déclarations prospectives» au sujet des prévisions et dans la rubrique intitulée «Gestion du risque» afin d'obtenir de plus amples renseignements concernant certains facteurs susceptibles de faire en sorte que les résultats futurs diffèrent de ceux énoncés dans les prévisions comprises dans la présente rubrique.

Au cours de l'exercice, les prévisions relativement aux acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2018, qui avaient été publiées avec les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2017 et qui s'établissaient alors à environ 20 millions de dollars en acquisitions, ont été révisées à la baisse pour s'établir à 15 millions de dollars en raison des investissements moins élevés que prévu dans le cadre d'un contrat conclu avec un client.

Par conséquent, les prévisions révisées pour l'exercice 2018 se présentent comme suit :

Paramètre	Prévisions initiales pour l'exercice 2018	Prévisions révisées pour l'exercice 2018
Croissance des ventes pour l'exercice 2018	Recul à un chiffre (bas de fourchette) Ventes de 480 à 520 millions de dollars pour l'exercice 2021	Recul à un chiffre (bas de fourchette) Ventes de 480 à 520 millions de dollars pour l'exercice 2021
Croissance des ventes à long terme		
Acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2018	Environ 20 millions de dollars	Environ 15 millions de dollars
Marge du BAIIA ajusté* pour l'exercice 2018	Non fournie	Stable par rapport à l'exercice 2017

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2018 PAR RAPPORT AUX PRÉVISIONS RÉVISÉES



* Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Les ventes pour l'exercice 2018 étaient légèrement inférieures aux prévisions, enregistrant un recul à un chiffre en milieu de fourchette à 4,9 %, par rapport à des prévisions de recul à un chiffre en bas de fourchette, en raison surtout des besoins moins importants que prévu sur le marché secondaire et du calendrier de certaines livraisons dans le secteur de la défense.

La marge du BAIIA ajusté cadrait en grande partie avec les prévisions, avec une variation de 40 points de base.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles ont totalisé 10,1 millions de dollars, comparativement à des prévisions de 15 millions de dollars en raison principalement du calendrier de certains investissements.

PRÉVISIONS POUR L'EXERCICE 2019

Paramètre	Prévisions pour l'exercice 2019
Croissance des ventes pour l'exercice 2019	Stables par rapport à l'exercice 2018
Acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice 2019	Environ 15 millions de dollars
Croissance des ventes à long terme	Sera mise à jour après la clôture des acquisitions

Ces prévisions ne tiennent pas compte des contributions de CESA et de Beaver puisque les deux transactions n'ont pas encore été approuvées par les autorités réglementaires.

Les ventes devraient être stables au cours de l'exercice 2019 en raison du ralentissement du contrat avec l'armée de l'air américaine en partie contrebalancé par de plus hauts volumes d'activité d'autres clients dans le secteur de la défense et une hausse des livraisons liées aux programmes des Boeing 777 et 777X.

La croissance des ventes à long terme n'est pas fournie à ce moment-ci, car elle sera directement touchée par les acquisitions de CESA et de Beaver. Les nouvelles prévisions des ventes à long terme seront fournies après la clôture de ces deux transactions.

La direction a élaboré les prévisions qui précèdent en utilisant les meilleures informations disponibles au moment de la préparation de la présente analyse et s'est basée sur des hypothèses et des sources d'information qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek, les contrats de vente à long terme et l'estimé des commandes futures;
- les carnets de commandes existants et les cadences de production des OEM, ainsi que leurs attentes concernant la production et les livraisons;
- les budgets publics consacrés à la défense, le climat budgétaire ainsi que les tendances et les attentes à l'égard des dépenses gouvernementales en matière de défense;
- la conjoncture économique;
- La stabilité des taux de change, en particulier par rapport au dollar américain; et,
- la capacité de la Société à mettre en œuvre les initiatives nécessaires à la réalisation d'importants contrats.

GESTION DU RISQUE

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels qui l'exposent à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats. La Société est également soumise à des risques économiques ou naturels plus généraux pouvant entraîner des répercussions à grande échelle sur l'ensemble de son industrie.

La philosophie générale de Héroux-Devtek consiste à éviter les risques inutiles et à limiter, dans la mesure du possible, tout risque associé aux activités commerciales. La prise de risques non associés aux activités commerciales habituelles est considérée comme inappropriée.

Il incombe ultimement au conseil d'administration et de ses comités d'identifier les risques importants pour l'entreprise et de s'assurer que la direction s'acquitte adéquatement de ses tâches en matière de gestion du risque. Son rôle à cet égard en est un de prise de décisions de haut niveau, de surveillance et d'analyse. Afin d'y parvenir, le conseil d'administration délègue la plupart des responsabilités en matière de prévention, de détection et d'atténuation des risques aux dirigeants.

Il incombe aux dirigeants de la Société de s'assurer que les systèmes et procédures sont en place afin d'identifier et d'évaluer les risques auxquels la Société est exposée et de les gérer dans des limites tolérables. Afin d'y parvenir, la direction a fixé les objectifs suivants :

- identifier et évaluer les risques auxquels s'exposent la Société et, dans la mesure du possible, réduire l'exposition à un niveau tolérable;
- avoir recours aux méthodes les plus efficaces et efficaces afin d'éliminer, de réduire ou de transférer l'exposition aux risques; et,
- prendre en compte les risques associés aux décisions opérationnelles et à la structure des transactions de manière à éviter les risques lorsque cela est possible.

Les méthodes les plus importantes auxquelles a recours la direction pour gérer les risques ont des impacts sur l'ensemble de l'entreprise. Ces efforts à l'échelle de l'entreprise comprennent, sans s'y limiter :

- la mise en place d'une culture d'entreprise qui encourage la gestion responsable et l'intégrité par l'adhésion à des politiques d'embauche strictes et l'envoi de messages clairs de la part des dirigeants;
- l'application d'un code d'éthique et d'une politique de dénonciation visant à assurer la qualité de la régie d'entreprise et l'intégrité du fonctionnement de la Société;

- la mise en place et l'alignement continu de normes et de systèmes de qualité dans l'ensemble de l'entreprise, notamment au niveau de la chaîne d'approvisionnement, de l'assurance-qualité et de l'amélioration continue; et,
- la mise en place dans l'ensemble de l'entreprise de mesures rigoureuses de contrôle interne dans le but de gérer les risques associés à la communication de l'information financière, la fraude, la trésorerie et les activités opérationnelles.

Les tableaux qui suivent présentent une liste de risques clés identifiés par la direction ainsi que les approches connexes de gestion de ces risques. Cette liste n'est pas exhaustive et ne doit pas être considérée comme limitative. D'autres facteurs de risques n'ayant possiblement pas encore été identifiés par la direction pourraient avoir une incidence négative sur les activités, la situation financière ou les résultats de la Société.

Risques stratégiques

Les risques stratégiques ont des impacts à l'échelle de la Société et sont généralement liés à l'orientation générale de la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Programmes des Boeing 777 et 777X	Les programmes des Boeing 777 et 777X font partie intégrante de la croissance à long terme de Héroux-Devtek et ont nécessité des investissements d'environ 110 millions de dollars. La réussite de la réalisation de ce contrat est essentielle pour que la Société parvienne, entre autres objectifs, à : <ul style="list-style-type: none"> - récupérer le capital investi; - atteindre ses prévisions de croissance des ventes et de la rentabilité; - démontrer la capacité de la Société à livrer concurrence comme fabricant de trains d'atterrissage de premier niveau pour les avions gros porteurs commerciaux de plus grande taille. 	Les programmes des Boeing 777 et 777X font l'objet d'une surveillance constante de la haute direction et représentent un effort de toute l'entreprise. De plus : <ul style="list-style-type: none"> - la Société a investi dans de l'équipement et des installations de pointe afin d'assurer une réalisation adéquate; - la réalisation est soumise à des processus rigoureux de qualification internes et externes; - Héroux-Devtek travaille étroitement avec Boeing pour s'assurer de répondre aux exigences de l'aviateur ou même de les surpasser.
Dépendance envers des clients importants	Les six plus importants clients de Héroux-Devtek représentent environ 60 % des ventes consolidées, dont deux clients représentant 26 % et 11 % des ventes consolidées. La perte de l'un de ces clients aurait des répercussions importantes sur les résultats financiers actuels et anticipés.	<p>Ce risque est en partie atténué du fait de la conclusion de contrats de vente à long terme avec les clients ainsi que de la recherche active d'une grande diversité de nouveaux clients dans le but de diversifier le portefeuille de ventes.</p> <p>De plus, une diversification encore plus poussée est obtenue en diversifiant les ventes par sous-secteur et produit ou service auprès d'un même client.</p>
Acquisitions et intégrations	<p>Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société procède, sur une base ponctuelle, à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions augmentent la taille et l'envergure de la Société, et peuvent l'exposer à de nouveaux risques d'ordre géographique, politique, opérationnel et financier.</p> <p>Les acquisitions peuvent aussi être très contraignantes pour les dirigeants et exiger beaucoup d'attention, ou engendrer des difficultés subséquentes liées à l'intégration des nouvelles activités. L'intégration des nouvelles activités pose des risques difficiles à anticiper et susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur la croissance et la rentabilité de la Société, et pourrait inclure l'incapacité à réussir l'intégration des activités acquises.</p>	<p>La direction de Héroux-Devtek sélectionne avec soin ses cibles d'acquisition selon des critères rigoureux et ne va de l'avant que lorsqu'elle juge que l'adéquation est satisfaisante.</p> <p>De plus, les conventions d'acquisition font l'objet de négociations minutieuses avec l'objectif d'atténuer les principaux risques liés aux acquisitions par le biais de conditions mutuellement acceptables, de garanties et d'ententes de prix conditionnelles.</p> <p>La Société gère aussi les risques associés aux acquisitions et aux intégrations en procédant à des vérifications diligentes, en mettant à profit l'expérience acquise par son équipe ou en ayant recours à de l'aide extérieure, selon les besoins.</p> <p>Héroux-Devtek planifie l'intégration des acquisitions du haut vers le bas et y consacre des ressources à long terme afin d'optimiser l'intégration et d'atteindre les objectifs stratégiques.</p>

Risques financiers

Les risques financiers sont liés à la situation financière, aux résultats et aux liquidités de la Société, ou sont associés aux conditions de marché qui touchent directement la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Fluctuations des devises	Se reporter à la rubrique intitulée «Opérations sur devises» dans la section <i>Aperçu général</i> pour obtenir plus de détails concernant les risques liés aux fluctuations des taux de change auxquels s'expose Héroux-Devtek et les pratiques de gestion du risque qui s'y rattachent.	
Situation de trésorerie, accès à des sources de financement et clauses restrictives connexes	<p>La Société doit avoir un accès continu aux marchés des capitaux afin de financer ses activités. La nature à long terme et la structure de coût initiale de certains programmes peuvent nécessiter des montants importants en coûts de démarrage. L'incapacité d'avoir accès à ce capital pourrait faire obstacle à la capacité de la Société à soumissionner sur d'importants contrats, ou encore avoir des répercussions négatives sur les activités courantes.</p> <p>Héroux-Devtek a accès à ce financement par l'entremise de son syndicat bancaire, de même que par le biais de prêts des autorités gouvernementales et de contrats de location-acquisition. Ces ententes assujettissent la Société à des clauses financières restrictives comme il est expliqué dans la section <i>Flux de trésorerie et sources de financement</i>. Elles restreignent, de plus, la capacité de la Société à vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif, de contracter des titres de dette assortis d'une garantie ou certains autres titres de dette, de s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation ou de s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.</p> <p>Ces restrictions et clauses restrictives pourraient entraver l'accès aux capitaux ou encore empêcher la Société de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.</p>	<p>Afin de maintenir des liquidités adéquates, Héroux-Devtek fait de sa gestion de la trésorerie une priorité quotidienne. Les soldes de trésorerie, les comptes clients, les projections de liquidités et les taux de change et d'intérêt sur le marché font l'objet d'un suivi constant.</p> <p>Dans le but d'assurer sa stabilité et sa viabilité financière à long terme, la Société cherche aussi à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'assurer du déroulement approprié des approbations de soumissions afin de permettre des prévisions fiables des revenus et des coûts et une évaluation adéquate des risques; - structurer les contrats de manière à obtenir des avances des clients et à utiliser la facturation progressive; - développer des ententes à long terme avec les clients et fournisseurs et lancer des appels d'offres pour les coûts importants; - faire des projections de liquidités à long terme dans le cadre du budget annuel et du processus de planification stratégique; - maintenir de bonnes relations avec l'ensemble des principaux créanciers. <p>La direction effectue aussi un suivi constant des clauses restrictives de manière à s'assurer qu'elles sont respectées et répertorie les tendances susceptibles de signaler des risques potentiels dans le futur.</p>
Fluctuations des taux d'intérêt	<p>La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt en raison du taux variable de sa facilité de crédit ainsi que de l'impact sur le coût des besoins futurs en capitaux.</p> <p>Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent aussi avoir des répercussions négatives sur la rentabilité en raison de leur impact sur les taux utilisés par Héroux-Devtek pour actualiser ses provisions et les obligations au titre des régimes de retraite, entre autres soldes. Une baisse des taux d'intérêt entraînerait un accroissement des obligations actuelles et les ajustements qui en résulteraient auraient des répercussions sur les résultats financiers.</p>	<p>Les politiques de Héroux-Devtek en matière de gestion du risque abordent spécifiquement la gestion du risque lié aux taux d'intérêt en permettant le recours à des instruments dérivés comme les swaps de taux d'intérêt. L'objectif de cette politique est d'obtenir un ratio de la dette à taux fixe se situant dans une fourchette de 40 % à 70 % de la dette à long terme globale.</p> <p>Les détails concernant les instruments dérivés en cours sont présentés à la rubrique intitulée «Instruments financiers dérivés» dans la section <i>Renseignements supplémentaires</i>.</p> <p>Les risques associés aux régimes de retraite sont gérés à l'aide de politiques en matière d'investissements mises en place par la Société et les comités de retraite.</p>

Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont plus spécifiques aux activités opérationnelles de Héroux-Devtek, ou découlent de celles-ci, comparativement aux risques stratégiques.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Litiges	<p>Héroux-Devtek est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part, notamment, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires ou d'agences gouvernementales, notamment au chapitre des lois et règlements en matière d'importation et d'exportation. L'ampleur financière et la durée de ces litiges peuvent varier et demeurer inconnues pendant de longues périodes de temps.</p> <p>Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société, en plus d'importantes pertes potentielles, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats financiers. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes et des objectifs stratégiques.</p>	<p>La Société emploie des professionnels du domaine juridique qui conseillent la haute direction en matière de conformité continue aux lois et règlements ainsi que de gestion du risque connexe.</p> <p>La Société souscrit aussi à différentes formes d'assurance qui pourraient, en cas de certains types de responsabilité, compenser en tout ou en partie, les pertes potentielles.</p>
Conventions collectives	<p>La Société est partie à certaines conventions collectives qui encadrent les relations de travail avec certains employés. L'échec du renouvellement de ces ententes à des conditions mutuellement acceptables pourrait entraîner des arrêts de travail ou d'autres perturbations du travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers, l'exécution opérationnelle et la satisfaction de la clientèle.</p>	<p>Afin de minimiser ce risque, Héroux-Devtek s'efforce de maintenir des relations professionnelles et de coopération avec la direction syndicale et planifie la négociation des renouvellements suffisamment longtemps d'avance afin de parvenir à des résultats positifs.</p>
Disponibilité de main-d'œuvre qualifiée	<p>Le marché de la main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie aérospatiale est très compétitif et devrait le demeurer dans le futur. La réalisation des programmes importants et la satisfaction de la clientèle sont fortement tributaires de l'apport des meilleurs talents. Le succès de la Société repose sur cette main-d'œuvre, plus particulièrement les ingénieurs, les machinistes et les programmeurs, à tous les niveaux opérationnels.</p>	<p>Héroux-Devtek cible les meilleurs candidats pour les postes clés et évalue attentivement les personnes embauchées pour s'assurer de leur compatibilité et de leurs perspectives de développement à long terme. Pour retenir ses employés, la Société a adopté des pratiques exemplaires en matière de ressources humaines, en plus d'offrir une rémunération concurrentielle et, dans le cas des dirigeants clés, une rémunération incitative incluant notamment des régimes de primes, d'options sur actions, d'unités d'actions liées au rendement ainsi que d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat.</p>
Technologies de l'information	<p>Les systèmes de technologie de l'information sont essentiels à la plupart des activités de Héroux-Devtek. Ces systèmes peuvent être vulnérables à des cyberattaques ou à l'espionnage, aux virus et à toute autre forme de défaillance matérielle ou logicielle, intentionnelle, ou non.</p> <p>La non-disponibilité de ces systèmes aurait des répercussions négatives directes sur les activités d'exploitation de la Société. L'accès non autorisé à des données confidentielles de Héroux-Devtek, ou à des données de tiers en sa possession, aurait aussi une incidence négative sur la réputation de la Société et, conséquemment, ses activités commerciales et résultats.</p>	<p>Afin de réduire les risques liés aux technologies, Héroux-Devtek a implanté diverses mesures, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un programme pour la sécurité fondé sur le référentiel NIST, comprenant des évaluations fréquentes des termes, ainsi que la réalisation fréquente de vérifications et de tests d'intrusion; - de la surveillance en tout temps par le biais d'un centre de gestion de la sécurité; - une détection des intrusions et des solutions en matière de prévention; - un comité de sécurité mondial, un processus de gouvernance strict et des politiques en matière de technologies de l'information; - une campagne de sensibilisation à la cybersécurité et des campagnes sur l'hameçonnage; - une planification en vue de la reprise après sinistre.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie	La complexité et le degré de sophistication des produits de la Société présentent le risque que des défauts pourraient être constatés après la livraison des produits aux clients. Ces défauts pourraient entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des pertes pour les clients pour lesquelles Héroux-Devtek pourrait être tenue responsable. De plus, du fait que ces produits sont principalement utilisés dans le transport aérien, l'ampleur de ces réclamations et pertes pourrait être d'autant plus grande. La responsabilité pour ces pertes, ou l'incapacité de corriger ces erreurs, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités commerciales et les résultats de la Société.	<p>La rigueur dont faire preuve Héroux-Devtek en matière de respect des normes, systèmes et certifications de qualité à toutes les étapes de la conception, de la production, des réparations et de l'entretien atténue en partie le risque de défaillances attribuables aux produits susceptibles d'entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des litiges.</p> <p>La Société dispose d'une équipe de soutien aux produits qui surveille la performance et la fiabilité des produits, et qui souscrit également à de l'assurance responsabilité de produits susceptible d'atténuer d'éventuelles pertes.</p>
Rendement des fournisseurs	La croissance, l'intégration et l'automatisation continue des activités de la Société font en sorte qu'elle est de plus en plus tributaire et exposée au rendement de sa chaîne d'approvisionnement. Des baisses de qualité, de fiabilité et de disponibilité de la chaîne d'approvisionnement pourraient engendrer des répercussions négatives sur les activités commerciales et les résultats de la Société.	<p>Héroux-Devtek gère les risques liés aux fournisseurs en réalisant des audits fréquents auprès de ses fournisseurs et en maintenant des normes élevées, notamment en exigeant les accréditations AS9100 et Nadcap.</p> <p>La Société surveille le rendement des fournisseurs et atténue les pertes potentielles en s'assurant que les problèmes de qualité, le cas échéant, sont détectés au moyen de la gestion de la qualité à l'interne.</p>

Risques environnementaux

Les risques environnementaux sont généralement hors du contrôle de la direction et résultent principalement de facteurs externes.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Concurrence et innovation	<p>Héroux-Devtek évolue dans une industrie qui connaît une consolidation continue, ce qui a réduit le nombre total de concurrents de plus grande envergure, tout en stimulant sans cesse l'innovation en matière de technologies et de produits.</p> <p>Les compétiteurs de plus grande envergure peuvent disposer d'atouts les rendant plus concurrentiels pour les contrats importants, tout comme les compétiteurs qui proposent au marché des innovations technologiques. Dans les deux cas, la Société pourrait perdre des clients ou des occasions, ce qui nuirait à sa croissance et sa rentabilité futures.</p>	<p>Héroux-Devtek gère le risque lié à la concurrence en accordant une grande importance à la satisfaction de la clientèle, au respect des échéanciers de livraison, à sa compétitivité lors des soumissions et au maintien d'un niveau élevé de qualité.</p> <p>La Société gère également le risque associé à l'innovation en suivant de près les développements technologiques et en réalisant de la recherche et développement à l'interne afin de demeurer à l'avant-garde de la technologie dans l'industrie.</p>
Disponibilité et prix des matières premières	Les principales matières premières achetées par la Société sont l'acier, l'aluminium et le titane. L'offre et les prix de ces matériaux peuvent fluctuer en raison de facteurs hors du contrôle de la Société. La difficulté à obtenir des matières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités et les résultats financiers de Héroux-Devtek.	La Société atténue ces risques en incluant diverses clauses dans certains contrats de vente à long terme, lesquelles dispositions prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Héroux-Devtek négocie aussi des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de certaines matières premières et surveille sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer que les livraisons se fassent en temps opportun.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Conjoncture économique	Bien que les secteurs de l'aérospatiale et de la défense se soient avérés relativement résilients sur le long terme face aux perturbations économiques, ils ne sont pas immunisés contre les ralentissements à court terme lorsque les conditions de marché se répercutent sur leurs clients. Ces conditions de marché peuvent être causées par un certain nombre de facteurs, y compris, mais sans s'y limiter, l'instabilité politique, les activités terroristes ou les catastrophes naturelles. Ces conditions défavorables peuvent avoir des répercussions négatives sur Héroux-Devtek notamment en réduisant ses ventes, ce qui pourrait entraîner pour la Société des coûts importants associés à des mises à pied temporaires et des licenciements.	Bien que la direction n'ait aucun contrôle direct sur les conditions économiques, Héroux-Devtek gère ce risque de manière indirecte en maintenant un portefeuille de clients et de programmes bien diversifié tant d'un point de vue géographique que de celui des segments de marché. Cette diversification pourrait réduire l'impact global d'un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces segments sur l'ensemble de la Société. Ce risque est réduit encore davantage du fait des efforts soutenus déployés par Héroux-Devtek pour gérer les coûts, le capital et la rentabilité de manière à maintenir une situation financière saine lui permettant d'être plus résiliente en cas de ralentissements inattendus.
Dépenses en matière de défense	Les dépenses en matière de défense sont approuvées par les gouvernements sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités. Des mesures d'austérité ou une réduction des dépenses en matière de défense de la part d'un gouvernement, en particulier celui des États-Unis, pourraient entraîner une baisse importante de la demande pour les produits de la Société liés au secteur de la défense.	Le portefeuille diversifié de la Société qui comprend un nombre croissant de produits destinés au secteur commercial, des programmes de défense à l'extérieur des États-Unis et un bon équilibre entre les activités de fabrication et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, permet de réduire l'impact éventuel d'une réduction des dépenses en matière de défense de certains gouvernements.
Questions d'ordre environnemental	Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements en matière d'environnement relatifs aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Ces lois et règlements, ainsi que les possibles charges connexes, sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société.	Héroux-Devtek gère ce risque en mettant en place des systèmes et politiques de gestion permettant de gérer et surveiller l'impact environnemental que pourraient avoir ses activités, s'il y a lieu. Dans l'éventualité où un incident environnemental entraînerait une perte plus importante, la Société souscrit également à des polices d'assurance susceptibles d'atténuer en partie ces pertes.

OPÉRATIONS SUR DEVISES

Du fait que la Société exploite des activités dans divers pays et qu'elle fait affaire avec des clients répartis à travers le monde, la situation financière et les résultats d'exploitation de Héroux-Devtek sont en partie influencés par l'évolution des taux de change. Plus spécifiquement, la Société exerce des activités au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, et engage, par conséquent, des coûts libellés dans les devises respectives de ces trois pays, soit le dollar canadien (« \$ CA »), le dollar américain (« \$ US ») et la livre sterling (« GBP »). Outre les coûts libellés dans leur devise locale, une part importante des coûts des matériaux des activités canadiennes et britanniques est libellée en dollars américains, tout comme une large part de leurs ventes.

La Société doit convertir en dollars canadiens les produits, les charges ainsi que les éléments d'actif et de passif libellés en devises, aux fins de présentation de l'information financière. Des gains et pertes surviennent du fait des fluctuations de ces devises par rapport au dollar canadien entre deux dates de clôture du bilan, ou entre la date d'une transaction et la date de clôture du bilan.

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, en excluant l'incidence des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période. Les postes du bilan sont convertis selon le taux de change au comptant affiché à la date de clôture du bilan.

Les taux de change utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif en dollars canadiens s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2018	31 mars 2017
\$ US (équivalent canadien de 1 dollar américain)	1,2894	1,3299
GBP (équivalent canadien de 1 livre sterling)	1,8106	1,6662

Les taux de change utilisés pour convertir les produits et les charges en dollars canadiens se sont établis comme suit :

	Trimestres clos le 31 mars		Exercice clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
\$ US (équivalent canadien de 1 dollar américain)	1,2648	1,3230	1,2834	1,3126
GBP (équivalent canadien de 1 livre sterling)	1,7607	1,6399	1,7022	1,7144

Héroux-Devtek est principalement exposée aux taux de change \$ US/\$ CA et GBP/\$ CA en raison de la prévalence du dollar américain dans les transactions effectuées sur le marché de l'aérospatiale et de l'emplacement géographique de ses activités d'exploitation. L'exercice 2018 a été marqué par une forte hausse de la valeur de la livre sterling, dont le principal impact a été la croissance de la valeur des ventes de la Société libellées en livre sterling et de ses actifs détenus au Royaume-Uni. Les ventes de la Société libellées en livres sterling que réalise Héroux-Devtek requièrent l'engagement de coûts substantiels eux aussi libellés en livres sterling, de sorte que la marge brute bénéficie d'une couverture partielle qui la protège des répercussions des devises. Cependant, plus de 80 % des ventes de la Société sont libellées en dollars américains, contre seulement à peine plus de la moitié des coûts connexes, ce qui génère des entrées nettes de fonds en dollars américains plus importantes, dont la valeur fluctue avec l'évolution du taux de change \$ US/\$ CA.

Afin de gérer ce risque, la Société a mis en place une politique de couverture des devises en vertu de laquelle Héroux-Devtek conclut des contrats de change à terme pour la vente de dollars américains de montants équivalents aux entrées de fonds nettes anticipées. Cette politique exige que la Société couvre de 50 % à 100 % de l'exposition nette connue, essentiellement pour les deux exercices qui suivent.

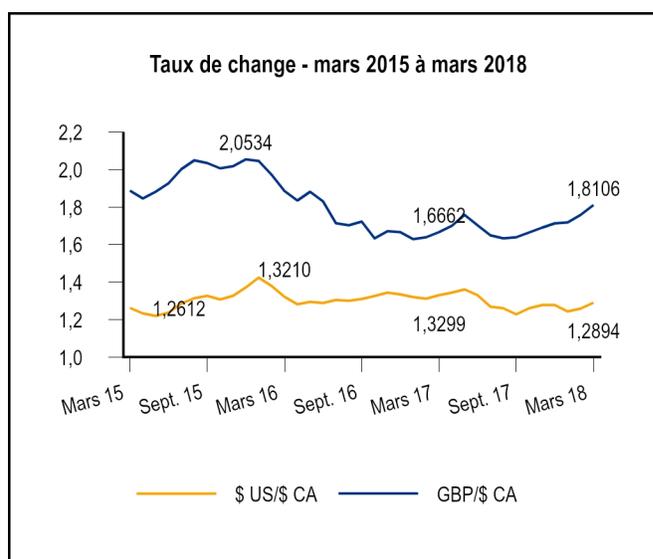
L'acquisition de CESA expose également la Société à de nouveaux risques liés à l'euro. Voir la rubrique intitulée « Instruments financiers dérivés » dans la section *Renseignements supplémentaires* pour obtenir plus de renseignements.

Le tableau qui suit présente le montant nominal et le taux de change des contrats de change à terme en cours :

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017	31 mars 2016
Montant notionnel en cours (en milliers \$ US)	110 050	152 350	165 200
Taux de change moyen	1,3046	1,3178	1,2900

Conformément à la comptabilité de couverture en vertu des IFRS, les gains et pertes sur ces contrats de change à terme sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à leur règlement, après quoi ils sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés tout comme les gains et pertes correspondants lors de la conversion des instruments financiers connexes.

Les opérations sur devises ont eu une incidence positive nette de 0,6 % sur la marge brute de Héroux-Devtek, en raison essentiellement des taux de change plus élevés des contrats de change à terme que la Société a livré au cours de l'exercice 2018 par rapport à l'exercice 2017. Au 31 mars 2018, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard du dollar américain aurait entraîné une diminution de 0,2 million de dollars du résultat net de la Société pour l'exercice 2018.



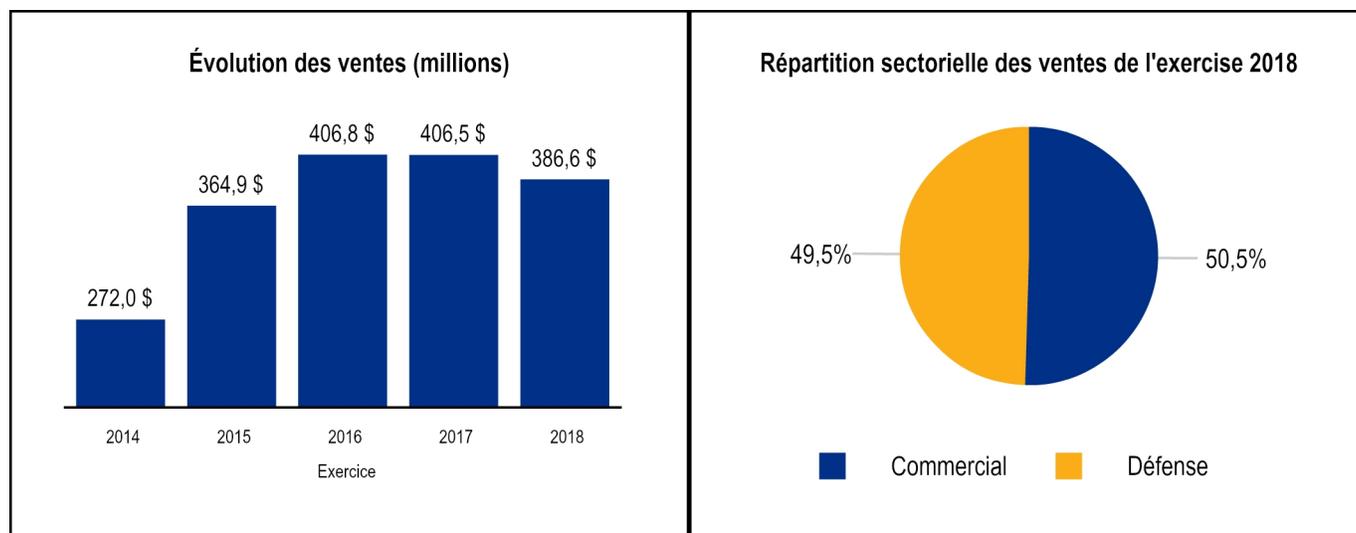
RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2018	2017	Variation	2018	2017	Variation
Ventes	113 024 \$	120 886 \$	(7 862) \$	386 564 \$	406 536 \$	(19 972) \$
Marge brute	18 958	20 786	(1 828)	61 276	67 969	(6 693)
Frais de vente et d'administration	6 869	8 474	(1 605)	30 951	32 089	(1 138)
Résultat opérationnel ajusté ¹	12 089	12 312	(223)	30 325	35 880	(5 555)
Éléments non récurrents	5 392	3 634	1 758	6 947	328	6 619
Résultat opérationnel	6 697	8 678	(1 981)	23 378	35 552	(12 174)
Frais (produits) financiers ²	(389)	(1 736)	1 347	2 537	(546)	3 083
Charge d'impôt sur le résultat ²	1 228	1 519	(291)	7 167	4 330	2 837
Résultat net	5 858 \$	8 895 \$	(3 037) \$	13 674 \$	31 768 \$	(18 094) \$
Résultat net ajusté ¹	10 439 \$	9 077 \$	1 362 \$	24 213 \$	26 353 \$	(2 140) \$
<i>En pourcentage des ventes</i>						
Marge brute	16,8 %	17,2 %	-40 pdb	15,9 %	16,7 %	-80 pdb
Frais de vente et d'administration	6,1 %	7,0 %	-90 pdb	8,0 %	7,9 %	10 pdb
Résultat opérationnel	5,9 %	7,2 %	-130 pdb	6,0 %	8,7 %	-270 pdb
Résultat opérationnel ajusté ¹	10,7 %	10,2 %	50 pdb	7,8 %	8,8 %	-100 pdb
<i>En dollars par action</i>						
BPA - de base et dilué	0,16 \$	0,25 \$	(0,09) \$	0,38 \$	0,88 \$	(0,50) \$
BPA ajusté ¹	0,29 \$	0,25 \$	0,04 \$	0,67 \$	0,73 \$	(0,06) \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

²⁾ Se reporter à la rubrique intitulée «Éléments non récurrents» pour de plus amples renseignements.

Ventes



Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

Trimestres clos les 31 mars					
	2018	2017	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	57 509 \$	60 764 \$	(716) \$	(2 539) \$	(4,2) %
Défense ¹	55 515	60 122	(699)	(3 908)	(6,5) %
Total	113 024 \$	120 886 \$	(1 415) \$	(6 447) \$	(5,3) %

Exercices clos les 31 mars					
	2018	2017	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	195 101 \$	210 788 \$	(1 230) \$	(14 457) \$	(6,9) %
Défense ¹	191 463	195 748	(1 207)	(3 078)	(1,6) %
Total	386 564 \$	406 536 \$	(2 437) \$	(17 535) \$	(4,3) %

¹⁾ Comprend les ventes de produits liés à la défense à des clients civils et à des gouvernements.

Commercial

Les baisses nettes respectives de 14,5 millions de dollars et 2,5 millions de dollars des ventes commerciales pour l'exercice et le quatrième trimestre s'expliquent principalement par une baisse des ventes de programmes de gros porteurs commerciaux, notamment l'achèvement prévu d'un contrat pour un client fournissant des produits à un OEM, et une baisse de la demande de clients dans le marché secondaire des avions régionaux.

Ces facteurs négatifs ont été contrebalancés en partie par une hausse des livraisons de Boeing 777.

Défense

La baisse nette de 3,1 millions de dollars des ventes liées au secteur de la défense par rapport à celles de l'exercice précédent est principalement attribuable à :

- une baisse de la demande de la part du gouvernement américain pour des pièces de rechange;
- une baisse des ventes de services de réparation et d'entretien pour le programme du P-3.

Ces facteurs négatifs ont été contrebalancés en partie par une hausse des ventes de produits fabriqués à des clients civils.

La baisse nette de 3,9 millions de dollars des ventes liées au secteur de la défense pour le trimestre comparativement à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent est principalement attribuable à une baisse de la demande de la part du gouvernement américain pour des pièces de rechange.

Marge brute

Le recul de la marge brute pour l'exercice, qui est passée de 16,7 % au cours de l'exercice précédent à 15,9 % au cours de l'exercice considéré, est principalement attribuable à une sous-imputation plus importante de certains coûts, notamment des coûts excédentaires de traitement et de finition liés au programme du Boeing 777. Les coûts excédentaires de traitement et de finition devraient être normalisés une fois que les processus de qualification et d'approbation par le client des procédés de traitement des surfaces de Héroux-Devtek seront achevés. Ce facteur négatif a été partiellement compensé par l'évolution favorable du taux de change du dollar américain qui a contribué positivement aux ventes à hauteur de 0,6 %.

Le recul de la marge brute pour le trimestre, qui est passée de 17,2 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 16,8 % au cours du trimestre considéré, est principalement attribuable à une composition des produits défavorable, en raison surtout des ventes moins importantes de pièces de rechange et de la baisse de la demande dans le marché secondaire des avions régionaux.

Frais de vente et d'administration

Si l'on exclut les gains découlant de la conversion d'éléments monétaires nets, les frais de vente et d'administration ont représenté 8,0 % et 7,6 % des ventes, respectivement, pour l'exercice et le trimestre, comparativement à 8,6 % et 7,5 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

La baisse constatée des frais de vente et d'administration au cours de l'exercice considéré par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable à la baisse des coûts liés au personnel, tandis que les frais de vente et d'administration sont demeurés relativement stables en pourcentage des ventes au cours du quatrième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Éléments non récurrents

Les éléments non récurrents comprennent ce qui suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Éléments non récurrents du résultat opérationnel				
Frais de restructuration	4 990 \$	3 634 \$	4 990 \$	3 634 \$
Frais liés aux acquisitions	402	—	1 957	—
Gain au règlement d'un litige	—	—	—	(5 247)
Frais juridiques et autres honoraires professionnels	—	—	—	1 941
	5 392 \$	— \$	6 947 \$	328 \$
Éléments non récurrents des frais financiers				
Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés	698 \$	— \$	89 \$	— \$
Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales	—	(3 426)	—	(6 375)
	698 \$	(3 426) \$	89 \$	(6 375) \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat				
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	— \$	— \$	4 912 \$	— \$
	— \$	— \$	4 912 \$	— \$

Frais de restructuration

En mars 2018, la Société a annoncé des ajustements d'effectifs visant une soixantaine d'employés à son usine de Longueuil à la suite du non-renouvellement du contrat conclu avec l'armée de l'air américaine. Ces ajustements d'effectifs ainsi que d'autres coûts liés à la diminution du volume ont entraîné des frais de restructuration de 5,0 millions de dollars qui ont été comptabilisés au cours du trimestre, notamment des prestations de cessation d'emploi de 2,7 millions de dollars et d'autres coûts liés à la réduction du volume de 2,3 millions de dollars. La partie imputée de ces frais de restructuration se chiffrait à 2,5 millions de dollars au 31 mars 2018.

En février 2017, après les réductions des cadences de production de certains programmes d'avions annoncés par des OEM, Héroux-Devtek a annoncé des ajustements d'effectifs visant environ 90 employés de ses bureaux et usines. Cette mesure, qui a été réalisée au cours de l'année civile 2017, a entraîné des frais de restructuration de 3,6 millions de dollars, essentiellement des coûts liés au personnel.

Frais liés aux acquisitions

Au cours de la période de douze mois et du trimestre clos le 31 mars 2018, la Société a engagé des frais liés aux acquisitions respectivement de 2,0 millions de dollars et 0,4 million de dollars. Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs aux ententes visant l'acquisition de CESA et de Beaver.

Gain au règlement d'un litige, frais juridiques et autres honoraires professionnels

En janvier 2016, la Société a déposé une demande d'arbitrage relativement à des déclarations et à des garanties qui lui avaient été données dans le cadre d'une acquisition d'entreprise réalisée. Au cours de l'exercice 2017, la Société a conclu une entente sans arbitrage avec la contrepartie qui a donné lieu à un règlement favorable de 4,0 millions de dollars américains (5,2 millions de dollars). Les frais juridiques et autres honoraires professionnels non récurrents engagés au cours de l'exercice 2017 ont totalisé 1,9 million de dollars.

Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés

Ces pertes se rapportent aux instruments financiers dérivés acquis dans le but d'atténuer le risque de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement de l'entente visant l'acquisition de CESA. Se reporter à la rubrique intitulée «Instruments financiers dérivés» dans la section *Renseignements supplémentaires* pour plus de précisions.

Révision des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales

Se reporter à la rubrique intitulée «Prêts des autorités gouvernementales» dans la section *Flux de trésorerie et sources de financement* pour obtenir plus de détails sur ces révisions.

Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis

La charge d'impôt non récurrente de 4,9 millions de dollars comptabilisée au cours de l'exercice 2018 se rapporte à la réforme fiscale aux États-Unis adoptée le 22 décembre 2017. Pour en savoir plus, se reporter à la rubrique intitulée «Charge d'impôt sur le résultat».

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a diminué pour passer de 8,7 % à 6,0 % des ventes (recul de 8,8 % à 7,8 % si l'on exclut les éléments non récurrents) pour l'exercice considéré et de 7,2 % à 5,9 % des ventes (progression de 10,2 % à 10,7 % si l'on exclut les éléments non récurrents) pour le trimestre considéré, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces variations sont principalement attribuables aux facteurs susmentionnés.

Par rapport à l'exercice précédent, la conversion des devises a eu une incidence négative de 0,6 million de dollars sur le résultat opérationnel de l'exercice considéré, alors qu'elle a eu une incidence positive de 0,8 million de dollars sur le résultat opérationnel du quatrième trimestre de l'exercice 2018 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Frais financiers

	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2018	2017	Variation	2018	2017	Variation
Intérêts sur la dette à long terme	536 \$	746 \$	(210) \$	2 614 \$	2 829 \$	(215) \$
Intérêts nets sur les prêts des autorités gouvernementales	(1 189)	(2 868)	1 679	466	(4 122)	4 588
Produits (charges) d'intérêts liés aux instruments financiers	441	(18)	459	(491)	(34)	(457)
Autres produits (charges) d'intérêts	(177)	404	(581)	(52)	781	(833)
	(389) \$	(1 736) \$	1 347 \$	2 537 \$	(546) \$	3 083 \$

L'augmentation de 3,1 millions de dollars des frais financiers de l'exercice, par rapport à ceux de l'exercice précédent, s'explique essentiellement par une baisse des gains résultant des modifications des calendriers de remboursement des prêts des autorités gouvernementales, décrites à la rubrique intitulée «Prêts des autorités gouvernementales» dans la section *Flux de trésorerie et sources de financement*, en partie contrebalancée par une hausse des produits d'intérêt sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie et d'une baisse des autres frais financiers hors trésorerie.

Les frais financiers du trimestre ont augmenté de 1,3 million de dollars par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement d'une baisse des gains résultant des modifications des calendriers de remboursement de prêts des autorités gouvernementales, décrites à la rubrique intitulée «Prêts des autorités gouvernementales» dans la section *Flux de trésorerie et sources de financement*.

Charge d'impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	7 086 \$	10 414 \$	20 841 \$	36 098 \$
Charge d'impôt sur le résultat	1 228	1 519	7 167	4 330
Taux d'imposition effectif	17,3 %	14,6 %	34,4 %	12,0 %
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	— \$	— \$	4 912 \$	— \$
Charge d'impôt sur le résultat, compte non tenu de l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	1 228	1 519	2 255	4 330
Taux d'imposition effectif, compte non tenu de l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	17,3 %	14,6 %	10,8 %	12,0 %
Taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi	26,6 %	26,7 %	26,6 %	26,7 %

Le 22 décembre 2017, le gouvernement des États-Unis a adopté la Tax Cuts and Jobs Act (la «réforme fiscale aux États-Unis»). La réforme fiscale aux États-Unis introduit un certain nombre de modifications à la législation fiscale ayant une incidence sur les entreprises, y compris, entre autres, une réduction permanente du taux d'imposition fédéral des sociétés, qui est passé de 35 % à 21 % le 1^{er} janvier 2018. La réduction du taux d'imposition des sociétés a entraîné la réévaluation des actifs d'impôt différé nets de la Société, ce qui a donné lieu à une charge d'impôt sur le résultat non récurrente de 4,9 millions de dollars au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018.

Le taux d'imposition effectif de la Société, compte non tenu de l'incidence de la réforme fiscale aux États-Unis, pour l'exercice reflète essentiellement l'incidence favorable des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (4,3 millions de dollars), en partie contrebalancée par les frais liés aux acquisitions non déductibles (0,5 million de dollars) et par des différences permanentes (0,3 million de dollars). Le taux d'imposition effectif de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017 reflétait principalement l'incidence favorable des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (4,7 millions de dollars) et le gain non imposable au règlement d'un litige (0,8 million de dollars), en partie contrebalancés par des différences permanentes (0,3 million de dollars).

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre clos le 31 mars 2018 reflète essentiellement l'incidence favorable des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (0,9 million de dollars), en partie contrebalancée par les frais liés aux acquisitions non déductibles (0,2 million de dollars) et par des différences permanentes (0,1 million de dollars). Le taux d'imposition effectif de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2017 reflétait principalement l'incidence favorable des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis (1,3 million de dollars), en partie contrebalancée par des différences permanentes (0,1 million de dollars).

Résultat net

Le résultat net a diminué pour passer de 31,8 millions de dollars à 13,7 millions de dollars (recul de 26,4 millions de dollars à 24,2 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour l'exercice considéré et de 8,9 millions de dollars à 5,9 millions de dollars (progression de 9,1 millions de dollars à 10,4 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour le trimestre considéré, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs susmentionnés.

Le bénéfice par action a diminué pour passer de 0,88 \$ par action à 0,38 \$ par action (recul de 0,73 \$ par action à 0,67 \$ par action si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour l'exercice considéré et de 0,25 \$ par action à 0,16 \$ par action (progression de 0,25 \$ par action à 0,29 \$ par action, si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour le trimestre considéré, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur des résultats calculés conformément aux IFRS ainsi que sur les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes :

Résultat opérationnel ajusté :	Résultat opérationnel excluant les éléments non récurrents.
BAIIA :	Bénéfice avant frais financiers, charge d'impôt sur le résultat et amortissements.
BAIIA ajusté :	BAIIA tel que défini ci-dessus en excluant les éléments non récurrents.
Résultat net ajusté :	Résultat net excluant les éléments non récurrents après impôts.
Bénéfice par action ajusté :	Bénéfice dilué par action calculé à partir du résultat net ajusté.
Flux de trésorerie disponibles :	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminués des acquisitions d'immobilisations et compte tenu de l'augmentation ou la diminution nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

Ces mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc possible qu'elles ne soient pas comparables à des mesures similaires publiées par d'autres émetteurs. La direction estime qu'elles procurent aux investisseurs des renseignements utiles pour leur permettre d'évaluer la rentabilité de la Société, ainsi que de comparer ses résultats d'une période à l'autre et avec ceux de ses pairs qui utilisent des mesures similaires.

La direction ne voit pas ces mesures comme des substituts aux mesures conformes aux IFRS ou comme des mesures supérieures à celles-ci puisque, souvent, elles ne reflètent pas entièrement les coûts de la période, les coûts à long terme des décisions de financement ou d'investissement ou l'incidence d'événements qui ne découlent pas des activités d'exploitation.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements de ces mesures financières avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi que des renseignements additionnels sur ce qu'elles représentent, à l'exception des flux de trésorerie disponibles. Pour le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, se reporter à la section *Flux de trésorerie et sources de financement*.

Le résultat opérationnel ajusté de la Société est calculé comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Résultat opérationnel	6 697 \$	8 678 \$	23 378 \$	35 552 \$
Éléments non récurrents	5 392	3 634	6 947	328
Résultat opérationnel ajusté	12 089 \$	12 312 \$	30 325 \$	35 880 \$

La direction est d'avis que le résultat opérationnel ajusté procure aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer la rentabilité future de la Société en excluant du résultat opérationnel l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Résultat net	5 858 \$	8 895 \$	13 674 \$	31 768 \$
Charge d'impôt sur le résultat	1 228	1 519	7 167	4 330
Produits (frais) financiers	(389)	(1 736)	2 537	(546)
Charge d'amortissement	7 280	6 869	26 579	25 568
BAIIA	13 977 \$	15 547 \$	49 957 \$	61 120 \$
Éléments non récurrents	5 392	3 634	6 947	328
BAIIA ajusté	19 369 \$	19 181 \$	56 904 \$	61 448 \$

La direction est d'avis que le BAIIA et le BAIIA ajusté procurent des renseignements utiles sur les activités quotidiennes de la Société puisqu'ils excluent du résultat les facteurs qui reflètent davantage les décisions de financement et d'investissement à long terme que le rendement à court terme.

Le BAIIA ajusté, en outre, constitue une autre mesure permettant d'évaluer le résultat opérationnel futur de la Société en excluant l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation. La direction utilise aussi le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement opérationnel, ainsi que comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Résultat net	5 858 \$	8 895 \$	13 674 \$	31 768 \$
Éléments non récurrents, après impôts	4 581	182	10 539	(5 415)
Résultat net ajusté	10 439 \$	9 077 \$	24 213 \$	26 353 \$
<i>En dollars par action</i>				
Bénéfice par action – de base et dilué	0,16 \$	0,25 \$	0,38 \$	0,88 \$
Éléments non récurrents, après impôts	0,13	—	0,29	(0,15)
Bénéfice par action ajusté	0,29 \$	0,25 \$	0,67 \$	0,73 \$

La direction est d'avis que le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté procurent aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer les résultats de la période considérée et les perspectives futures de la Société en matière de bénéfice puisqu'ils ne tiennent pas compte de l'incidence d'événements non récurrents ou qui ne reflètent pas les activités courantes. Ces mesures sont également utilisées comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

FACILITÉ DE CRÉDIT ET TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

En mai 2017, la Société a renouvelé sa facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité de crédit») jusqu'en mai 2022, les modalités restant sensiblement inchangées. Des frais de financement totalisant 0,5 million de dollars ont été différés et sont amortis sur la durée des prêts connexes selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

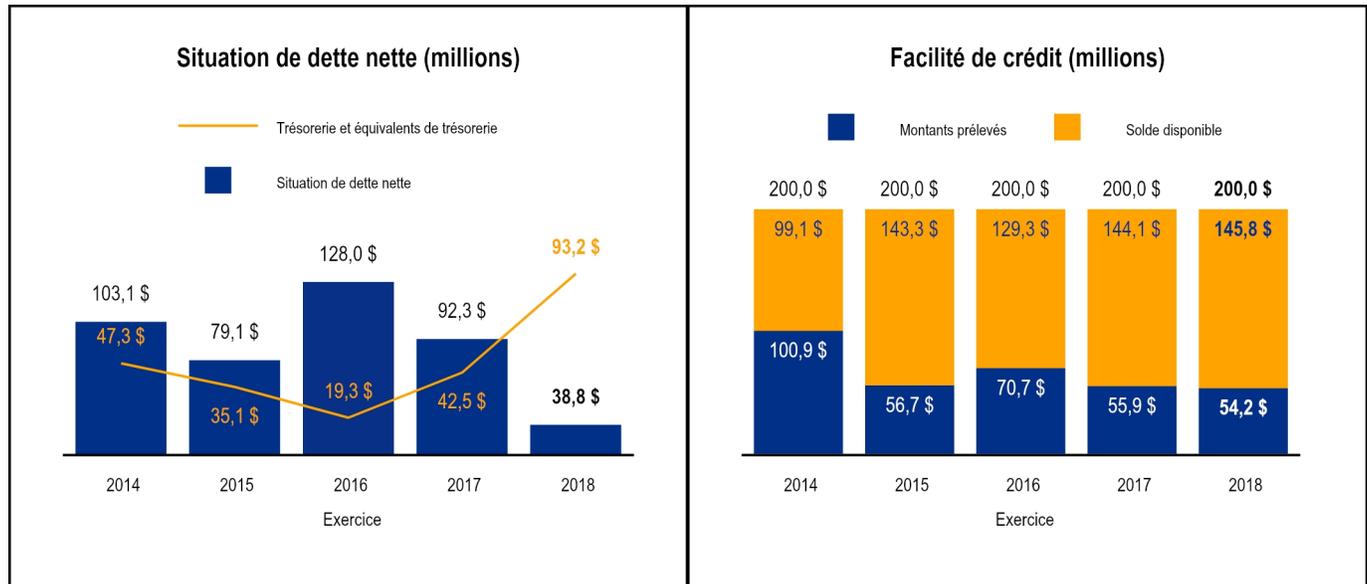
Au 31 mars 2018, cette facilité de crédit a permis à la Société et ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 200,0 millions de dollars, en dollars canadiens, en dollars américains, en livres sterling, en euros ou en devises équivalentes. Elle comprenait également une clause accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit d'un montant additionnel de 100,0 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Le montant de cette clause accordéon précédemment fixé à 75,0 millions de dollars a été augmenté au cours du processus de renouvellement.

Au 31 mars 2018, la Société avait prélevé un montant de 54,2 millions de dollars sur sa facilité de crédit, comparativement à un montant de 55,9 millions de dollars au 31 mars 2017. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible ainsi que du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction de la Société ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

La situation de dette nette de la Société est calculée comme suit, aux dates indiquées :

	31 mars 2018	31 mars 2017
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ¹	131 964 \$	134 776 \$
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	93 209	42 456
Situation de dette nette	38 755 \$	92 320 \$

¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés de 0,9 million de dollars au 31 mars 2018 et de 0,6 million de dollars au 31 mars 2017.



La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. La Société a respecté toutes ces clauses restrictives au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du présent exercice. Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers.

PRÊTS DES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Héroux-Devtek détient un portefeuille de prêts remboursables consentis par divers organismes gouvernementaux pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été consentis en vertu de certains programmes des gouvernements fédéral et provincial visant à promouvoir le développement de cette industrie.

Les conditions des ententes sont telles que dans certains cas, la Société paie en fait moins d'intérêts sur ces prêts que ce qu'elle verserait au taux du marché. Par conséquent, en vertu des IFRS, la valeur actualisée des avantages calculés de ces prêts est portée en réduction de certains actifs ou de certaines charges comme aide gouvernementale.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements sont fondés essentiellement sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou certaines gammes de produits de Héroux-Devtek. Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année. Au cours de l'exercice 2018, la mise à jour de ces estimations a donné lieu à un gain hors trésorerie de 1,8 million de dollars, ce qui représente une reprise de désactualisation.

Au cours de l'exercice précédent, la Société a comptabilisé un gain hors trésorerie de 3,4 millions de dollars relativement à une entente conclue avec une autorité gouvernementale qui prolonge de trois ans la période d'investissement d'un prêt. Héroux-Devtek a également comptabilisé des gains hors trésorerie de 3,0 millions de dollars au cours de l'exercice précédent relativement à la modification des hypothèses sous-jacentes au calendrier estimatif de remboursement et autres ajustements. Le total des gains de 6,4 millions de dollars pour l'exercice 2017 a été classé comme élément non récurrent.

Au 31 mars 2018, la valeur actualisée comptabilisée par la Société en regard de ces conventions de prêts en cours s'établissait à 52,5 millions de dollars (49,1 millions de dollars au 31 mars 2017) et les taux d'intérêt effectifs sur ces prêts variaient de 2,2 % à 7,2 %. Le calendrier de remboursement de ces prêts s'échelonne jusqu'à l'exercice 2033 au plus tard.

ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début des périodes	70 642 \$	18 856 \$	42 456 \$	19 268 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	18 521	29 149	56 122	56 148
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	3 121	(5 442)	(4 996)	(24 103)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	20	(38)	(565)	(8 736)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	905	(69)	192	(121)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin des périodes	93 209 \$	42 456 \$	93 209 \$	42 456 \$

Activités d'exploitation

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités d'exploitation comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	11 961 \$	13 117 \$	42 624 \$	52 842 \$
Variation nette des éléments hors trésorerie	6 560	16 032	13 498	3 306
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	18 521 \$	29 149 \$	56 122 \$	56 148 \$

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2018, les diminutions respectives de 1,2 million de dollars et 10,2 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, par rapport à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, s'expliquent essentiellement par une baisse du BAIIA.

La variation nette des éléments hors trésorerie peut être résumée comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Comptes clients	(19 305) \$	(6 589) \$	(2 335) \$	4 106 \$
Impôts à recevoir	48	6	(184)	2 325
Stocks	7 520	14 518	9 539	2 855
Autres actifs à court terme	417	5 597	(869)	2 605
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs	4 165	3 920	719	(5 115)
Provisions	209	2 140	(3 335)	(471)
Facturations progressives	(388)	(1 534)	961	(2 969)
Avances de clients	9 301	(2 403)	6 136	2 587
Impôts à payer	1 744	590	1 916	(178)
Incidence des variations des taux de change	2 849	(213)	950	(2 439)
Variation nette des éléments hors trésorerie	6 560 \$	16 032 \$	13 498 \$	3 306 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, la variation nette positive des éléments hors trésorerie est principalement attribuable à :

- une diminution des stocks faisant suite à l'achèvement prévu d'un contrat pour un client fournissant des produits à un OEM et une baisse du volume de pièces de rechange de la part du gouvernement américain;
- la réception d'avances de clients.

Ces éléments positifs ont été en partie contrebalancés par une diminution de certaines provisions.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2018, la variation nette positive des éléments hors trésorerie est principalement attribuable à :

- la réception d'avances de clients;
- une diminution des stocks faisant suite à un niveau élevé de livraisons au cours du trimestre;
- une augmentation des comptes fournisseurs résultant d'un accroissement du niveau d'activité au quatrième trimestre.

Ces éléments positifs ont été en partie contrebalancés par une augmentation des comptes clients résultant d'un accroissement du niveau d'activité au quatrième trimestre.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017, les éléments hors trésorerie sont demeurés relativement stables, alors que pour le trimestre clos le 31 mars 2017, la variation positive nette des éléments hors trésorerie est essentiellement attribuable à une diminution des stocks faisant suite à un niveau élevé de livraisons au cours du trimestre.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 744) \$	(4 121) \$	(9 930) \$	(20 633) \$
Diminution (augmentation) nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	6 799	(1 355)	4 761	(3 774)
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles	66	34	173	304
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	3 121 \$	(5 442) \$	(4 996) \$	(24 103) \$

La diminution nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée au cours de l'exercice et du quatrième trimestre clos le 31 mars 2018 est attribuable au calendrier du financement de certains clients pour les coûts de développement capitalisés pendant la période considérée.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant brut	5 696 \$	6 046 \$	10 691 \$	20 894 \$
Aide gouvernementale	(352)	(1 018)	(619)	(1 499)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	5 344 \$	5 028 \$	10 072 \$	19 395 \$
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs	(1 600)	(1 096)	(142)	1 238
Dépôts reclassés aux immobilisations corporelles après réalisation ¹	—	189	—	—
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	3 744 \$	4 121 \$	9 930 \$	20 633 \$

¹ Comprend la machinerie financée au moyen de contrats de location-financement pour lesquels des dépôts avaient été effectués.

La diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles pour l'exercice, comparativement à celles de l'exercice 2017, est attribuable à l'achèvement des investissements prévus dans le cadre du contrat des appareils Boeing 777 et 777X et au calendrier de certains investissements.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Augmentation de la dette à long terme	1 603 \$	715 \$	3 821 \$	23 021 \$
Remboursement de la dette à long terme	(1 264)	(993)	(4 634)	(32 797)
Émission d'actions ordinaires	205	240	772	1 040
Augmentation des frais de financement différés	(524)	—	(524)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	20 \$	(38) \$	(565) \$	(8 736) \$

La diminution nette de la dette à long terme par rapport à l'exercice 2017 est essentiellement attribuable à des remboursements nets d'un montant de 16,2 millions de dollars sur la facilité de crédit, en partie contrebalancés par de nouveaux contrats de location-financement d'un montant totalisant 9,8 millions de dollars.

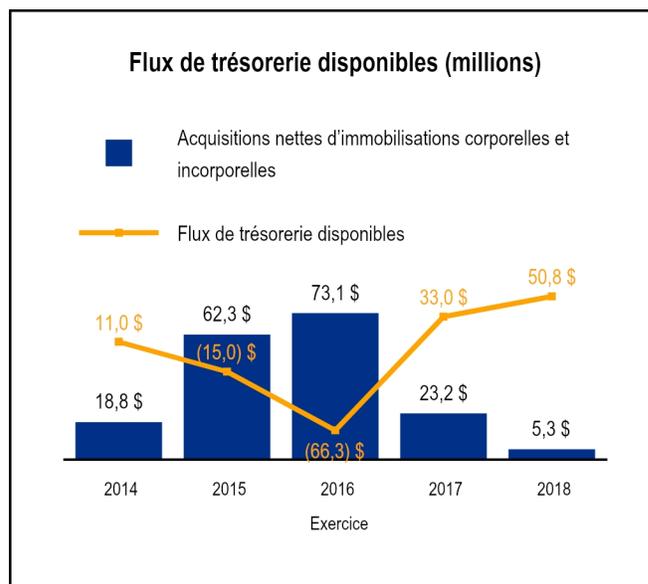
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES¹

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	18 521 \$	29 149 \$	56 122 \$	56 148 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(5 344)	(5 028)	(10 072)	(19 395)
Diminution (augmentation) nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	6 799	(1 355)	4 761	(3 774)
Flux de trésorerie disponibles¹	19 976 \$	22 766 \$	50 811 \$	32 979 \$

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour la définition de cet indicateur.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent un bon indicateur de la solidité financière et de la rentabilité puisqu'ils indiquent le montant des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation qui est disponible aux fins de distribution, du remboursement de la dette et du financement des investissements.

Les flux de trésorerie disponibles de Héroux-Devtek ont augmenté par rapport à ceux de l'exercice précédent en raison principalement d'une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et du calendrier du financement des clients pour les coûts de développement capitalisés, comme il est décrit à la rubrique intitulée «Activités d'investissement» présentée plus haut dans la section *Évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie*.



BESOINS EN LIQUIDITÉS

Le tableau qui suit présente un résumé des obligations contractuelles de la Société au 31 mars 2018, y compris les versements payables au cours des cinq prochains exercices et les suivants :

Obligations contractuelles	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales	72 855 \$	208 \$	5 008 \$	11 373 \$	56 266 \$
Contrats de location-financement	27 197	5 839	11 380	8 759	1 219
Facilité de crédit	60 891	1 625	3 250	56 016	—
	160 943	7 672	19 638	76 148	57 485
Obligations d'achat	115 855	101 268	13 788	453	346
Comptes fournisseurs	41 645	41 645	—	—	—
Engagements d'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	2 952	2 952	—	—	—
Contrats de location simple - Bâtiments et installations	11 737	1 502	2 408	2 397	5 430
Total des obligations contractuelles¹	333 132 \$	155 039 \$	35 834 \$	78 998 \$	63 261 \$

¹⁾ Excluant les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies présentées à la rubrique intitulée « Régimes de retraite ».

SITUATION FINANCIÈRE

STRUCTURE DU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio de la dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable ou acceptable.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2018	31 mars 2017
Tranche à court terme de la dette à long terme	5 356 \$	6 792 \$
Dette à long terme	125 685	127 347
Frais de financement différés, montant net	923	637
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	93 209	42 456
Dette nette	38 755 \$	92 320 \$
Capitaux propres	379 034	355 868
Ratio de la dette nette/capitaux propres	0,10:1	0,26:1

La diminution de la dette nette au cours de l'exercice est essentiellement attribuable aux flux de trésoreries disponibles positifs.

CAPITAL ÉMIS

Le capital-actions a évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2018		Exercice clos le 31 mars 2018	
	Nombre d'actions	Capital émis	Nombre d'actions	Capital émis
Solde d'ouverture	36 169 757	77 835 \$	36 122 050	77 217 \$
Actions émises au comptant à l'exercice d'options sur actions	37 500	115	48 750	298
Actions émises au comptant dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat	11 315	155	47 772	590
Solde de clôture	36 218 572	78 105 \$	36 218 572	78 105 \$

Au 23 mai 2018, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 36 226 243.

Les options sur actions ont évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2018		Exercice clos le 31 mars 2018	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	899 295	10,87 \$	914 295	10,88 \$
Attribuées	243 500	14,93	243 500	14,93
Exercées	(37 500)	1,31	(48 750)	3,71
Annulées / déchues	—	—	(3 750)	11,71
Solde de clôture	1 105 295	12,09 \$	1 105 295	12,09 \$

Au 31 mars 2018, 1 514 481 actions ordinaires étaient réservées pour émission éventuelle aux termes du régime d'options sur actions, comparativement à 1 563 231 au 31 mars 2017, et 58 866 actions ordinaires étaient réservées pour émission éventuelle aux termes du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat, comparativement à 106 638 au 31 mars 2017.

Au 23 mai 2018, le nombre d'options sur actions en circulation s'élevait à 1 105 295.

Pour de plus amples renseignements concernant le capital-actions émis et en circulation de la Société et les régimes de rémunération connexes, se reporter à la note 22, *Capital émis*, afférente aux états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

Fonds de roulement

Le fonds de roulement de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2018	31 mars 2017	Variation	
Actif à court terme	310 649 \$	269 559 \$	41 090 \$	15,2 %
Passif à court terme	108 750	104 436	4 314	4,1 %
Fonds de roulement net	201 899 \$	165 123 \$	36 776 \$	22,3 %
Ratio du fonds de roulement	2,86	2,58		

L'augmentation de 41,1 millions de dollars de l'actif à court terme est principalement attribuable à une hausse de 50,8 millions de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, comme il est expliqué en détail dans la section *Flux de trésorerie et sources de financement*, en partie contrebalancée par une baisse des stocks.

Actif à long terme, passif à long terme et capitaux propres

L'actif et le passif à long terme et les capitaux propres de la Société s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2018	31 mars 2017	Variation	
Actif à long terme	321 513 \$	337 727 \$	(16 214) \$	(4,8) %
Passif à long terme	144 378	146 982	(2 604)	(1,8) %
Capitaux propres	379 034	355 868	23 166	6,5 %

La diminution de 16,2 millions de dollars de l'actif à long terme est principalement attribuable :

- à l'amortissement des actifs corporels et incorporels;
- au financement de clients reçu pour les coûts de développement capitalisés.

Ces éléments positifs ont été en partie contrebalancés par l'augmentation de la valeur convertie des actifs de la Société détenus au Royaume-Uni qui fait suite à la hausse de la valeur de la livre sterling au cours de l'exercice considéré et par les acquisitions nettes d'immobilisations corporelles.

L'augmentation des capitaux propres est principalement attribuable au résultat global de 21,8 millions de dollars, constitué principalement du résultat net de 13,7 millions de dollars et de l'incidence des fluctuations des taux de change de 7,9 millions de dollars qui est incluse dans les autres éléments du résultat global. Se reporter aux états du résultat global des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2018 afin d'obtenir de plus amples renseignements.

RÉGIMES DE RETRAITE

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de services et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les obligations nettes au titre des prestations définies ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

	2018	2017
Obligations nettes au titre des prestations définies, début de l'exercice	(3 610) \$	(8 670) \$
Gains sur la réévaluation	261	5 078
Cotisations de l'employeur	1 489	2 078
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(1 459)	(1 500)
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies	(153)	(330)
Autres	(486)	(266)
Obligations nettes au titre des prestations définies, clôture de l'exercice	(3 958) \$	(3 610) \$

La situation de capitalisation des régimes de retraite de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2018	31 mars 2017
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	61 216 \$	59 064 \$
Juste valeur des actifs des régimes	58 974	57 496
Coefficient de capitalisation	96,3 %	97,3 %

La Société a versé des cotisations de 1,5 million de dollars et 3,2 millions de dollars, respectivement, à ses régimes à prestations définies et à cotisations définies au cours de l'exercice 2018, et prévoit verser des cotisations respectivement de 1,5 million de dollars et 3,2 millions de dollars à ces mêmes régimes au cours de l'exercice 2019.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Héroux-Devtek a recours à des instruments financiers dérivés comme outils de gestion du risque afin d'atténuer certains risques de change, les risques liés aux taux d'intérêt ou d'autres risques de prix auxquels elle est exposée. La direction utilise ces instruments dérivés conformément aux lignes directrices prévues par la politique de gestion du risque de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée «Gestion du risque» dans la section *Aperçu général* pour obtenir plus de détails concernant les pratiques de Héroux-Devtek en matière de gestion du risque.

Au 31 mars 2018, ces instruments financiers dérivés s'établissaient comme suit :

Contrats de change à terme

Se reporter à la rubrique intitulée «Opérations sur devises» dans la section *Aperçu général* pour obtenir des renseignements concernant l'exposition de la Société aux risques de change, de même que les instruments financiers dérivés utilisés pour en atténuer l'impact. Voir également la note 31 afférente aux états financiers consolidés.

Swaps de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause de son taux d'intérêt variable sur sa facilité de crédit à long terme (voir la note 20 afférente aux états financiers consolidés). De plus, les fluctuations du taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêts de la Société qui sont générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt. Par conséquent, la direction peut utiliser des dérivés afin de conserver un ratio de la dette portant intérêt à des taux fixes se situant entre 40 % et 70 % de la dette à long terme, compte non tenu des prêts des autorités gouvernementales.

Les swaps de taux d'intérêt suivants ont été utilisés à cette fin au cours des exercices 2018 et 2017 :

Montant nominal	Taux fixe	Mise en vigueur	Échéance
5 000 \$ US	1,65 %	Mars 2014	Décembre 2018
10 000 \$ US	2,38 %	Décembre 2015	Décembre 2018

Les swaps de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus excluent la marge bancaire additionnelle applicable (voir la note 20 afférente aux états financiers consolidés). Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devraient survenir pendant les mêmes périodes au cours desquelles ils devraient influencer sur le résultat net.

Instruments dérivés liés à l'acquisition de CESA

L'entente visant l'acquisition de CESA expose la Société à de nouveaux risques de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement. Une augmentation de la valeur de l'euro par rapport au dollar canadien ferait grimper le prix anticipé de la transaction, et une augmentation des taux d'intérêt sous-jacents à la dette attendue ferait augmenter les frais financiers connexes.

Afin d'atténuer ces risques, la Société a acquis des colliers de change pour 85,0 millions d'euros (environ 123,8 millions de dollars) qui ont été réglés au cours de l'exercice (se reporter à la rubrique intitulée «Éléments non récurrents» dans la section *Résultats d'exploitation*).

Au 31 mars 2018, la Société avait également conclu les swaps de devises et de taux d'intérêt suivants afin d'atténuer les risques de change et de taux d'intérêt :

Montant notionnel	Équivalent en euros	Taux fixe sur le montant notionnel	Mise en vigueur	Échéance
29 370 \$ US	25 000 €	1,86 %	Octobre 2017	Mai 2022
50 000 \$ CA	34 110 €	3,32 %	Octobre 2017	Juin 2025

Swap sur actions

Le 22 juin 2015, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière afin d'atténuer l'exposition du résultat net aux fluctuations du cours des actions de la Société visées par les régimes de rémunération fondée sur les unités d'actions différées («UAD») et les unités d'actions liées au rendement («UAR»).

Aux termes de cette entente, après règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les fluctuations du cours des actions de la Société qui influent sur la charge découlant des UAD et UAR incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2018, le swap sur actions visait 150 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 11,45 \$. Cette entente est un instrument dérivé qui ne fait pas partie d'une relation de couverture désignée et viendra à échéance en juin 2019.

PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

Dépréciation des actifs non financiers

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 16 afférentes aux états financiers consolidés.

Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 25 afférente aux états financiers consolidés.

Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3 afférente aux états financiers consolidés. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction des ventes de certains programmes ou secteurs de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance future des ventes de ces programmes ou secteurs sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le taux d'intérêt effectif et le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine («OEM»), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* («Règlement 52-109»), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires et annuels d'information continue.

Au 31 mars 2018, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans le Règlement 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2018, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans le Règlement 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus et fonctionnent de manière efficace pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS. Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes:

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'International Accounting Standards Board («IASB») a finalisé la révision en trois volets de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, en vue de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Le premier volet, classement et évaluation, établit une approche logique pour le classement des actifs financiers qui reflète les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique de l'actif détenu. Cette approche unique, fondée sur des principes, remplace les dispositions existantes axées sur des règles qui sont en général considérées comme trop complexes et difficiles à appliquer.

Le deuxième volet, dépréciation, présente un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun.

Le troisième volet, comptabilité de couverture, représente une refonte importante de la comptabilité de couverture qui aligne le traitement comptable avec les activités de gestion des risques, permettant aux entités de mieux rendre compte de ces activités dans leurs états financiers.

La Société a terminé son évaluation de l'IFRS 9 et a conclu que la norme n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés. La Société intégrera les nouvelles obligations en matière d'informations à fournir de l'IFRS 9 lors de son adoption, le 1^{er} avril 2018.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2015, l'IAS a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Le principe de base de la nouvelle norme est qu'une société doit comptabiliser ses produits des activités ordinaires afin de refléter le transfert des biens ou des services aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La nouvelle norme se traduira également par une amélioration des informations à fournir sur les produits des activités ordinaires, elle fournira des lignes directrices à l'égard de transactions qui n'étaient pas antérieurement visées d'emblée (notamment, les produits des activités ordinaires tirés de la prestation de services et les modifications de contrats) et améliorera les dispositions d'application pour les contrats à éléments multiples.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2018. Au cours de l'exercice 2018, la Société a terminé son analyse de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15. La nouvelle norme n'entraînera pas de changements importants, sauf en ce qui a trait aux obligations en matière d'informations à fournir.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme représente une révision importante de la façon dont une société comptabilise les contrats de location, elle établit les principes que doivent appliquer les deux parties à un contrat, soit le client (le preneur) et le fournisseur (le bailleur), afin de fournir l'information pertinente à propos des contrats de location de manière à représenter fidèlement ces transactions. Pour atteindre cet objectif, un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. La plupart des contrats de location seront comptabilisés au bilan consolidé de la Société. Certaines exemptions s'appliqueront aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur. La Société prévoit que l'adoption de la norme aura une incidence sur le bilan et l'état des résultats puisque tous les contrats de location simple seront capitalisés avec une obligation locative correspondante, alors que les charges locatives seront remplacées par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2019. Plusieurs contrats de location de la Société sont déjà comptabilisés au bilan consolidé de la Société à titre de contrats de location-financement. Certains autres contrats de location simple devront être comptabilisés au bilan. La Société continue d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles :

Exercices	2018				2017			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes	113 024 \$	97 006 \$	89 677 \$	86 857 \$	120 886 \$	98 489 \$	91 571 \$	95 590 \$
Résultat opérationnel	6 697	6 629	4 644	5 408	8 678	7 694	11 584	7 596
Résultat opérationnel ajusté ¹	12 089	7 238	5 590	5 408	12 312	7 694	7 873	8 001
BAIIA ajusté ¹	19 369	13 563	12 032	11 940	19 181	13 851	14 095	14 321
Résultat net	5 858	626	3 163	4 027	8 895	8 175	9 519	5 179
Résultat net ajusté ¹	10 439	5 690	4 057	4 027	9 077	6 015	5 677	5 584
<i>En dollars par action</i>								
Bénéfice par action – de base et dilué	0,16	0,02	0,09	0,11	0,25	0,23	0,26	0,14
Bénéfice par action ajusté ¹	0,29	0,16	0,11	0,11	0,25	0,17	0,16	0,15
<i>En millions d'actions</i>								
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36,4	36,4	36,3	36,3	36,3	36,3	36,3	36,3

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Tendances saisonnières

Les activités de Héroux-Devtek connaissent habituellement un ralentissement au deuxième trimestre, comparativement aux autres trimestres, en raison de facteurs saisonniers comme les arrêts de production dans les usines et les vacances estivales, tandis que c'est au quatrième trimestre que le volume d'activité de la Société est généralement le plus élevé.

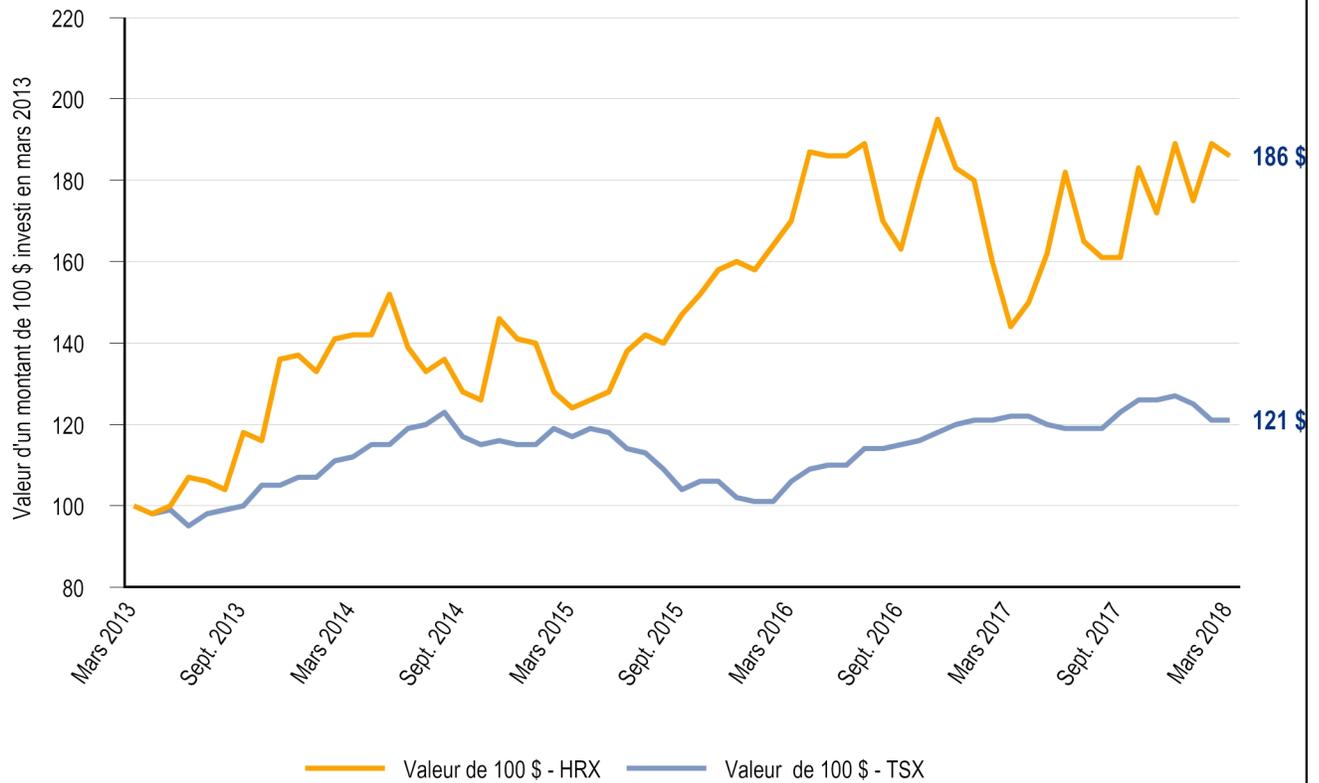
Le tableau qui suit présente les principales données financières pour les exercices clos les 31 mars :

	2018	2017	2016
Ventes	386 564 \$	406 536 \$	406 812 \$
Résultat opérationnel	23 378	35 552	37 783
Résultat opérationnel ajusté ¹	30 325	35 880	39 263
BAIIA ajusté ¹	56 904	61 448	64 070
Résultat net	13 674	31 768	26 641
Résultat net ajusté ¹	24 213	26 353	27 650
Bénéfice par action (\$) – de base et dilué	0,38	0,88	0,74
Bénéfice par action ajusté ¹ (\$)	0,67	0,73	0,77
Trésorerie et équivalents de trésorerie	93 209	42 456	19 268
Total de l'actif	632 162	607 286	609 403
Passifs financiers à long terme ²	137 388	138 257	156 267

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

² Représente la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, les instruments financiers dérivés à long terme ainsi que les passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite inclus dans les autres passifs.

HRX rendement du capital investi - 5 ans



RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le comité d'audit et le conseil d'administration le 23 mai 2018. Des renseignements supplémentaires concernant la Société, notamment la notice annuelle, peuvent être consultés sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com.

**ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS**

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de la direction	53
Rapport des auditeurs indépendants	54
États financiers consolidés	55
Notes aux états financiers consolidés	60
Note 1 Nature des activités et information sur la Société	60
Note 2 Base d'établissement	60
Note 3 Principales méthodes comptables	60
Note 4 Principales estimations et hypothèses comptables	70
Note 5 Acquisitions d'entreprises	71
Note 6 Aide gouvernementale	71
Note 7 Coût des ventes et frais de vente et d'administration	72
Note 8 Frais (produits) financiers nets	72
Note 9 Éléments non récurrents	73
Note 10 Bénéfice par action	74
Note 11 Stocks	74
Note 12 Instruments financiers dérivés	75
Note 13 Autres actifs	75
Note 14 Immobilisations corporelles	76
Note 15 Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	77
Note 16 Goodwill	78
Note 17 Comptes fournisseurs et charges à payer	79
Note 18 Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	79
Note 19 Provisions	79
Note 20 Dette à long terme	80
Note 21 Autres passifs	81
Note 22 Capital émis	82
Note 23 Cumul des autres éléments du résultat global	84
Note 24 Impôt sur le résultat	84
Note 25 Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	86
Note 26 Engagements	90
Note 27 Éventualités	90
Note 28 Variation nette des éléments hors trésorerie	91
Note 29 Information géographique	91
Note 30 Rémunération des principaux dirigeants	92
Note 31 Instruments financiers	92
Note 32 Gestion des risques financiers	93
Note 33 Risque lié à la gestion du capital	96

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints de Héroux-Devtek Inc. (la «Société») et toute autre information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»). Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion renferment certains éléments fondés sur les meilleures estimations et jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces éléments de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers consolidés et le rapport de gestion donnent une image fidèle, à tous les égards importants. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel est conforme à celle des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont libellés en milliers de dollars canadiens.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière («CIIF») et des contrôles et des procédures de communication de l'information («CPCI») pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS, et que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée et a été présentée de façon appropriée dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont aussi évalué l'efficacité des CIIF et des CPCI à la fin de l'exercice 2018. Au 31 mars 2018, la direction est d'avis que les CIIF et les CPCI fournissent une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS et que l'information importante liée à la Société a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion. En outre, selon cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont établi qu'il n'existait aucune faiblesse importante des CIIF et des CPCI. Toutefois, en raison des limites qui leur sont inhérentes, des anomalies pourraient ne pas être prévenues ou détectées par les CIIF.

Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels de Héroux-Devtek Inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité d'audit. Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières.

Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport des auditeurs externes et le rapport de gestion, de discuter de questions d'audit et de questions de présentation de l'information financière, de discuter des CIIF et des CPCI, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités. En outre, le comité d'audit est chargé d'examiner la pertinence des méthodes comptables ainsi que des estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, d'examiner les honoraires versés aux auditeurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à cet égard. Le comité d'audit fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs Ernst & Young, s.r.l./S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit afin de discuter de leur audit et de questions connexes.



Gilles Labbé, FCPA, FCA
Président et chef de la direction



Stéphane Arsenault, CPA, CA
Chef de la direction financière

Le 23 mai 2018

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

AUX ACTIONNAIRES DE HÉROUX-DEVTEK INC.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Héroux-Devtek Inc., qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2018 et 2017, et les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Héroux-Devtek Inc. aux 31 mars 2018 et 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates conformément aux Normes internationales d'information financière.

*Ernst & Young LLP*¹

Montréal (Québec)
Le 23 mai 2018

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121006

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Aux	Notes	31 mars 2018	31 mars 2017
Actif	20		
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		93 209 \$	42 456 \$
Comptes clients		73 469	71 135
Impôts à recevoir		1 412	1 228
Stocks	11	134 327	143 866
Instruments financiers dérivés	12	1 776	3 509
Autres actifs à court terme	13	6 456	7 365
		310 649	269 559
Immobilisations corporelles, montant net	6, 14	179 503	192 847
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	6, 15	35 856	45 467
Instruments financiers dérivés	12	3 421	292
Actifs d'impôt différé	24	7 388	9 964
Goodwill	16	91 137	86 049
Autres actifs à long terme	13	4 208	3 108
Total de l'actif		632 162 \$	607 286 \$
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer	17	65 057 \$	63 391 \$
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	18	2 534	2 556
Provisions	19	16 869	20 170
Avances de clients		12 577	6 442
Facturations progressives		2 945	1 924
Impôts à payer		3 023	1 106
Instruments financiers dérivés	12	389	2 055
Tranche à court terme de la dette à long terme	20	5 356	6 792
		108 750	104 436
Dette à long terme	20	125 685	127 347
Provisions	19	5 921	6 398
Instruments financiers dérivés	12	2 389	508
Passifs d'impôt différé	24	3 767	5 942
Autres passifs	21	6 616	6 787
		253 128	251 418
Capitaux propres			
Capital émis	22	78 105	77 217
Surplus d'apport		4 227	3 735
Cumul des autres éléments du résultat global	23	14 217	6 298
Résultats non distribués		282 485	268 618
		379 034	355 868
		632 162 \$	607 286 \$

Engagements et éventualités (notes 26 et 27)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Louis Morin
Administrateur



Gilles Labbé
Administrateur

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2018	2017
Ventes		386 564 \$	406 536 \$
Coût des ventes	6, 7, 11	325 288	338 567
Marge brute		61 276	67 969
Frais de vente et d'administration	6, 7	30 951	32 089
Éléments non récurrents	9	6 947	328
Résultat opérationnel		23 378	35 552
Frais (produits) financiers nets	8, 9	2 537	(546)
Résultat avant impôt sur le résultat		20 841	36 098
Charge d'impôt sur le résultat	9, 24	7 167	4 330
Résultat net		13 674 \$	31 768 \$
Bénéfice par action – de base et dilué	10	0,38 \$	0,88 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2018	2017
Autres éléments du résultat global :			
Éléments pouvant être reclassés en résultat net			
Gains (pertes) découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	23	5 860 \$	(11 435) \$
Couvertures de flux de trésorerie :	23		
Gains (pertes) sur évaluation des instruments financiers dérivés		4 450	(3 378)
Pertes nettes (gains nets) sur instruments financiers dérivés reclassés en résultat net		(3 704)	3 536
Impôt différé		(201)	(36)
		545	122
Gains (pertes) sur les couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	23	1 701	(1 310)
Impôt différé		(187)	133
		1 514	(1 177)
Éléments qui ne sont jamais reclassés en résultat net			
Régimes de retraite à prestations définies :			
Gains sur la réévaluation	25	261	5 078
Impôt différé		(68)	(1 355)
		193	3 723
Autres éléments du résultat global		8 112 \$	(8 767) \$
Résultat global			
Résultat net		13 674 \$	31 768 \$
Autres éléments du résultat global		8 112	(8 767)
Résultat global		21 786 \$	23 001 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2017	23	77 217 \$	3 735 \$	6 298 \$	268 618 \$	355 868 \$
Actions ordinaires :	22					
Émises dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat		590	—	—	—	590
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		298	(116)	—	—	182
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	—	608	—	—	608
Résultat net		—	—	—	13 674	13 674
Autres éléments du résultat global		—	—	7 919	193	8 112
Solde au 31 mars 2018		78 105 \$	4 227 \$	14 217 \$	282 485 \$	379 034 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2016	23	75 916 \$	3 283 \$	18 788 \$	233 127 \$	331 114 \$
Actions ordinaires :	22					
Émises dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat		571	—	—	—	571
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		730	(261)	—	—	469
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	—	713	—	—	713
Résultat net		—	—	—	31 768	31 768
Autres éléments du résultat global		—	—	(12 490)	3 723	(8 767)
Solde au 31 mars 2017		77 217 \$	3 735 \$	6 298 \$	268 618 \$	355 868 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2018	2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :			
Activités d'exploitation			
Résultat net		13 674 \$	31 768 \$
Éléments hors trésorerie :			
Charge d'amortissement	14, 15	26 579	25 568
Impôt différé	24	67	(1 604)
Pertes (gains) à la vente d'immobilisations corporelles et de logiciels		52	(262)
Réduction de valeur d'immobilisations corporelles	9, 14	886	—
Frais (produits) financiers nets hors trésorerie	8	758	(3 341)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	608	713
Flux de trésorerie d'exploitation		42 624	52 842
Variation nette des éléments hors trésorerie	28	13 498	3 306
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		56 122	56 148
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	14	(9 930)	(20 633)
Diminution (augmentation) nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	15	4 761	(3 774)
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles		173	304
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(4 996)	(24 103)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme		3 821	23 021
Remboursement de la dette à long terme		(4 634)	(32 797)
Frais engagés pour renouveler la facilité de crédit	20	(524)	—
Émission d'actions ordinaires	22	772	1 040
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(565)	(8 736)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		192	(121)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		50 753	23 188
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		42 456	19 268
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		93 209 \$	42 456 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités d'exploitation :			
Intérêts payés		2 359 \$	2 829 \$
Intérêts reçus		580 \$	34 \$
Impôts payés		5 282 \$	3 609 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2018 et 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

NOTE 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St-Charles Ouest, bureau 658, tour Est, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales («Héroux-Devtek» ou la «Société») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques des commandes de vol et de composantes critiques d'avions. Cela comprend également la fabrication de boîtiers pour systèmes électroniques, d'échangeurs de chaleur et de cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, de systèmes électro-optiques et de commandes moteurs des avions dans le cadre de ses activités de Magtron ainsi que de filtres pour fluides dans le cadre de ses activités de Bolton.

La Société exerce ses activités dans un secteur d'exploitation, soit le secteur de l'Aérospatiale.

NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des instruments financiers dérivés, qui ont été évalués à la juste valeur.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») publiées par l'International Accounting Standards Board («IASB») et ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 23 mai 2018.

Reclassement des chiffres correspondants de l'exercice précédent

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation au 31 mars 2018.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales, toutes en propriété exclusive. Les principales filiales en propriété exclusive de la Société comprises dans les présents états financiers consolidés sont les suivantes :

Nom	Emplacement géographique
Devtek Aerospace Inc.	Canada
HDI Landing Gear USA Inc.	États-Unis
APPH Limited	Royaume-Uni

Les filiales sont consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date de prise de contrôle par la Société, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date de cessation de ce contrôle. Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle de Héroux-Devtek Inc., selon des méthodes comptables uniformes.

Toutes les transactions intersociétés et tous les soldes de comptes intersociétés sont complètement éliminés.

NOTE 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. Devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens. Chaque entité de la Société comptabilise les transactions dans sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie.

La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek Inc. et de ses activités au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des établissements américains est le dollar américain, et celle des établissements au Royaume-Uni, la livre sterling. La monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel cette dernière exerce ses activités.

Conversion des transactions et des soldes de comptes

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Toutes les différences sont incluses dans les états des résultats consolidés.

Les éléments non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change à la date des transactions.

Conversion des états financiers des établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture, et les états des résultats sont convertis au taux de change moyen pour l'exercice. Les différences découlant de la conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à la vente des investissements nets connexes, pour être ensuite comptabilisées dans les états des résultats consolidés.

B. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

C. Stocks

Les stocks comprennent les matières premières, la main-d'œuvre directe et les coûts indirects de fabrication connexes.

Les stocks comprennent les matières premières, les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués au moindre du coût (méthode du coût unitaire, à l'exception de certaines matières premières évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

La méthode du coût unitaire est la méthode de coût selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés dans les états des résultats consolidés à mesure que les unités sont livrées. Les estimations de la valeur nette de réalisation sont fondées sur les données les plus fiables disponibles quant au montant des stocks que la Société prévoit réaliser. Ces estimations tiennent compte des fluctuations de prix ou de coût liées directement à des événements survenant après la date de clôture dans la mesure où de tels événements confirment des conditions existantes à la date de clôture.

D. Immobilisations corporelles

Actifs acquis

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant (voir le point H). Ces coûts peuvent comprendre le coût de remplacement d'une partie importante d'une immobilisation corporelle et, dans cette situation, la valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée. Les coûts comprennent également des coûts d'emprunt directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif admissible (voir le point F).

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif comme suit :

- Bâtiments et améliorations locatives – 5 à 50 ans
- Machinerie et équipement – 3 à 25 ans
- Outillage utilisé pour des contrats précis – selon les quantités préétablies dans le contrat, sans toutefois dépasser la moindre des deux valeurs suivantes : dix ans ou la durée d'utilité. Les quantités prévues au contrat sont évaluées au début du stade de production, en tenant compte notamment des commandes fermes et des options. La direction de la Société mène des examens trimestriels et annuels des quantités déterminées par contrat.
- Pièces d'outillage standard et générales – 3 à 5 ans
- Matériel roulant – 3 à 10 ans
- Matériel informatique et de bureau – 3 à 5 ans

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé à la cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le gain ou la perte lié à la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif) est inclus dans l'état des résultats consolidé de l'exercice au cours duquel l'actif est décomptabilisé. La

valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement de l'actif sont révisées et ajustées annuellement en fin d'exercice, ou lorsque certaines circonstances le justifient.

La valeur actuelle du coût prévu du démantèlement de l'actif après son utilisation est comprise dans le coût de l'actif respectif si les critères de comptabilisation d'une provision sont respectés. Se reporter au point L de la présente note et à la note 4, *Principales estimations et hypothèses comptables*, pour de plus amples informations sur la provision au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Actifs loués

Pour déterminer si un accord est un contrat de location ou contient un tel contrat, il faut se fonder sur la substance de l'accord à la date d'entrée en vigueur et établir si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs déterminés ou si l'accord confère le droit d'utiliser l'actif.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location-financement. Un contrat de location-financement est capitalisé à la date de prise d'effet du contrat à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les charges d'intérêts et la réduction de l'obligation liée au contrat de location. Les charges d'intérêts sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés. Les actifs loués capitalisés sont comptabilisés dans les catégories d'immobilisations corporelles correspondant à leur nature. Les actifs loués capitalisés sont amortis sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou sur la durée du contrat de location, selon la plus courte des deux, s'il n'y a pas de certitude raisonnable que la Société deviendra propriétaire des actifs avant l'expiration du contrat de location.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété n'est pas transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent.

E. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprennent les coûts de développement capitalisés, les relations clients et les contrats ainsi que les logiciels. Ils sont évalués au coût à leur comptabilisation initiale. Le coût des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Suivant la comptabilisation initiale, ils sont inscrits au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant.

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont amortis sur leur durée d'utilité et soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice que l'actif incorporel pourrait être déprécié. La période et la méthode d'amortissement des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont passées en revue chaque fin d'exercice ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Tout changement apporté à la durée d'utilité prévue ou au modèle prévu de consommation des avantages économiques futurs associés aux actifs incorporels à durée d'utilité déterminée est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Le gain ou la perte découlant de la décomptabilisation d'un actif incorporel correspond à la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif, et est comptabilisé dans les états des résultats consolidés.

Coûts de développement

Les coûts de développement liés à un contrat de vente en particulier sont capitalisés à titre d'actifs incorporels lorsque la Société peut démontrer :

- la faisabilité de l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'actif incorporel et de le mettre en service ou de le vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'actif;
- la façon dont l'actif générera des avantages économiques futurs;
- la disponibilité des ressources pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'actif incorporel;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les coûts de développement capitalisés (coûts de conception et de fabrication et autres coûts connexes) liés aux contrats de vente sont amortis en fonction des quantités prévues préétablies destinées à la vente. Ils sont présentés déduction faite de l'aide gouvernementale et des contributions des clients connexes.

Les quantités prévues destinées à la vente sont établies selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, en tenant compte, entre autres facteurs, des commandes fermes et des options existantes. La direction de la Société mène des examens trimestriels ainsi qu'un examen annuel détaillé, au quatrième trimestre, des quantités établies par contrat, des coûts de développement capitalisés liés aux contrats et de la recouvrabilité de ces coûts.

Suivant la comptabilisation initiale des coûts de développement capitalisés à titre d'actif, l'actif est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant. L'amortissement commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être utilisé. Habituellement, la phase de développement s'étend sur une période de 4 à 7 ans. Durant la période de développement, l'actif est soumis à un test de dépréciation annuel.

Relations clients et contrats

Les relations clients et les contrats sont amortis selon la méthode linéaire sur les durées d'utilité estimatives des relations clients et contrats connexes, ce qui représente une période d'au plus 12 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur une période de 3 à 7 ans.

F. Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent, sauf lorsqu'ils sont capitalisés à même le coût d'un actif admissible. Les coûts d'emprunt sont capitalisés lorsque la Société :

- engage des dépenses pour l'actif;
- engage des coûts d'emprunt;
- entreprend des activités indispensables à la préparation de l'actif préalablement à son utilisation ou à sa vente prévue, dans la mesure où ces activités sont menées sur une période dépassant le cycle opérationnel normal de la Société (12 mois).

Par contre, la Société cesse de capitaliser les coûts d'emprunt lorsque la quasi-totalité des activités indispensables à la préparation de l'actif admissible préalablement à son utilisation ou à sa vente prévue sont terminées.

G. Regroupement d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur des actifs cédés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels pris en charge sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais liés à l'acquisition associés aux regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins les pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie («UGT») de la Société ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise sont attribués à ces unités. Une UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque le goodwill fait partie d'une UGT et que l'entité cède une partie de l'entreprise au sein de cette unité, le goodwill associé à l'entreprise cédée est inclus dans la valeur comptable de cette entreprise aux fins du calcul du gain ou de la perte lié à la cession de l'entreprise. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'entreprise cédée et de la partie de l'UGT conservée.

H. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation le 31 mars ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Un test de dépréciation de l'exercice précédent peut être utilisé dans le test de dépréciation annuel lorsque des critères précis sont respectés. La dépréciation est établie en évaluant la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle se rapporte le goodwill. La valeur recouvrable d'une UGT est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour estimer la valeur d'utilité, qui consiste en des flux de trésorerie futurs dérivés du plus récent budget et du plan stratégique, qui couvrent une période de cinq ans, approuvés par la direction et le conseil d'administration de la Société. Ces flux de trésorerie futurs tiennent compte du rendement passé de chaque UGT, de la part de marché et des tendances économiques, des tendances du marché et de l'industrie, ainsi que des stratégies de l'entreprise. Un taux de croissance perpétuel est utilisé pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de cinq ans. Le taux de croissance perpétuel est établi en fonction des marchés particuliers auxquels l'UGT participe. Le taux d'actualisation utilisé par la Société pour les flux de trésorerie est un taux avant impôts reposant sur le coût moyen pondéré du capital se rapportant à chaque UGT, qui reflète l'évaluation actuelle, par le marché, i) de la valeur temps de l'argent et ii) des risques propres à l'actif. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Les pertes de valeur liées au goodwill ne peuvent être reprises dans des périodes futures.

Pour les actifs non financiers autres que le goodwill, la Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice que la valeur comptable pourrait être dépréciée. S'il existe un tel indice, la Société estime le montant recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité, et est établie pour un actif en particulier, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est établie par référence à la valeur d'utilité de l'UGT. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle selon un taux d'actualisation avant impôts qui reflète les évaluations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Ces calculs sont corroborés par des multiples d'évaluation ou d'autres indicateurs disponibles de la juste valeur.

En ce qui concerne les actifs non financiers autres que le goodwill, une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise si la valeur recouvrable estimée a changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. Cette valeur accrue ne peut dépasser la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement cumulé, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Cette reprise est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

I. Actifs financiers

Comptabilisation initiale

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net («JVBRN»), des prêts et créances («P&C») ou des instruments de couverture efficaces («couvertures»).

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables dans le cas d'un actif financier autre qu'à la JVBRN. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

JVBRN

Les actifs financiers à la JVBRN sont acquis dans le but d'être vendus à brève échéance. Ils comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Les actifs financiers à la JVBRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat.

P&C

Les P&C sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les P&C comprennent principalement les comptes clients. Les P&C sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Lorsqu'il existe une preuve objective que les P&C ont subi une perte de valeur (comme la probabilité d'une insolvabilité ou d'importantes difficultés financières du débiteur), la valeur de la perte correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés actualisée au taux d'intérêt effectif de l'actif financier (c.-à-d. le taux d'intérêt effectif calculé à la comptabilisation initiale). La valeur comptable de l'actif est réduite au moyen d'une provision pour créances douteuses, et la perte est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

Si, dans une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et que cette diminution peut être liée objectivement à un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise en ajustant la provision pour créances douteuses. Toute reprise ultérieure d'une perte de valeur est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

Couvertures

Les couvertures comprennent des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt. Elles sont comptabilisées à la juste valeur. La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

J. Passifs financiers

Passifs à la juste valeur

Les passifs financiers classés comme des passifs financiers à la JVBRN comprennent des instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Les gains et pertes sur les couvertures sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Autres passifs financiers

Les dettes et les comptes fournisseurs et charges à payer sont initialement comptabilisés à la juste valeur, moins les coûts de transaction directement attribuables, lorsqu'ils n'ont pas été désignés à la JVBRN.

Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation sous-jacente au passif est acquittée, annulée ou a pris fin.

K. Instruments financiers dérivés et couvertures

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, comme les contrats de change à terme, les swaps de taux d'intérêt, les swaps de devises et de taux d'intérêt et les swaps sur actions, pour couvrir ses risques associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt et aux autres fluctuations de prix. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé est passé. Ils sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à titre d'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, et à titre de passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Couvertures de flux de trésorerie

Aux fins de la comptabilité de couverture, toutes les couvertures sont classées comme couvertures de flux de trésorerie sauf en ce qui concerne les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger (voir ci-dessous). La couverture de l'exposition liée à la variabilité des flux de trésorerie est attribuable à un risque associé à un passif comptabilisé ou à une transaction en devises prévue très probable.

Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et consigne officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui sous-tendent la couverture. Cela comprend l'identification de l'instrument de couverture, de la transaction couverte ou de l'élément couvert, de la nature du risque couvert et de la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de la couverture. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie et sont appréciées trimestriellement afin d'établir si elles ont effectivement été hautement efficaces tout au long des périodes désignées.

La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés lorsque la transaction couverte a une incidence sur le résultat, comme c'est le cas lorsque le produit financier couvert ou les frais financiers couverts sont comptabilisés ou lorsqu'une vente prévue se réalise. S'il n'est plus probable que la transaction prévue ou l'engagement ferme se réalise, les montants antérieurement comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés.

Couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société désigne une partie de la dette à long terme à titre de couverture de ses investissements nets dans des établissements à l'étranger. La partie des gains ou pertes sur l'élément de couverture qui est considérée comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés à la cession des investissements nets connexes.

L. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) 1) résultant d'un événement passé, 2) lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et 3) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge liée à toute provision est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, diminuée de tout remboursement.

Si la date prévue de règlement dépasse 12 mois à partir de la date de comptabilisation, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux courant avant impôts qui reflète les risques propres au passif. Lorsque les provisions sont actualisées, leur actualisation attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que frais financiers. Les provisions sont examinées périodiquement et ajustées au besoin.

Contrats déficitaires

Ils représentent des marges négatives anticipées sur des contrats en cours ou dans le carnet de commandes (bons de commande fermes des clients).

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'un des sites de fabrication au Canada. La valeur actuelle de ces obligations est évaluée au cours de l'exercice pendant lequel les coûts sont identifiés et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur valeur actuelle. La valeur actuelle des obligations correspond à la somme des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés liés aux coûts afférents aux obligations juridiques relatives à la remise en état future. Les coûts de mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité. La charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers à mesure qu'elle survient. Les coûts de démantèlement futurs estimatifs sont passés en revue chaque année et ajustés au besoin. Les variations des coûts futurs estimatifs sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés lorsqu'elles surviennent.

Garantie liée aux produits

Cette provision couvre le coût des défauts connus ou prévus des produits selon les modalités de garantie.

Litiges et autres

En raison de la nature de ses activités, dont l'achat ou la vente d'entreprises, la Société est exposée au risque de litiges techniques et commerciaux. Selon l'information dont elle disposait à la date de clôture, la Société a effectué un examen des risques financiers auxquels elle pourrait être exposée. La provision comptabilisée couvre les risques liés à ces litiges.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a mis en œuvre un plan de restructuration détaillé qui a été communiqué de façon suffisamment détaillée pour créer une obligation implicite. Une provision pour restructuration ne comprend que les coûts directement liés au plan de restructuration, et est mesurée selon la meilleure estimation du montant requis pour régler les obligations de la Société.

M. Facturations progressives

Les facturations progressives représentent les montants reçus des clients en contrepartie des coûts engagés à l'égard de contrats précis. Ces montants sont reclassés dans les ventes au moment où les unités connexes sont livrées et facturées aux clients.

N. Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés à la dette à long terme sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur une période de cinq ans, ce qui représente la durée de la dette à long terme connexe.

O. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Le coût des services rendus au cours de l'exercice et des services passés liés à ces régimes de retraite est comptabilisé dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration au poste «Charges du personnel» dans les états des résultats consolidés, tandis que les frais d'administration liés à ces régimes de retraite sont inclus dans les frais de vente et d'administration. Les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts nets sur le surplus ou le déficit net sont comptabilisés dans les frais financiers.

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, qui fait appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés, les taux d'actualisation et d'autres facteurs actuariels.

Les passifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite compris dans les autres passifs aux bilans consolidés représentent la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies, moins la juste valeur des actifs des régimes.

Les réévaluations des régimes à prestations définies comprennent les gains et les pertes actuariels, les changements dans l'effet du plafonnement de l'actif ainsi que le rendement des actifs des régimes à l'exclusion du montant compris dans l'intérêt net sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies. Les réévaluations sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où elles sont réalisées.

Les coûts des services passés découlant des modifications apportées aux régimes sont comptabilisés en totalité dans les états des résultats consolidés.

P. Rémunération fondée sur des actions

Régime d'option sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises en faveur des dirigeants et employés clés. La Société utilise un modèle binomial pour déterminer, au moment de l'attribution, la juste valeur des options sur actions, laquelle est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition à l'aide du mode d'amortissement graduel. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans le surplus d'apport.

Régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat

La Société offre un régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat qui permet aux membres clés de la direction de souscrire, au moyen de retenues salariales, lesquelles ne peuvent excéder 10 % de leur salaire annuel de base, un certain nombre d'actions ordinaires émises par la Société. Le prix de souscription des actions ordinaires représente 90 % du cours de clôture moyen (fondé sur les cinq jours précédents) de l'action ordinaire de la Société à la Bourse de Toronto («TSE»). Les actions ordinaires ainsi émises sont comptabilisées dans le capital émis. En outre, la Société verse un montant égal à 50 % des cotisations des employés sous forme d'actions ordinaires additionnelles acquises à la TSE au cours du marché. La cotisation de la Société ne peut excéder 4 % du salaire de base annuel des employés. Les actions ordinaires achetées par la Société au nom des employés sont comptabilisées dans les frais de vente et d'administration.

Régime d'unités d'action différées («UAD»)

La Société offre un régime d'UAD en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir une rémunération à la fin de leur mandat, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente un montant en numéraire égal à une fois le cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD.

Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice, de convertir jusqu'à concurrence de 100 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à l'exercice et au paiement des UAD à la fin du mandat de chacun des administrateurs.

Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

La Société offre un régime d'UAR dans le cadre du régime de rémunération incitative à l'intention des dirigeants et des employés clés. Les UAR sont acquises sur une période de trois ans. Les UAR permettent aux participants de recevoir une rémunération à la date d'expiration ou de cessation d'emploi qui représente un montant en numéraire égal au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAR dont les droits sont acquis, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles financières.

Les UAR sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'au paiement ou à l'annulation des UAR à la date d'expiration ou de cessation d'emploi.

Q. Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les avantages économiques iront à la Société et qu'ils peuvent être évalués de façon fiable. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, compte non tenu des droits et des taxes de vente. Toutefois, des critères spécifiques de comptabilisation doivent également être respectés pour que les produits puissent être comptabilisés. Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de biens, qui comprennent les travaux d'entretien et de remise à neuf, sont comptabilisés lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur, le prix de la vente est déterminable et le recouvrement est raisonnablement assuré. En général, ces conditions sont satisfaites à la livraison des biens.

R. Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, qui comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt, les subventions ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales, est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions connexes seront respectées. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un élément de charge, elle est comptabilisée en tant que réduction de la charge au cours de la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement l'aide gouvernementale aux coûts qu'elle est censée subventionner. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un actif, elle est déduite du coût de l'actif connexe.

Les prêts non remboursables sous conditions des autorités gouvernementales sont comptabilisés à titre d'aide gouvernementale s'il existe une assurance raisonnable que l'entité remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt.

Les avantages découlant des prêts consentis par des autorités gouvernementales assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspondent, à la date d'octroi, à la différence entre la trésorerie reçue et le montant auquel les prêts sont initialement comptabilisés dans le bilan consolidé. À la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspond à la valeur actuelle de tous les décaissements futurs de trésorerie, actualisés à l'aide du taux d'intérêt du marché en vigueur pour un instrument similaire ayant une notation semblable.

Après la comptabilisation initiale, le prêt est comptabilisé comme un passif financier évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les remboursements sont fondés essentiellement sur la croissance des ventes de la Société, ou sur les ventes de programmes particuliers. Les hypothèses sous-jacentes aux ventes prévues, qui sont passées en revue au moins une fois l'an, servent à établir le calendrier des remboursements prévus. Lorsque le calendrier des remboursements prévus est modifié, la Société recalcule la valeur comptable du prêt en utilisant le taux d'intérêt effectif initial, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé dans les frais financiers.

S. Impôt sur le résultat

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible se rapportant à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière. Des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles et imposables, sauf :

- lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le résultat comptable ni sur le résultat imposable;
- en ce qui concerne les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales, lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle les différences temporaires se résorberont et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les autres différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera réalisé, contre lequel la Société pourra appliquer les différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est examinée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif est réalisé ou le passif réglé, selon les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé associé à des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé directement dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible contre les passifs d'impôt exigible et si l'impôt différé concerne des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable. Tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés comme étant à long terme.

Taxes de vente

Les ventes, les charges et les actifs sont comptabilisés compte non tenu du montant des taxes de vente, sauf lorsque les taxes de vente payables sur l'achat de biens ou de services ne sont pas recouvrables auprès des administrations fiscales, auquel cas les taxes de vente sont comptabilisées dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans la charge connexe, selon le cas.

Les comptes clients et les comptes fournisseurs sont comptabilisés compte tenu du montant des taxes de vente, le cas échéant.

Le montant net des taxes de vente recouvrables auprès de l'administration fiscale, ou payables à celle-ci, est compris dans les autres actifs à court terme ou les comptes fournisseurs et charges à payer dans le bilan consolidé.

T. Bénéfice par action

Le bénéfice par action est déterminé à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action tient compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Cette méthode suppose que le produit provenant des options sur actions dans le cours serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'exercice.

U. Modifications futures des méthodes comptables

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'International Accounting Standards Board («IASB») a finalisé la révision en trois volets de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, en vue de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Le premier volet, classement et évaluation, établit une approche logique pour le classement des actifs financiers qui reflète les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique de l'actif détenu. Cette approche unique, fondée sur des principes, remplace les dispositions existantes axées sur des règles qui sont en général considérées comme trop complexes et difficiles à appliquer.

Le deuxième volet, dépréciation, présente un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées en temps opportun.

Le troisième volet, comptabilité de couverture, représente une refonte importante de la comptabilité de couverture qui aligne le traitement comptable avec les activités de gestion des risques, permettant aux entités de mieux rendre compte de ces activités dans leurs états financiers.

La Société a terminé son évaluation de l'IFRS 9 et a conclu que la norme n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés. La Société intégrera les nouvelles obligations en matière d'informations à fournir de l'IFRS 9 lors de son adoption, le 1^{er} avril 2018.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2015, l'IAS a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Le principe de base de la nouvelle norme est qu'une société doit comptabiliser ses produits des activités ordinaires afin de refléter le transfert des biens ou des services aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La nouvelle norme se traduira également par une amélioration des informations à fournir sur les produits des activités ordinaires, elle fournira des lignes directrices à l'égard de transactions qui n'étaient pas antérieurement visées d'emblée (notamment, les produits des activités ordinaires tirés de la prestation de services et les modifications de contrats) et améliorera les dispositions d'application pour les contrats à éléments multiples.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2018. Au cours de l'exercice 2018, la Société a terminé son analyse de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15. La nouvelle norme n'entraînera pas de changements importants, sauf en ce qui a trait aux obligations en matière d'informations à fournir.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. La nouvelle norme représente une révision importante de la façon dont une société comptabilise les contrats de location, elle établit les principes que doivent appliquer les deux parties à un contrat, soit le client (le preneur) et le fournisseur (le bailleur), afin de fournir l'information pertinente à propos des contrats de location de manière à représenter fidèlement ces transactions. Pour atteindre cet objectif, un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. La plupart des contrats de location seront comptabilisés au bilan consolidé de la Société. Certaines exemptions s'appliqueront aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur. La Société prévoit que l'adoption de la norme aura une incidence sur le bilan et l'état des résultats puisque tous les contrats de location simple seront capitalisés avec une obligation locative correspondante, alors que les charges locatives seront remplacées par l'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation et une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe.

La Société doit appliquer cette norme de façon rétrospective pour son exercice commençant le 1^{er} avril 2019. Plusieurs contrats de location de la Société sont déjà comptabilisés au bilan consolidé de la Société à titre de contrats de location-financement. Certains autres contrats de location simple devront être comptabilisés au bilan. La Société continue d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

NOTE 4. PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

A. Dépréciation des actifs non financiers

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 16.

B. Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

C. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 25.

D. Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

E. Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

F. Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction des ventes de certains programmes ou secteurs de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance future des ventes de ces programmes ou secteurs sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le taux d'intérêt effectif et le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine («OEM»), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

NOTE 5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Entente visant l'acquisition de CESA

Le 2 octobre 2017, la Société a annoncé la conclusion d'une entente visant l'acquisition de Compañia Española de Sistemas Aeronauticos S.A. («CESA»), filiale d'Airbus SE, pour un montant de 140 000 € (222 000 \$). CESA, dont le siège social est situé à Madrid, en Espagne, compte parmi les grands fournisseurs européens de systèmes de mécanique des fluides et de systèmes électromécaniques pour l'industrie aérospatiale avec des ventes annuelles s'élevant à environ 94 000 € (149 000 \$). Ses principales gammes de produits sont les systèmes de trains d'atterrissage, les systèmes d'actionnement et les systèmes hydrauliques.

La transaction sera financée au moyen de ce qui suit :

- un emprunt à terme subordonné non garanti de 50 000 \$ d'une durée de sept ans consenti par le Fonds de solidarité FTQ;
- la prise en charge d'une dette d'environ 46 000 \$;
- la facilité de crédit existante de la Société, dont le montant confirmé sera augmenté pour être porté à 250 000 \$;
- le solde de trésorerie disponible de la Société.

La clôture de la transaction devrait avoir lieu au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2019 de la Société, sous réserve de certaines approbations réglementaires, notamment l'autorisation du Conseil des ministres du gouvernement espagnol.

Entente visant l'acquisition de Beaver

Le 27 février 2018, la Société a annoncé la conclusion d'une entente visant l'acquisition auprès de Phillips Service Industries Inc. des actions de Beaver Aerospace & Defense Inc. et de sa filiale en propriété exclusive PowerTHRU Inc. («Beaver»), au prix d'achat d'environ 23 500 \$ US (30 000 \$). La transaction sera financée au moyen de la facilité de crédit renouvelable existante de la Société, et la clôture de l'acquisition devrait avoir lieu au cours du premier trimestre de l'exercice 2019 de la Société, sous réserve des ajustements de clôture habituels et de certaines approbations réglementaires.

Ces transactions exposent la Société à de nouveaux risques de change et de taux d'intérêt. Se reporter à la note 32 pour de plus amples renseignements sur ces risques et la façon dont ils sont atténués. En ce qui concerne ces acquisitions, la Société a engagé des frais liés aux acquisitions qui sont présentés à la note 9.

NOTE 6. AIDE GOUVERNEMENTALE

L'aide gouvernementale déduite du coût des actifs connexes ou portée en réduction des charges se présente comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	332 \$	197 \$
Immobilisations corporelles	619	1 499
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	1 929	2 828

L'aide gouvernementale comprend des crédits d'impôt à la recherche et au développement, d'autres crédits et des subventions.

NOTE 7. COÛT DES VENTES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les principaux éléments de ces charges s'établissent comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Matières premières et pièces achetées	140 361 \$	144 135 \$
Charges du personnel	126 292	135 769
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (notes 14 et 15)	26 579	25 568
Autres	63 007	65 184
	356 239 \$	370 656 \$

Les gains ou pertes de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises sont inclus dans les frais de vente et d'administration de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, le gain de change s'est élevé à 148 \$ (2 874 \$ en 2017).

NOTE 8. FRAIS (PRODUITS) FINANCIERS NETS

Les frais (produits) financiers nets se présentent comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	2 300 \$	2 253 \$
Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés (note 9)	344	—
Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales (notes 9 et 20)	(1 834)	(6 375)
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 25)	153	330
Amortissement des frais de financement différés	238	319
Autres frais (produits) financiers hors trésorerie	(443)	132
Frais (produits) financiers nets hors trésorerie	758	(3 341)
Charges d'intérêts	2 299	2 447
Gains nets sur certains instruments financiers dérivés (note 9)	(255)	—
Commission d'attente	315	382
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(580)	(34)
	2 537 \$	(546) \$

NOTE 9. ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

Les éléments non récurrents se présentent comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Éléments non récurrents du résultat opérationnel		
Frais de restructuration	4 990 \$	3 634 \$
Frais liés aux acquisitions	1 957	—
Gain au règlement d'un litige	—	(5 247)
Frais juridiques et autres honoraires professionnels	—	1 941
	6 947 \$	328 \$
Éléments non récurrents des frais (produits) financiers nets		
Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés	89 \$	— \$
Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales	— \$	(6 375) \$
	89 \$	(6 375) \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat		
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis	4 912 \$	— \$
	4 912 \$	— \$

Frais de restructuration

En mars 2018, la Société a annoncé des ajustements d'effectifs visant une soixantaine d'employés à son usine de Longueuil à la suite du non-renouvellement du contrat conclu avec l'armée de l'air américaine. Ces ajustements d'effectifs ainsi que d'autres coûts liés à la diminution du volume ont entraîné des frais de restructuration de 4 990 \$ qui ont été comptabilisés au cours du trimestre, notamment des prestations de cessation d'emploi de 2 729 \$ et d'autres coûts liés à la réduction du volume de 2 261 \$. La partie impayée de ces frais de restructuration, qui se chiffrait à 2 545 \$ au 31 mars 2018, est incluse dans les autres passifs et les provisions à court terme au bilan consolidé de la Société. Se reporter à la note 19, sous le poste «Autres».

En février 2017, après les réductions des cadences de production de certains programmes d'avions annoncés par des OEM, la Société a annoncé des ajustements d'effectifs visant environ 90 employés de ses bureaux et usines. Cette mesure, qui a été réalisée au cours de l'année civile 2017, a entraîné des frais de restructuration de 3 634 \$, essentiellement des coûts liés au personnel.

Frais liés aux acquisitions

Au cours de l'exercice 2018, la Société a engagé des frais liés aux acquisitions de 1 957 \$. Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs aux ententes visant l'acquisition de CESA et de Beaver. Se reporter à la note 5 pour de plus amples renseignements.

Gain au règlement d'un litige, frais juridiques et autres honoraires professionnels

En janvier 2016, la Société a déposé une demande d'arbitrage relativement à des déclarations et à des garanties. Au cours de l'exercice 2017, la Société a conclu une entente sans arbitrage avec la contrepartie, qui a donné lieu à un règlement favorable de 4 000 \$ US (5 247 \$). Les frais juridiques et autres honoraires professionnels non récurrents engagés au cours de l'exercice 2017 ont totalisé 1 941 \$.

Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés

Ces pertes se rapportent à certains instruments financiers acquis dans le but d'atténuer le risque de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement de l'entente visant l'acquisition de CESA. Se reporter à la note 32 pour plus de détails.

Prêts des autorités gouvernementales

Se reporter à la note 20 pour plus de détails sur la modification des hypothèses sous-jacentes à l'évaluation des prêts des autorités gouvernementales pendant l'exercice 2017.

Autre incidence fiscale découlant des éléments non récurrents

Au cours de l'exercice 2018, la charge d'impôt sur le résultat de la Société incluait un ajustement du taux d'imposition lié à la réforme fiscale aux États-Unis de 4 912 \$. Se reporter à la note 24 pour plus de détails.

NOTE 10. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice de base et dilué par action pour les exercices :

	2018	2017
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	36 154 272	36 071 025
Effet dilutif des options sur actions de la Société	177 342	213 282
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36 331 614	36 284 307
Options exclues du calcul du bénéfice dilué par action ¹	356 500	113 000

¹ Exclues du calcul du bénéfice dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

NOTE 11. STOCKS

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Matières premières	62 902 \$	63 879 \$
Produits en cours	69 118	76 662
Produits finis	2 307	3 325
	134 327 \$	143 866 \$

Le montant des stocks comptabilisés à titre de coût des ventes pour l'exercice clos le 31 mars 2018 s'est élevé à 267 753 \$ (284 689 \$ en 2017).

Les provisions liées aux stocks se présentent comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Provisions constatées à titre de coût des ventes	7 312 \$	8 502 \$
Reprises de provisions d'exercices antérieurs	13 639	12 364

Pour l'exercice 2018, les reprises de provisions d'exercices antérieurs comprennent des charges de 5 568 \$ (5 411 \$ en 2017) relativement à des produits livrés ou ayant fait l'objet d'une radiation au cours de l'exercice, à l'égard desquels une provision pour perte de valeur a été comptabilisée au cours d'exercices antérieurs pour les ramener à leur valeur nette de réalisation, sans incidence sur le résultat. Elles comprennent aussi le résultat de la réévaluation, à chaque date de clôture, de la valeur nette de réalisation des stocks en fonction des contrats de vente et des coûts de fabrication connexes. La réévaluation tient compte des variations du prix de vente et du nombre d'unités à livrer en vertu des contrats conclus, de même que de la baisse des coûts de production résultant de l'amélioration des processus de fabrication.

NOTE 12. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Actifs à court terme		
Contrats de change à terme	1 776 \$	1 766 \$
Swap sur actions	—	1 743
	1 776 \$	3 509 \$
Actifs à long terme		
Contrats de change à terme	1 172 \$	292 \$
Swap sur actions	2 249	—
	3 421 \$	292 \$
Passifs à court terme		
Contrats de change à terme	382 \$	1 905 \$
Swaps de taux d'intérêt	7	150
	389 \$	2 055 \$
Passifs à long terme		
Contrats de change à terme	76 \$	396 \$
Swaps de devises et de taux d'intérêt	2 313	112
	2 389 \$	508 \$

NOTE 13. AUTRES ACTIFS

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	523 \$	1 371 \$
Taxes de vente à recevoir	1 676	1 028
Frais payés d'avance	3 614	3 917
Autres	643	1 049
Autres actifs à court terme	6 456 \$	7 365 \$
Crédits d'impôt à recevoir	3 165	3 108
Autres	1 043	—
Autres actifs à long terme	4 208 \$	3 108 \$

NOTE 14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2017	6 502 \$	90 553 \$	233 182 \$	14 607 \$	4 915 \$	349 759 \$
Acquisitions	—	1 034	10 984	1 299	(2 626)	10 691
Aide gouvernementale (note 6)	—	(15)	(557)	(47)	—	(619)
Mises hors service et cessions	—	(1 018)	(7 078)	(1 244)	—	(9 340)
Incidence des variations des taux de change	(2)	(465)	(1 120)	(41)	19	(1 609)
Au 31 mars 2018	6 500 \$	90 089 \$	235 411 \$	14 574 \$	2 308 \$	348 882 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2017	— \$	26 769 \$	121 797 \$	8 346 \$	— \$	156 912 \$
Charge d'amortissement	—	3 770	15 234	1 811	—	20 815
Réduction de valeur (note 9)	—	—	886	—	—	886
Mises hors service et cessions	—	(1 005)	(6 979)	(1 169)	—	(9 153)
Incidence des variations des taux de change	—	(102)	43	(22)	—	(81)
Au 31 mars 2018	— \$	29 432 \$	130 981 \$	8 966 \$	— \$	169 379 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2018	6 500 \$	60 657 \$	104 430 \$	5 608 \$	2 308 \$	179 503 \$

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2016	6 530 \$	75 660 \$	231 424 \$	13 184 \$	14 448 \$	341 246 \$
Acquisitions	—	14 921	13 918	1 512	(9 457)	20 894
Aide gouvernementale (note 6)	—	(127)	(1 363)	(9)	—	(1 499)
Mises hors service et cessions	—	(415)	(10 927)	(107)	—	(11 449)
Incidence des variations des taux de change	(28)	514	130	27	(76)	567
Au 31 mars 2017	6 502 \$	90 553 \$	233 182 \$	14 607 \$	4 915 \$	349 759 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2016	— \$	23 731 \$	117 625 \$	6 747 \$	— \$	148 103 \$
Charge d'amortissement	—	3 472	15 077	1 684	—	20 233
Mises hors service et cessions	—	(476)	(10 824)	(107)	—	(11 407)
Incidence des variations des taux de change	—	42	(81)	22	—	(17)
Au 31 mars 2017	— \$	26 769 \$	121 797 \$	8 346 \$	— \$	156 912 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2017	6 502 \$	63 784 \$	111 385 \$	6 261 \$	4 915 \$	192 847 \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Acquisitions brutes	10 691 \$	20 894 \$
Aide gouvernementale (note 6)	(619)	(1 499)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	10 072	19 395
Variation des acquisitions non payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres et autres passifs à la fin de l'exercice (note 18)	(142)	1 238
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	9 930 \$	20 633 \$

Au 31 mars 2018, le coût de la machinerie, de l'équipement et de l'outillage comprenait des actifs acquis aux termes de contrats de location-financement d'un montant de 40 151 \$ (40 184 \$ au 31 mars 2017) dont l'amortissement cumulé s'élevait à 6 847 \$ (4 038 \$ au 31 mars 2017).

Aux 31 mars 2018 et 2017, la construction en cours comprenait essentiellement le coût lié à la machinerie et à l'équipement. Au 31 mars 2018, le coût des immobilisations corporelles encore utilisées et entièrement amorties était de 87 188 \$ (84 826 \$ au 31 mars 2017).

NOTE 15. ACTIFS INCORPORELS À DURÉE D'UTILITÉ DÉTERMINÉE

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2017	37 073 \$	17 773 \$	23 918 \$	78 764 \$
Acquisitions	1 053	1 523	—	2 576
Financement de clients	(7 005)	—	—	(7 005)
Aide gouvernementale (note 6)	—	(332)	—	(332)
Mises hors service et cessions	—	(520)	—	(520)
Incidence des variations des taux de change	39	197	1 486	1 722
Au 31 mars 2018	31 160 \$	18 641 \$	25 404 \$	75 205 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2017	10 907 \$	12 902 \$	9 488 \$	33 297 \$
Charge d'amortissement	586	1 683	3 495	5 764
Mises hors service et cessions	—	(482)	—	(482)
Incidence des variations des taux de change	—	49	721	770
Au 31 mars 2018	11 493 \$	14 152 \$	13 704 \$	39 349 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2018	19 667 \$	4 489 \$	11 700 \$	35 856 \$

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2016	35 365 \$	16 211 \$	26 061 \$	77 637 \$
Acquisitions	2 026	2 265	—	4 291
Financement de clients	(320)	—	—	(320)
Aide gouvernementale (note 6)	—	(197)	—	(197)
Mises hors service et cessions	—	(295)	—	(295)
Incidence des variations des taux de change	2	(211)	(2 143)	(2 352)
Au 31 mars 2017	37 073 \$	17 773 \$	23 918 \$	78 764 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2016	10 122 \$	11 865 \$	6 905 \$	28 892 \$
Charge d'amortissement	785	1 339	3 211	5 335
Mises hors service et cessions	—	(295)	—	(295)
Incidence des variations des taux de change	—	(7)	(628)	(635)
Au 31 mars 2017	10 907 \$	12 902 \$	9 488 \$	33 297 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2017	26 166 \$	4 871 \$	14 430 \$	45 467 \$

NOTE 16. GOODWILL

Le goodwill a évolué comme suit au cours des exercices :

	2018	2017
Solde au début de l'exercice	86 049 \$	93 253 \$
Incidence des variations des taux de change	5 088	(7 204)
Solde à la fin de l'exercice	91 137 \$	86 049 \$

La valeur comptable nette du goodwill était affectée aux UGT suivantes aux :

	31 mars 2018	31 mars 2017
Aérospatiale – UGT Trains d'atterrissage	87 282 \$	82 301 \$
Aérospatiale – Autres UGT	3 855	3 748
Goodwill	91 137 \$	86 049 \$

Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables dans le cadre des tests de dépréciation effectués au 31 mars 2018 :

	Taux d'actualisation avant impôts	Taux de croissance perpétuel
Aérospatiale – UGT Trains d'atterrissage	15,0 %	2,8 %
Aérospatiale – Autres UGT	15,5 % et 16,2 %	2,8 %

Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour chaque UGT, les changements du taux d'actualisation ou du taux de croissance perpétuel utilisés dans les derniers tests qui auraient été nécessaires afin de recouvrer la valeur comptable de chaque UGT au 31 mars 2018 :

	Hausse du taux d'actualisation avant impôt	Baisse du taux de croissance perpétuel
Aérospatiale – UGT Trains d'atterrissage	1,6 %	1,5 %
Aérospatiale – Autres UGT	0,1 % et 24 %	0,1 % et - %

NOTE 17. COMPTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Comptes fournisseurs ¹	41 645 \$	40 966 \$
Charges à payer ²	23 412	22 425
Comptes fournisseurs et charges à payer	65 057 \$	63 391 \$

¹ Les comptes fournisseurs sont généralement réglés dans un délai de 30 à 60 jours.

² Les charges à payer comprennent principalement des passifs liés au personnel.

NOTE 18. COMPTES FOURNISSEURS – AUTRES ET AUTRES PASSIFS

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Machinerie et équipement non payés	2 364 \$	2 222 \$
Produits différés	154	129
Autres	16	205
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	2 534 \$	2 556 \$

NOTE 19. PROVISIONS

	Contrats déficitaires	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Garantie liée aux produits	Autres (notes 9 et 26)	Total
Au 31 mars 2017	110 \$	6 056 \$	8 409 \$	11 993 \$	26 568 \$
Constituées au cours de l'exercice (note 9)	199	118	1 238	3 122	4 677
Charges d'intérêts au titre de la désactualisation	—	139	—	—	139
Utilisées	(70)	(110)	(892)	(4 214)	(5 286)
Reprises	—	—	(1 679)	(1 627)	(3 306)
Ajustements du taux d'actualisation	—	(433)	—	—	(433)
Incidence des variations des taux de change	4	—	380	47	431
Au 31 mars 2018	243 \$	5 770 \$	7 456 \$	9 321 \$	22 790
Moins : tranche à court terme	243	—	7 456	9 170	16 869
Tranche à long terme	— \$	5 770 \$	— \$	151 \$	5 921 \$

NOTE 20. DETTE À LONG TERME

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité de crédit»)	54 155 \$	55 856 \$
Prêts des autorités gouvernementales	52 540	49 133
Obligations en vertu de contrats de location-financement	25 269	29 787
Frais de financement différés, montant net	(923)	(637)
	131 041	134 139
Moins : tranche à court terme	5 356	6 792
Dettes à long terme	125 685 \$	127 347 \$

Facilité de crédit

Les modalités pertinentes de la facilité de crédit et les montants prélevés sur celle-ci sont comme suit :

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Limite, en dollars canadiens ou l'équivalent, en dollars américains, en euros ou en livres sterling ¹	200 000 \$	200 000 \$
Montants prélevés en dollars américains		
Montant	42 000 \$ US	42 000 \$ US
Taux	LIBOR + 1,125 %	LIBOR + 1,4 %
Taux effectif	3,0 %	2,4 %

¹⁾ Comprend une clause accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit jusqu'à un montant de 300 millions de dollars tout au long de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Au cours de l'exercice 2018, la Société a conclu avec son syndicat bancaire une entente visant à prolonger la durée de la facilité de crédit jusqu'au 24 mai 2022. Le montant autorisé demeure 200 000 \$ et la plupart des autres modalités importantes sont inchangées, bien que le montant de la clause accordéon, qui est assujettie à l'approbation des prêteurs, ait augmenté pour passer de 75 000 \$ à 100 000 \$. Des frais de financement totalisant 524 \$ ont été différés et sont amortis sur la durée des prêts visés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La facilité de crédit est garantie par la totalité des actifs de la Société et de ses filiales.

Prêts des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été contractés en vertu de certains programmes du gouvernement fédéral et de programmes industriels du gouvernement provincial afin de promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements sont fondés essentiellement sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou certaines gammes de produits de Héroux-Devtek. Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année.

Au cours des exercices 2018 et 2017, les ajustements suivants ont été apportés aux hypothèses :

- Au 31 mars 2018, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement de certains prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte d'hypothèses révisées principalement à l'égard des prévisions de ventes. Cet ajustement a donné lieu à un gain hors trésorerie de 1 834 \$, qui est inclus dans les frais (produits) financiers nets (voir la note 8).
- Au 31 mars 2017, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement de l'un de ses prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte essentiellement d'une entente conclue avec l'autorité gouvernementale en question qui prolonge de trois ans la période d'investissement du prêt. Cet ajustement a donné lieu à un gain hors trésorerie de 6 375 \$, qui est inclus dans les frais (produits) financiers nets (voir la note 8) et qui a été classé par la direction comme un élément non récurrent (voir la note 9).

Les prêts des autorités gouvernementales ne portent habituellement pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché. Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

Les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts se situaient dans une fourchette de 2,2 % à 7,2 % au 31 mars 2018 (2,5 % à 7,2 % au 31 mars 2017).

Contrats de location-financement

Les obligations en vertu de contrats de location-financement portaient intérêt à des taux fixes variant de 2,4 % à 3,7 % au 31 mars 2018 et au 31 mars 2017, venaient à échéance entre juillet 2019 et décembre 2023, avaient une période d'amortissement d'environ 7 ans, et étaient garanties par les immobilisations corporelles connexes, déduction faite des intérêts de 1 928 \$ (2 178 \$ au 31 mars 2017).

Clauses restrictives

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. La Société a respecté toutes ces clauses restrictives au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018.

Remboursements minimaux

Les remboursements minimaux de la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se présentent comme suit :

Exercices	Contrats de location-financement	Prêts des autorités gouvernementales	Facilité de crédit	Total
2019	5 839 \$	208 \$	1 625 \$	7 672 \$
2020	5 732	2 256	1 625	9 613
2021	5 648	2 752	1 625	10 025
2022	5 420	5 458	1 625	12 503
2023	3 339	5 915	54 391	63 645
Au-delà de 5 ans	1 219	56 266	—	57 485
Sous-total	27 197	72 855	60 891	160 943
Moins : Intérêts	1 928	20 315	6 736	28 979
Solde de la dette¹	25 269 \$	52 540 \$	54 155 \$	131 964 \$

¹⁾ Avant le montant net des frais de financement différés.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la dette à long terme.

	31 mars 2018	31 mars 2017
Dette à long terme au début de l'exercice	134 139 \$	146 284 \$
Augmentation de la dette à long terme	3 821	23 021
Remboursement de la dette à long terme	(4 634)	(32 797)
Amortissement des frais de financement (note 8)	238	319
Frais engagés pour renouveler la facilité de crédit	(524)	—
Intérêts au titre de la désactualisation et ajustements des prêts des autorités gouvernementales (note 8)	466	(4 122)
Incidence des fluctuations de change	(2 465)	1 434
Dette à long terme à la fin de l'exercice	131 041 \$	134 139 \$

NOTE 21. AUTRES PASSIFS

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Produits différés	2 639 \$	3 099 \$
Obligations nettes au titre des prestations définies (note 25)	3 958	3 610
Facturations progressives	19	78
Autres passifs	6 616 \$	6 787 \$

NOTE 22. CAPITAL ÉMIS

Autorisé	
Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité

Il n'y a aucune action privilégiée en circulation.

Les variations des actions ordinaires émises et entièrement libérées se présentent comme suit pour les exercices :

	2018		2017	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Solde au début de l'exercice	36 122 050	77 217 \$	36 006 935	75 916 \$
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	48 750	298	70 750	730
Émises au comptant dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat	47 772	590	44 365	571
Solde à la fin de l'exercice	36 218 572	78 105 \$	36 122 050	77 217 \$

Rémunération fondée sur des actions

A. Régime d'options sur actions

La Société attribue des options sur actions à un prix de souscription représentant le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de Bourse précédant la date d'attribution. Les droits des options attribuées dans le cadre du régime sont essentiellement acquis sur une période de quatre ans. Les options peuvent être exercées sur une période ne dépassant pas sept ans après la date d'attribution.

L'évolution du nombre d'options sur actions en cours et de la charge de rémunération connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2018		2017	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	914 295	10,88 \$	879 545	10,02 \$
Attribuées	243 500	14,93	113 000	15,01
Exercées	(48 750)	3,71	(70 750)	6,63
Annulées ou frappées d'extinction	(3 750)	11,71	(7 500)	11,71
Solde à la fin de l'exercice	1 105 295	12,09 \$	914 295	10,88 \$
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions		608 \$		713 \$

Le prix moyen pondéré à la date d'exercice des actions visées par les options sur actions pour l'exercice 2018 était de 14,44 \$ (14,70 \$ en 2017).

Les options sur actions attribuées sont comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Nombre d'options sur actions attribuées	243 500	113 000
Juste valeur moyenne pondérée par option sur actions	3,84 \$	4,76 \$
Juste valeur totale	935 \$	538 \$
Durée prévue	4,9 ans	3,9 ans
Volatilité prévue	25 %	38 %
Taux d'extinction prévu	4,5 %	— %
Distribution de dividende prévue	Aucun	Aucun
Taux d'intérêt composé sans risque	1,6 %	0,6 %

Au 31 mars 2018, 2 808 257 actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission d'options sur actions, dont 1 514 481 actions n'avaient pas encore été émises, contre 1 563 231 actions au 31 mars 2017.

Au 31 mars 2018, 1 105 295 options sur actions étaient émises et en cours comme suit :

Prix d'exercice	Options en cours			Options dont les droits sont acquis	
	Nombre	Durée moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
3,01 \$ à 4,09 \$	65 200	0,36	3,08 \$	65 200	3,08 \$
10,71 \$ à 11,71 \$	683 595	3,24	11,45	592 571	11,53
14,93 \$ à 15,01 \$	356 500	6,41	14,95	92 625	14,96
	1 105 295	4,09	12,09 \$	750 396	11,22 \$

B. Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

L'évolution des actions ordinaires et de la charge connexe liées au régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat se présente comme suit pour les exercices :

	2018	2017
<i>Nombre d'actions ordinaires</i>		
Émises	47 772	44 365
Attribuées aux employés participants	18 800	16 755
Charge liée aux actions ordinaires attribuées	260 \$	239 \$

Au 31 mars 2018, 340 000 actions étaient réservées aux fins d'émission dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat, dont 58 866 actions n'avaient pas encore été émises, contre 106 638 actions au 31 mars 2017.

C. Régime d'unités d'action différées («UAD») et Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

L'évolution des UAD en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2018	2017
<i>Nombre d'UAD</i>		
Solde au début de l'exercice	135 815	124 333
Émises	32 588	33 740
Réglées	(32 233)	(22 258)
Solde de clôture des UAD en cours	136 170	135 815
Charge au titre des UAD	910 \$	273 \$
Juste valeur des UAD en cours, à la fin de l'exercice	1 962 \$	1 517 \$

L'évolution des UAR en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2018	2017
<i>Nombre d'UAR</i>		
Solde au début de l'exercice	114 434	151 392
Émises	100 650	58 500
Annulées ou frappées d'extinction	(3 802)	(1 941)
Réglées	(23 334)	(93 517)
Solde de clôture des UAR en cours	187 948	114 434
Charge au titre des UAR	163 \$	635 \$
Juste valeur des UAR en cours dont les droits sont acquis, à la fin de l'exercice	842 \$	1 004 \$

NOTE 23. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2017	14 256 \$	(521) \$	(7 437) \$	6 298 \$
Autres éléments du résultat global	5 860	545	1 514	7 919
Solde au 31 mars 2018	20 116 \$	24 \$	(5 923) \$	14 217 \$

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2016	25 691 \$	(643) \$	(6 260) \$	18 788 \$
Autres éléments du résultat global	(11 435)	122	(1 177)	(12 490)
Solde au 31 mars 2017	14 256 \$	(521) \$	(7 437) \$	6 298 \$

NOTE 24. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2018	2017
États des résultats consolidés		
Charge d'impôt exigible	7 100 \$	5 934 \$
Charge (recouvrement) d'impôt différé	67	(1 604)
Charge d'impôt sur le résultat présentée dans les états des résultats consolidés	7 167 \$	4 330 \$
États des variations des capitaux propres consolidés		
Charge se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux résultats non distribués	68 \$	1 355 \$
Charge (recouvrement) se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global	826	(166)
Charge d'impôt sur le résultat présentée directement dans les capitaux propres	894 \$	1 189 \$

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Impôt sur le résultat aux taux combinés d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 26,6 % (26,7 % en 2017)	5 554 \$	9 651 \$
Écart de taux d'imposition – filiales à l'étranger	(4 251)	(4 672)
Différences permanentes	827	(505)
Incidence de la réforme fiscale aux États-Unis (note 9)	4 912	—
Autres éléments	125	(144)
Charge d'impôt	7 167 \$	4 330 \$

Le 22 décembre 2017, le gouvernement des États-Unis a adopté la Tax Cuts and Jobs Act (la «réforme fiscale aux États-Unis»). La réforme fiscale aux États-Unis introduit un certain nombre de modifications à la législation fiscale ayant une incidence sur les entreprises, y compris, entre autres, une réduction permanente du taux d'imposition fédéral des sociétés, qui est passé de 35 % à 21 % le 1^{er} janvier 2018. La réduction du taux d'imposition des sociétés a entraîné la réévaluation des actifs d'impôt différé nets de la Société, ce qui a donné lieu à une charge d'impôt sur le résultat non récurrente de 4 912 \$ au cours de l'exercice 2018.

La charge d'impôt sur le résultat comprend un montant défavorable de 125 \$ (montant favorable de 144 \$ en 2017) à l'égard de la résolution de questions d'ordre fiscal ainsi qu'une réduction des passifs d'impôt différé du fait de changements relatifs à des questions de vérification fiscale.

Les principaux actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé découlant des différences temporaires sont les suivants :

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Actifs d'impôt différé		
Provisions non déductibles	4 126 \$	2 948 \$
Stocks	3 872	7 120
Débiteurs	10	36
Instruments financiers dérivés	—	189
Prêts des autorités gouvernementales	—	61
Avantages d'impôt différé découlant de pertes fiscales et dépenses déductibles reportées en avant	14 012	21 076
Total des actifs d'impôt différé	22 020 \$	31 430 \$
Passifs d'impôt différé		
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt	(557)	(566)
Immobilisations corporelles	(14 863)	(22 929)
Relations clients et contrats	(2 891)	(3 913)
Prêts des autorités gouvernementales	(64)	—
Instruments financiers dérivés	(24)	—
Total des passifs d'impôt différé	(18 399) \$	(27 408) \$
Actifs d'impôt différé nets	3 621 \$	4 022 \$

Les actifs d'impôt différé nets sont compris dans les postes suivants des bilans consolidés :

	31 mars 2018	31 mars 2017
Actifs d'impôt différé	7 388 \$	9 964 \$
Passifs d'impôt différé	(3 767)	(5 942)
Actifs d'impôt différé nets	3 621 \$	4 022 \$

Des actifs d'impôt différé nets de 8 790 \$ ont été comptabilisés au 31 mars 2018 (10 961 \$ au 31 mars 2017) dans des juridictions fiscales qui ont subi des pertes au cours de l'exercice considéré ou des exercices précédents. Compte tenu du niveau de résultat imposable historique ou des projections de résultat imposable futur, la direction de la Société est d'avis qu'il est probable que la Société réalisera les économies liées à ces différences temporaires déductibles et ces pertes autres qu'en capital reportées en avant.

Aux 31 mars 2018 et 2017, il n'y avait aucun report en avant de pertes opérationnelles ni d'autres différences temporaires pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés.

La Société avait les pertes autres qu'en capital disponibles pour report en avant suivantes :

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Canada	19 943 \$	12 797 \$
États-Unis	53 506	55 688
Royaume-Uni	—	3 219
	73 449 \$	71 704 \$

Au 31 mars 2018, la Société avait des pertes autres qu'en capital au Canada et aux États-Unis qui arrivent à échéance entre 2036 et 2038.

L'impôt différé n'est pas comptabilisé sur les résultats non distribués des filiales lorsque la Société est en mesure de contrôler le calendrier de versement et qu'il est probable qu'il n'y aura aucun versement dans un avenir prévisible. Au 31 mars 2018, les différences temporaires associées aux investissements dans les filiales pour lesquels un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé étaient de 25 151 \$ (14 808 \$ au 31 mars 2017).

NOTE 25. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Description des régimes de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les prestations fournies par les régimes d'avantages complémentaires de retraite sont définies par des contrats individuels qui prévoient principalement des prestations d'assurance vie et d'assurance soins de santé. Puisque les montants liés à ces prestations ne sont pas importants, ils ne sont pas inclus dans les chiffres qui suivent.

Total des paiements en numéraire

Pour l'exercice 2018, le total des paiements en numéraire relatifs aux avantages du personnel, composé des cotisations versées en numéraire par la Société à ses régimes de retraite à prestations définies capitalisés et des paiements en numéraire directement versés aux bénéficiaires pour ses régimes à prestations définies non capitalisés, s'est élevé à 1 489 \$ (2 078 \$ en 2017), alors que les cotisations versées en numéraire à ses régimes à cotisations définies se sont établies à 3 200 \$ (3 401 \$ en 2017).

Régimes à prestations définies

La Société mesure la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables au 31 mars de chaque exercice, alors que les obligations découlant de ses régimes à prestations définies sont évaluées au 31 décembre de chaque exercice et projetées au 31 mars pour tous les régimes, sauf un régime pour lequel la date d'évaluation est le 31 mars.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels comme :

- Le risque lié à l'espérance de vie
 - La valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies est calculée en partie en fonction de l'espérance de vie estimée des participants au régime. Une augmentation de l'espérance de vie entraîne une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de change
 - Une tranche importante des actifs des régimes est investie dans des actions étrangères, par conséquent, un accroissement de la valeur du dollar canadien par rapport à la monnaie dans laquelle ces actions étrangères sont libellées entraînerait une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de taux d'intérêt
 - Une diminution des taux d'intérêt du marché entraînerait une diminution du taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies, ce qui se traduirait par une hausse de ces obligations. Cette hausse serait en partie compensée par une augmentation connexe de la valeur des obligations détenues par les régimes.

- Le risque d'investissement
 - Le risque d'investissement correspond au risque que le rendement des actifs des régimes soit moins élevé que le taux d'intérêt des obligations des sociétés utilisé pour calculer le taux d'actualisation. À l'heure actuelle, la composition des régimes comprend 63 % de fonds d'actions, 29 % de titres de créance et 8 % d'autres fonds. Compte tenu de la nature à long terme des obligations au titre des régimes à prestations définies, la Société juge approprié qu'une tranche raisonnable des actifs des régimes soit investie dans des titres de capitaux propres et d'autres fonds afin de dégager un rendement à long terme des actifs des régimes.

Le rapprochement de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes et des montants comptabilisés dans les bilans consolidés se présente comme suit :

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	61 216 \$	59 064 \$
Juste valeur des actifs des régimes	58 974	57 496
Situation de capitalisation des régimes – déficit	(2 242) \$	(1 568) \$
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	(1 716)	(2 042)
Montant comptabilisé dans les autres passifs à long terme	(3 958) \$	(3 610) \$

Le total de la charge au titre des régimes à prestations définies qui a été comptabilisée dans les états des résultats consolidés est comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 459 \$	1 500 \$
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 8)	153	330
Prestations de cessation d'emploi (note 9)	325	143
Frais d'administration	161	123
Total de la charge au titre des régimes à prestations définies comptabilisée dans les états des résultats consolidés	2 098 \$	2 096 \$

Le montant total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Réévaluations		
Gains (pertes) découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	(2) \$	2 109 \$
Pertes découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	(915)	(1 588)
Gains liés aux écarts actuariels	1 257	505
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	(79)	4 052
Autres éléments du résultat global	261 \$	5 078 \$

Le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes est comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes	2 038 \$	6 057 \$

La variation de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies est la suivante pour les exercices :

	2018	2017
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	61 106 \$	60 055 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 459	1 500
Charges d'intérêts	2 270	2 335
Cotisations des participants aux régimes	731	629
Pertes (gains) découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	2	(2 109)
Pertes découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	915	1 588
Gains liés aux écarts actuariels	(1 257)	(505)
Prestations payées	(2 619)	(2 530)
Prestations de cessation d'emploi	—	143
Prestations pour services passés	325	—
Obligations au titre de prestations définies à la fin de l'exercice	62 932 \$	61 106 \$

La juste valeur des actifs des régimes se présente comme suit :

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	57 496 \$	51 385 \$
Produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	2 117	2 005
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	(79)	4 052
Cotisations de l'employeur	1 489	2 078
Cotisations des participants aux régimes	731	629
Prestations payées	(2 619)	(2 530)
Frais d'administration	(161)	(123)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	58 974 \$	57 496 \$

Les actifs des régimes sont les suivants :

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Titres de capitaux propres	63 %	62 %
Titres de créance	29 %	31 %
Autres	8 %	7 %
Total	100 %	100 %

Principales hypothèses

Les principales hypothèses moyennes pondérées utilisées à la date de clôture sont les suivantes pour les exercices :

	2018	2017
Obligations au titre des prestations définies aux 31 mars :		
Taux d'actualisation	3,60 %	3,70 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	3,50 %
Espérance de vie moyenne, en fonction d'un départ à la retraite à 65 ans :		
Homme, 45 ans à la date de clôture	86	87
Femme, 45 ans à la date de clôture	89	89
Homme, 65 ans à la date de clôture	87	86
Femme, 65 ans à la date de clôture	90	89

Le tableau ci-après résume l'incidence des modifications apportées à ces hypothèses actuarielles sur la charge de retraite et les obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2018 et pour l'exercice clos à cette date.

Augmentation (diminution)	Charge de retraite	Obligations au titre des prestations définies
	%	%
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5 %	(17,7)	(7,0)
Diminution de 0,5 %	18,9	7,8
Taux de rémunération		
Augmentation de 0,5 %	0,1	—
Diminution de 0,5 %	(0,1)	—
Espérance de vie moyenne		
Augmentation de 1 an	5,6	2,6
Diminution de 1 an	(5,6)	(2,6)

Flux de trésorerie futurs de la Société liés aux prestations de retraite

On estime à 1 453 \$ le total des cotisations qui devraient être versées en numéraire dans ces régimes au cours de l'exercice 2019.

La durée des obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2018 s'établissait à 14,8 ans (13,3 ans au 31 mars 2017). L'échéance prévue des prestations de retraite non actualisées en vertu du régime de retraite des employés syndiqués se présente comme suit :

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Moins de 1 an	1 689 \$	1 656 \$
De 1 an à 2 ans	1 747	1 668
De 2 à 5 ans	5 753	5 369
Plus de 5 ans	100 542	98 870
Total	109 731 \$	107 563 \$

Régimes de retraite à cotisations définies

Les coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies se présentent comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies	3 200 \$	3 401 \$

NOTE 26. ENGAGEMENTS

La Société a des engagements liés à des contrats de location simple pour des bâtiments et des installations et des bons de commande en cours relativement à de la machinerie et à de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Les paiements minimaux pour les cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

	2019	2020	2021	2022	2023	Par la suite	Total 2018	Total 2017
Contrats de location simple – Bâtiments et installations ¹	1 502	1 214	1 194	1 197	1 200	5 430	11 737 \$	11 630 \$
Engagements liés à l'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	2 952	—	—	—	—	—	2 952 \$	2 157 \$

¹⁾ À l'exclusion des clauses d'indexation.

Garanties

La Société conclut des conventions qui prévoient des engagements d'indemnisation et des garanties envers les contreparties relativement à certaines opérations comme des cessions d'entreprises et la vente d'actifs.

Ces engagements d'indemnisation et ces garanties pourraient obliger la Société à indemniser des contreparties pour les coûts engagés et les pertes subies par suite de divers événements, incluant des violations de déclarations et de garanties, des atteintes à la propriété intellectuelle, des pertes ou des dommages relatifs à la propriété, des responsabilités environnementales, des changements aux règlements et aux lois (y compris les législations fiscales) ou à leur interprétation, des écarts de valeur ou des litiges dont les contreparties pourraient faire l'objet.

Au moment de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'actifs, en plus d'une indemnisation possible liée à l'inexécution d'une clause restrictive et à une violation de déclarations et de garanties, la Société pourrait avoir à verser des indemnisations au titre de réclamations résultant de son exploitation passée de l'entreprise. La nature de ces engagements d'indemnisation empêche la Société d'estimer le montant potentiel maximal qu'elle pourrait être tenue de payer en vertu des garanties, puisque ces événements ne se sont pas encore produits. Au 31 mars 2018, la durée de ces engagements d'indemnisation pouvait se prolonger jusqu'à l'exercice 2024. Au 31 mars 2018, la Société avait comptabilisé une provision de 5 012 \$ (5 153 \$ au 31 mars 2017) qu'elle a classée comme provision à court terme (note 19) étant donné que la date de règlement n'était pas encore connue.

Lettres de crédit

Au 31 mars 2018, la Société disposait de lettres de crédit en cours totalisant 3 302 \$ (5 027 \$ au 31 mars 2017).

NOTE 27. ÉVENTUALITÉS

Dans le cadre du cours normal de ses activités, la Société est partie à des litiges et à des procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement découlant de ces litiges n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière ni sur les résultats opérationnels de la Société.

NOTE 28. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors trésorerie se présente comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Comptes clients	(2 335) \$	4 106 \$
Impôts à recevoir	(184)	2 325
Stocks	9 539	2 855
Autres actifs à court terme et à long terme	(869)	2 605
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs	719	(5 115)
Provisions	(3 335)	(471)
Facturations progressives	961	(2 969)
Avances de clients	6 136	2 587
Impôts à payer	1 916	(178)
Incidence des variations des taux de change ¹	950	(2 439)
	13 498 \$	3 306 \$

¹⁾ Réflète l'incidence totale des fluctuations du taux de change au cours de l'exercice sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales à l'étranger de la Société.

NOTE 29. INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La répartition géographique des actifs de la Société se présente comme suit :

Aux	31 mars 2018				31 mars 2017			
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Total	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles, montant net	95 492 \$	71 183 \$	12 828 \$	179 503 \$	104 201 \$	77 111 \$	11 535 \$	192 847 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	21 166	1 973	12 717	35 856	28 536	3 010	13 921	45 467
Goodwill	13 838	9 691	67 608	91 137	13 838	9 995	62 216	86 049

Les ventes d'après l'emplacement géographique des clients se présentent comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Canada	39 244 \$	77 537 \$
États-Unis	240 377	234 592
Royaume-Uni	43 713	39 528
Autres pays	63 230	54 879
	386 564 \$	406 536 \$

NOTE 30. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

La charge de rémunération des principaux dirigeants et du conseil d'administration se présente comme suit pour les exercices :

	2018	2017
Avantages à court terme et autres avantages	3 458 \$	3 342 \$
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	156	167
Rémunération fondée sur des actions	1 655	1 378
Total de la rémunération versée aux principaux dirigeants	5 269 \$	4 887 \$

NOTE 31. INSTRUMENTS FINANCIERS

Hiérarchie de la juste valeur

Les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur aux bilans consolidés sont répartis dans les trois niveaux d'une hiérarchie de la juste valeur. Ces trois niveaux sont définis en fonction du caractère observable des principales données de l'évaluation, comme suit :

Niveau 1 : cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;

Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

Le classement des instruments financiers ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur se présentaient comme suit :

Aux	31 mars 2018			31 mars 2017		
	Hiérarchie de la juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie de la juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	93 209 \$	93 209 \$	Niveau 1	42 456 \$	42 456 \$
Instruments financiers dérivés ¹⁾	Niveau 2	2 948	2 948	Niveau 2	2 058	2 058
Swap sur actions	Niveau 1	2 249	2 249	Niveau 1	1 743	1 743
		98 406 \$	98 406 \$		46 257 \$	46 257 \$
Passifs financiers						
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	2 778 \$	2 778 \$	Niveau 2	2 563 \$	2 563 \$
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	Niveau 2	131 964	137 493	Niveau 2	134 776	142 396
		134 742 \$	140 271 \$		137 339 \$	144 959 \$

¹⁾ Compte non tenu du swap sur actions.

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés aux bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et actualisent ces montants en fonction des modalités contractuelles des instruments financiers dérivés et des données observables des marchés externes, comme les taux des swaps de taux d'intérêt et les taux de change à la fin de la période.

Dette à long terme – La juste valeur de la dette à long terme a été établie en calculant la valeur actualisée de la dette à long terme à l'aide du taux qui serait négocié dans le contexte économique prévalant à la date de fin d'exercice.

NOTE 32. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est partie à des instruments financiers et, de ce fait, est particulièrement exposée à des risques de marché, de crédit, de concentration de crédit et de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs des instruments financiers découlant des variations des cours du marché, que ces dernières soient causées par des facteurs spécifiques à des instruments financiers en particulier ou à son émetteur, ou par des facteurs qui touchent l'ensemble des instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Société est particulièrement exposée aux risques de marché suivants :

Risque de change

La Société conclut des opérations en devises au Canada et exerce des activités aux États-Unis et au Royaume-Uni, ce qui l'expose au risque de fluctuation des taux de change.

Dans le but d'atténuer le risque lié aux fluctuations des taux de change, la Société a recours à des instruments dérivés pour couvrir ce risque, essentiellement lié au dollar américain et découlant de ses activités au Canada et au Royaume-Uni.

La politique de gestion du risque de change de la Société exige la couverture de 50 % à 100 % de l'exposition aux devises connue, essentiellement au cours des deux exercices financiers suivants, des entrées de fonds prévues provenant de ventes libellées en dollars américains réalisées par ses établissements du Canada et du Royaume-Uni et se rapportant à des contrats de vente, déduction faite des sorties de fonds prévues, en dollars américains, effectuées par ses établissements du Canada et du Royaume-Uni découlant essentiellement de l'achat de matières premières et de certaines autres matières.

Au 31 mars 2018, conformément à cette politique, la Société détenait des contrats de change à terme en vue de vendre 110,1 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,3046 (dollar canadien par rapport au dollar américain, « \$ CA/\$ US »). Au 31 mars 2017, ces contrats s'élevaient à 152,4 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,3178 \$ CA/\$ US. Au 31 mars 2018, ces contrats venaient à échéance à diverses dates entre avril 2018 et mars 2021, la majorité échéant au cours du prochain exercice.

Au 31 mars 2018, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard des autres devises, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait eu une incidence sur le résultat net consolidé et les autres éléments du résultat global comme suit :

	Incidence du dollar américain	Incidence de la livre sterling
Diminution du résultat net	(204)	(2)
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global	638	(1 250)

La sensibilité au taux de change présentée ci-dessus représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers de la Société, incluant les contrats de change à terme à la date du bilan consolidé.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause de son taux d'intérêt variable sur sa facilité de crédit à long terme (voir la note 20). De plus, les fluctuations du taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêts de la Société qui sont générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt. Par conséquent, la direction peut utiliser des dérivés afin de conserver un ratio de la dette portant intérêt à des taux fixes se situant entre 40 % et 70 % de la dette à long terme, compte non tenu des prêts des autorités gouvernementales.

Les swaps de taux d'intérêt suivants ont été utilisés à cette fin au cours des exercices 2018 et 2017 :

Montant notionnel	Taux fixe	Mis en place	Échéance
5 000 \$ US	1,65 %	Mars 2014	Décembre 2018
10 000 \$ US	2,38 %	Décembre 2015	Décembre 2018

Les swaps de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus excluent la marge bancaire additionnelle (voir la note 20). Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devraient survenir pendant les périodes ou cours desquelles ils devraient influencer sur le résultat net.

Instruments dérivés liés à l'acquisition d'une entreprise

L'entente visant l'acquisition de CESA (voir la note 5) expose la Société à de nouveaux risques de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement. Une augmentation de la valeur de l'euro par rapport au dollar canadien ferait grimper le prix anticipé de la transaction, et une augmentation des taux d'intérêt sous-jacents à la dette attendue ferait augmenter les frais (produits) financiers nets connexes.

Afin d'atténuer ces risques, au 31 mars 2018, la Société avait également conclu les swaps de devises et de taux d'intérêt suivants afin de gérer les risques de change et de taux d'intérêt :

Montant notionnel	Équivalent en euros	Taux fixe sur le montant notionnel en euros	Mise en vigueur	Échéance
29 370 \$ US	25 000 €	1,86 %	Octobre 2017	Mai 2022
50 000 \$ CA	34 110 €	3,32 %	Octobre 2017	Juin 2025

L'incidence d'une variation des taux d'intérêt de 100 points de base («pdb») sur les résultats financiers de la Société pour l'exercice 2018 aurait été comme suit :

	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb
Incidence sur le résultat net liée à la dette à long terme à taux variable	(255)	255
Incidence sur le résultat global liée aux swaps de taux d'intérêt et aux swaps de devises et de taux d'intérêt	4 024	(4 542)

L'analyse de sensibilité aux taux d'intérêt présentée ci-dessus est calculée en fonction du passif à taux variable à la fin de l'exercice, et suppose que toutes les autres variables sont demeurées stables.

Autre risque de prix

Le résultat net de la Société est exposé aux fluctuations du cours des actions de la Société en raison des UAD et des UAR (voir la note 22). Afin d'atténuer cette exposition, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière.

Aux termes de ce swap, lors du règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les variations du cours des actions de la Société qui influe sur la charge liée aux UAD et UAR incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2018, le swap sur actions visait 150 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 11,45 \$. Ce swap constitue un instrument dérivé qui n'est pas désigné dans une relation de couverture et vient à échéance en juin 2019.

Risques de crédit et de concentration de crédit

Les risques de crédit et de concentration de crédit représentent les risques liés à la contrepartie lorsque les parties avec lesquelles la Société conclut des ententes ou des contrats sont incapables de respecter leurs engagements.

Le risque de crédit est principalement lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des comptes clients de la Société, et que des institutions financières soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés de la Société.

Le risque de concentration de crédit tient au fait que la Société a réalisé environ 60 % de ses ventes en 2018 auprès de seulement six clients (58 % en 2017). Plus précisément, la Société a deux clients représentant respectivement 26 % et 11 % de ses ventes consolidées en 2018 (18 % et 13 % en 2017).

Comptes clients

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont limités, puisque la Société fait habituellement affaire avec de grandes entreprises ou des organismes gouvernementaux, à l'exception des ventes à de petites entreprises privées, qui représentaient dans leur ensemble environ 5,3 % à l'exercice 2018 (5,8 % en 2017) des ventes consolidées de la Société.

Au 31 mars 2018, la Société n'avait pas effectué, par le passé, de radiation importante de comptes clients, et le délai moyen de recouvrement était à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

La qualité de crédit des comptes clients fait l'objet d'une analyse régulière.

Les variations de la provision pour créances douteuses s'établissaient comme suit pour l'exercice clos le 31 mars 2018 :

	2018
Solde au début de l'exercice	69 \$
Reprises	(30)
Solde à la fin de l'exercice	39 \$

Les comptes clients de la Société se présentent comme suit :

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Non en souffrance	66 613 \$	62 590 \$
En souffrance – moins de 90 jours	5 777	8 262
En souffrance – plus de 90 jours	1 079	283
Ayant subi une dépréciation	39	69
	73 508	71 204
Provision pour créances douteuses	(39)	(69)
Solde à la fin de l'exercice	73 469 \$	71 135 \$

Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers dérivés

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des institutions financières de première qualité, comme des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ou une succursale canadienne d'une banque américaine, conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

Au 31 mars 2018, l'exposition maximale au risque de crédit et au risque de concentration de crédit liés aux instruments financiers était comme suit (voir la note 31) :

	JVBRN	Éléments de couverture ¹	Prêts et créances
Trésorerie et équivalents de trésorerie	93 209 \$	— \$	— \$
Comptes clients	—	—	73 469
Instruments financiers dérivés	2 249	2 948	—

¹⁾ Correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis, aux termes de ces engagements et à un prix raisonnable. Elle gère donc son risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie d'exploitation et liés aux activités d'investissement et de financement prévues. La haute direction participe aussi activement à la revue et à l'approbation des contrats de vente à long terme et des dépenses en immobilisations prévues.

Au 31 mars 2018, l'analyse des échéances des passifs financiers était comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes fournisseurs et charges à payer	65 057 \$	— \$	— \$	— \$	65 057 \$
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	2 534	—	—	—	2 534
Avances de clients	12 577	—	—	—	12 577
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme (note 20)	7 672	19 638	76 148	57 485	160 943
Instruments financiers dérivés	389	1 215	644	530	2 778

NOTE 33. RISQUE LIÉ À LA GESTION DU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio de la dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable et acceptable.

Le ratio de la dette nette/capitaux propres était comme suit :

Aux	31 mars 2018	31 mars 2017
Tranche à court terme de la dette à long terme	5 356 \$	6 792 \$
Dette à long terme	125 685	127 347
Frais de financement différés, montant net	923	637
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	93 209	42 456
Dette nette	38 755 \$	92 320 \$
Capitaux propres	379 034	355 868
Ratio de la dette nette/capitaux propres	0,10:1	0,26:1

La Société n'est pas soumise à des exigences relatives au capital émanant des organismes de réglementation.

INFORMATION CORPORATIVE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Brian A. Robbins

Président du conseil
Toronto (Ontario)

Louis Morin

Administrateur de sociétés
Montréal (Québec)

James J. Morris

Administrateur de sociétés
Palm Desert (Californie)

Nathalie Bourque

Administratrice de sociétés
Montréal (Québec)

Gilles Labbé

Président et chef
de la direction
Montréal (Québec)

Paule Doré

Administratrice de sociétés
Montréal (Québec)

Andrew John Stevens

Administrateur de sociétés
Cheltenham, Royaume-Uni

Pierre Fitzgibbon

Administrateur de sociétés
Montréal (Québec)

DIRECTION

Gilles Labbé

Président et chef
de la direction

Martin Brassard

Vice-président exécutif et
chef de l'exploitation

Stéphane Rainville

Vice-président,
ressources humaines

Patrick Gagnon

Directeur, audit interne et
gouvernance de l'entreprise

Réal Bélanger

Vice-président exécutif,
développement des affaires et
projets spéciaux

Stéphane Arsenault

Chef de la direction financière

Jean Gravel

Vice-président,
ventes et programmes

Jean-Philippe Sanche

Directeur, affaires légales

Annie Goudreault

Vice-présidente, contrôleur
corporative

Rémy Langelier

Directeur, développement des
affaires

Éric Sauvageau

Directeur, information financière

ACTIVITÉS DE TRAINS D'ATTERISSAGE

Longueuil

755, rue Thurber
Longueuil (Québec)
Canada J4H 3N2
450 679-5454

Cambridge

47 Heroux Devtek Drive
Cambridge (Ontario)
Canada N3E 0A7
519 576-8910

Everett

6301, 36th Avenue West,
Building A. Unit #140.
Everett (Washington)
U.S.A. 98203
440 783-5255

Springfield

663 Montgomery Ave.
Springfield (Ohio)
U.S.A. 45506
937 325-1586

Nottingham

Urban Rd
Kirkby in Ashfield,
Nottingham
Nottinghamshire
NG17 8AP
Royaume-Uni
+44(0) 1623 754355

Laval

3675, boul. Industriel
Laval (Québec)
Canada H7L 4S3
450 629-3454

Saint-Hubert

4925, Chemin de la Savane
Saint-Hubert (Québec)
Canada J3Y 9G1
450 646-9432

Strongsville

15900 Foltz
Industrial Parkway
Strongsville (Ohio)
U.S.A. 44149
440 783-5255

Wichita

1445 Sierra Drive,
Wichita (Kansas)
U.S.A. 67209
316 943-5752

Runcorn

8 Pembroke Court,
Manor Park,
Runcorn, Cheshire
WA7 1TG
Royaume-Uni
+44(0) 1928 530530

AUTRES ACTIVITÉS

BOÎTIERS ÉLECTRONIQUES

Toronto

1480 Birchmount Rd.
Toronto (Ontario)
Canada M1P 2E3
416 757-2366

FILTRES POUR FLUIDES

Bolton

Unit 1003
Wingates Industrial Estate
Westhoughton, Lancashire
BL5 3XU
Royaume-Uni
+44(0) 1928 530530

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le vendredi 10 août 2018 à 10 heures
Salon Pierre de Coubertin
Hôtel Omni Mont-Royal
1050, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec)
Canada

AGENT DE TRANSFERT ET REGISTRAIRE

Computershare du Canada
1500, rue Université, 7e étage
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
514 982-7555 /
1-800-564-6253

AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
800, boul. René-Lévesque Ouest,
Bureau 1900
Montréal (Québec)
Canada H3B 1X9
514 875-6060

BOURSE DE VALEURS MOBILIÈRES

Les actions sont côtées à la Bourse de Toronto
Symbole au téléscripneur : HRX

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

450 679-3330
ir@herouxdevtek.com

MAISONBRISON COMMUNICATIONS

514 731-0000
info@maisonbrison.com
www.maisonbrison.com

CONCEPTION ET RÉDACTION PAR

MaisonBrisson Communications

If you wish to receive an English version of this report,
please contact Investor Relations.





HÉROUX-DEVTEK INC.

1111, rue Saint-Charles Ouest
Bureau 658, tour Est
Complexe Saint-Charles
Longueuil (Québec)
Canada J4K 5G4
450 679-3330

www.herouxdevtek.com